

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 1

[C – 2000/21608]

Arrêt n° 133/2000 du 13 décembre 2000

Numéro du rôle : 1838

En cause : le recours en annulation des articles 41 et 42 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses, qui modifient l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, introduit par l'a.s.b.l. Confédération nationale de la construction et la s.a. Maes.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges L. François, P. Martens, A. Arts, R. Henneuse et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1999 et parvenue au greffe le 9 décembre 1999, un recours en annulation des articles 41 et 42 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses (publiée au *Moniteur belge* du 12 juin 1999), qui modifient l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, a été introduit par l'a.s.b.l. Confédération nationale de la construction, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Lombard 39-42, et la s.a. Maes, dont le siège social est établi à 9000 Gand, Toemaatragel 1.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 9 décembre 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 18 janvier 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 25 janvier 2000.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 16 février 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 2 mai 2000.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 2 juin 2000.

Par ordonnances du 31 mai 2000 et du 29 novembre 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 8 décembre 2000 et 8 juin 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 13 juillet 2000, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 25 octobre 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 14 juillet 2000.

Par ordonnance du 24 octobre 2000, le président en exercice a constaté que le juge E. Cerexhe, légitimement empêché, est remplacé par le juge R. Henneuse.

A l'audience publique du 25 octobre 2000 :

- ont comparu :

. Me J.-M. Dethy, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. B. Druart, auditeur général des Finances, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. François et E. De Groot ont fait rapport;

- les parties précitées ont été entendues;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à l'intérêt des parties requérantes

A.1.1. Les parties requérantes estiment qu'elles justifient de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions qui font bénéficier d'un taux réduit de T.V.A. égal à 6 p.c. les biens et les services livrés ou fournis par des organismes à caractère social alors que ces organismes sont, en vertu des dispositions attaquées, agréés par l'autorité compétente sur la base de critères que ces dispositions ne précisent pas et sont susceptibles d'exercer des activités au moins partiellement identiques à celles des entreprises de construction; les prestations de celles-ci étant facturées à un taux de T.V.A. de 21 p.c., les conditions normales de concurrence sont susceptibles de s'en trouver profondément affectées.

A.1.2. Le Conseil des ministres estime que l'article 4 des statuts de la Confédération nationale de la construction ne lui permet pas de défendre en justice les intérêts de ses membres et que l'acte attaqué ne porte pas atteinte aux prérogatives de cette première requérante quant à l'organisation professionnelle des entrepreneurs en cause. Cette exception d'irrecevabilité pour défaut d'intérêt n'a évidemment de sens que si la s.a. Maes, deuxième requérante, se désistait de son recours ou tombait dans l'un des cas où une décision nouvelle quant à la poursuite de l'action devait être prise.

A.1.3. Les requérantes répliquent qu'aucun élément concret et probant n'est avancé par le Conseil des ministres, alors que l'article 4 des statuts de la première requérante vise la défense des véritables intérêts de la profession, ce qui implique la faculté d'agir en justice (comme le Conseil d'Etat l'a admis plusieurs fois) et correspond bien à la présente action, les dispositions attaquées modifiant les conditions de concurrence dans les activités en cause.

Quant au premier moyen

A.2.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et du principe général relatif à la sécurité juridique.

Les parties requérantes exposent que les dispositions attaquées subordonnent l'application du taux de T.V.A. réduit à 6 p.c. en ce qui concerne les biens et les services livrés ou fournis par les organismes qu'elles visent à trois conditions :

- l'organisme doit être reconnu conjointement par le ministre des Finances et par un ministre fédéral, régional ou communautaire compétent en la matière, comme ayant un caractère social et engagé dans des œuvres d'assistance aux personnes déshéritées;

- l'organisme doit être géré et administré par des personnes n'ayant, par elles-mêmes ou par personnes interposées, aucun intérêt financier personnel direct ou indirect dans les résultats d'exploitation;

- les produits financiers générés par les livraisons de biens et les prestations de services doivent être intégralement affectés à la réalisation de l'objet social de l'organisme pour autant que ses statuts stipulent qu'en cas de liquidation la totalité de l'actif net est réinvestie dans un autre organisme reconnu.

Elles estiment que la première condition ne définit pas les critères d'appréciation de l'autorité compétente et que la troisième condition ne précise pas si l'objet social à la réalisation duquel doivent être intégralement affectés les produits financiers générés par les livraisons de biens ou prestations de services, doit être exclusivement consacré à des activités sociales ou s'il peut également viser d'autres activités.

Les dispositions en cause violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles ne fixent pas les critères objectifs de reconnaissance, de telle sorte que les administrés ne peuvent juger de leur intérêt à introduire une demande pour bénéficier de ce statut et sont, dès lors, placés dans une situation d'insécurité juridique qui est, par elle-même, source d'une discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

A.2.2. Le Conseil des ministres estime que le moyen ne peut être soulevé que par les organismes pouvant bénéficier du tarif réduit, non par les professionnels qui ne peuvent invoquer l'insécurité juridique incriminée.

A.2.3. Les parties requérantes estiment que la question de l'intérêt au moyen étant indissociable de son examen, il y a lieu d'y répondre ensemble.

A.2.4. Le Conseil des ministres estime que le législateur - qui ne peut être obligé de préciser tout jusque dans les moindres détails - n'avait pas à préciser les critères auxquels la requête fait référence parce qu'ils relèvent du simple bon sens (la notion de caractère social d'un organisme - ces termes devant, à défaut de signification expresse, être entendus dans leur acception normale - et la notion de personne déshéritée), ou de questions de fait (les constatations) ou de droit (l'inscription dans les statuts). Il ne peut être question de pouvoir discrétionnaire puisque les ministres sont tenus par les éléments précités et prennent leur décision de concert (ce qui constitue une garantie supplémentaire) et sous le contrôle des cours et tribunaux.

A.2.5. Quant à la question de savoir si l'objet social peut également viser d'autres activités que les activités sociales, le Conseil des ministres estime que, l'objet social étant défini dans les statuts, c'est aux ministres compétents qu'il appartient de décider sous le contrôle des juridictions si, lorsque l'affectation à d'autres activités est permise par les statuts, cette affectation ne dénature pas l'objet social et si, le cas échéant, la reconnaissance doit être refusée. Le législateur a en outre précisé que les organismes qu'il entend faire bénéficier de la reconnaissance sont les organismes à caractère social.

A.2.6. Les parties requérantes estiment étonnante l'affirmation non motivée du Conseil des ministres selon laquelle seuls les organismes sociaux et non les professionnels sont susceptibles de bénéficier du taux réduit de la T.V.A. puisque le débat porte précisément sur l'identification des organismes susceptibles d'entrer dans le champ d'application du taux réduit de la T.V.A.

La première des trois conditions n'indique pas de critère; l'on pourrait croire qu'une entreprise de construction dont les statuts prévoieraient l'obligation de maintenir, parmi son personnel, une proportion de 10 p.c., par exemple, de chômeurs de longue durée ou de chômeurs de moins de 25 ans, pourrait, sur la base d'une « appréciation de simple bon sens » ou de l'« acception courante » des termes utilisés, être considérée comme ayant un caractère social et engagée dans des œuvres d'assistance aux personnes déshéritées. Mais il ne semble pas que cela soit le cas puisque les professionnels sont, selon le Conseil des ministres, exclus du bénéfice du régime préférentiel de la T.V.A.

Quant à la troisième condition, le Conseil des ministres confond le caractère social de l'organisme (visé par la première condition) et son objet social (visé par la troisième condition et ayant vocation à définir les activités auxquelles il peut se livrer). La loi a distingué l'un de l'autre et l'on peut supposer qu'un organisme pourrait être reconnu comme ayant un caractère social alors que son objet social n'est pas exclusivement limité à des activités de nature sociale et, dès lors, bénéficier du taux réduit de la T.V.A. pour l'ensemble de ses prestations, même celles ne présentant aucun caractère social; dans une telle hypothèse, l'on n'aperçoit pas en quoi l'affectation des produits financiers générés par les livraisons de biens ou les prestations de services à la réalisation de l'objet social ainsi défini pourrait dénaturer celui-ci.

Les explications peu précises du Conseil des ministres semblent indiquer qu'y est visée (ce que confirme sa réponse au second moyen) l'hypothèse d'un organisme dont les statuts autorisent tant des activités à caractère social que d'autres activités sans toutefois limiter l'affectation des produits financiers générés par les livraisons de biens et les prestations de services à la réalisation des seules activités de caractère social. Dans ce cas de figure, il appartiendrait aux ministres compétents de décider, sous le contrôle de juridictions, si cette affectation ne dénature pas - non pas l'objet social mais - le caractère social de l'organisme. Mais une telle interprétation priverait la mesure de tout effet utile puisqu'en imposant que le produit financier des livraisons de biens et des prestations de services, sans distinguer selon qu'il provient ou non des activités mises en œuvre dans le cadre de la « partie sociale » de l'objet social, soit exclusivement affecté à la réalisation de la « partie sociale » de l'objet social de l'organisme, l'on prive *de facto* celui-ci des moyens de réaliser les autres missions qui lui sont imparties par son objet social. Dans ces conditions, il ne peut en effet plus disposer d'aucune ressource pour mettre en œuvre les autres activités prévues par son objet social.

Si l'on doit, d'une part, en conclure que l'objet social de l'organisme candidat ne peut être limité à des activités de caractère social et que, d'autre part, l'affectation des produits financiers générés par les livraisons de biens et les prestations de services peut intervenir au profit de l'ensemble des activités autorisées par l'objet social, la première condition pourrait *a priori* certainement être rencontrée par certaines entreprises de construction.

A.2.7. Les parties requérantes estiment que l'opinion du Conseil des ministres selon laquelle le législateur ne saurait être tenu de prévoir les moindres détails des législations qu'il adopte est contredite par des arrêtés royaux du 3 mai 1999 qui octroient aux « employeurs » une dispense de cotisations patronales et une allocation de réinsertion et définissent très précisément la notion d'employeur et les critères sur lesquels le ministre de l'Emploi et du Travail doit se fonder.

Cette absence de critère empêche les administrés d'apprécier leur intérêt à introduire une demande de reconnaissance (ce qui démontre l'intérêt des requérantes au moyen) et ne permet pas à l'autorité de prendre une décision raisonnable et fondée sur des critères identiquement applicables à chaque administré, de telle sorte qu'elle porte atteinte aux articles 10 et 11 de la Constitution et au principe général relatif à la sécurité juridique.

Quant au deuxième moyen

A.3.1. Le second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées ne subordonnent le taux réduit qu'elles établissent à aucune condition quant à la nature des biens livrés ou des services fournis, lesquels ne doivent donc pas, par eux-mêmes, avoir un caractère social pour être facturés à ce taux; dès lors que l'objet social des organismes reconnus ne doit pas davantage être limité à des activités de caractère social et que ces organismes pourront par conséquent effectuer des prestations autres que celles ayant un caractère social, notamment dans le secteur de la construction, tout en bénéficiant, pour ces prestations, d'un taux réduit de la T.V.A. dont ne bénéficient pas les entreprises de construction, les dispositions attaquées établissent une discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

A.3.2. Le Conseil des ministres estime que, contrairement à ce que considèrent les requérantes, les biens soumis à la T.V.A. ne peuvent avoir la nature d'activités à caractère social, celles-ci n'étant pas des activités économiques. Exiger que la loi prévoie que les biens et services aient un caractère social et imposer aux organismes reconnus que leur objet social soit limité à des activités de caractère social aboutit à empêcher ces organismes de bénéficier de la mesure et à priver celle-ci de tout effet réel.

Quant à la distorsion de concurrence, elle s'explique et se justifie par la nature de la mesure. Le but y étant inhérent, la mesure est justifiée sans qu'il soit nécessaire de l'avoir exprimé lors du processus d'élaboration de la loi.

A.3.3. Les parties requérantes répliquent que la différence de traitement critiquée ne repose pas sur un critère objectif, faute, elles l'ont dit, de se fonder sur des conditions précises, alors que les arrêtés royaux du 3 mai 1999 précités démontrent que la définition de telles conditions est possible. Celles en cause étant beaucoup plus larges, il est manifeste que le législateur n'a pas entendu limiter l'octroi du régime préférentiel de T.V.A. aux organismes répondant aux conditions prévues par ces arrêtés.

A.3.4. Selon les parties requérantes, l'objectif poursuivi par la loi attaquée - dévoilé par le Conseil des ministres, le législateur ne l'ayant pas indiqué - ne se trouve pas dans un rapport de proportionnalité avec les moyens employés : des restrictions comparables à celles prévues par les arrêtés royaux précités du 3 mai 1999 auraient permis d'atteindre un tel objectif, sans modifier les conditions concurrentielles au préjudice des entreprises de construction, dont la réduction du chiffre d'affaires pourrait entraîner des mesures de licenciement de travailleurs peu qualifiés; de plus, les organismes « à vocation sociale » ont déjà obtenu des réductions de charges patronales, des allocations de réinsertion et la faculté d'obtenir un agrément comme entrepreneur, de telle sorte que le nouvel avantage critiqué ici renforce de manière disproportionnée la distorsion de concurrence déjà créée par ces mesures.

- B -

B.1.1. Le Conseil des ministres, se fondant sur l'article 4 des statuts de l'a.s.b.l. Confédération nationale de la construction, conteste la recevabilité de la requête en tant qu'elle émane de cette partie requérante.

B.1.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social.

B.1.3. L'article 4 des statuts précités dispose :

« Art. 4. La Confédération a pour objet :

1. De réaliser, dans un large esprit de collaboration, l'organisation professionnelle de tous les entrepreneurs relevant de l'industrie de la construction, avec la préoccupation de défendre les véritables intérêts de la profession, en conformité avec les exigences de l'intérêt général.

2. D'assurer la représentation officielle des intérêts généraux de l'ensemble des industries de la construction aux points de vue juridique, économique, administratif et social et ce, vis-à-vis de toutes instances politiques, interprofessionnelles et autres, européennes, internationales, nationales et régionales.

3. D'assurer la promotion économique du secteur sur les plans national, régional, local et à l'exportation.
4. De promouvoir l'entente et la coordination entre les diverses branches de la construction.
5. De proposer toutes mesures utiles en vue d'assurer, dans le cadre de l'intérêt général, le développement rationnel de l'activité économique des entrepreneurs confédérés.
6. De renseigner les groupements confédérés sur toutes questions juridiques, économiques, administratives et sociales d'ordre général.
7. De promouvoir et patronner toutes œuvres parafédérales susceptibles de concourir au meilleur fonctionnement de l'ensemble de la profession et au bien-être de tout le personnel.

Cet objet peut être réalisé de manière généralement quelconque.

La Confédération peut faire tous actes quelconques se rattachant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation.

Elle peut prêter tout concours et s'intéresser de manière généralement quelconque à des associations, entreprises et organismes ayant un objet analogue ou connexe ou pouvant aider à la réalisation ou au développement de son objet.

Le conseil national a qualité pour interpréter la nature et l'étendue de l'objet de la Confédération. »

B.1.4. Dès lors que l'association sans but lucratif requérante s'est donné pour objet, notamment, de défendre les intérêts de la profession (article 4, alinéa 1^{er}, 1) et d'assurer la représentation officielle de l'ensemble des industries de la construction, notamment au point de vue juridique (article 4, alinéa 1^{er}, 2) et ce, de manière généralement quelconque (article 4, alinéa 2), elle est recevable à demander l'annulation de dispositions qui prévoient la possibilité d'accorder un taux réduit de T.V.A. à des organismes pouvant exercer certaines des activités des professions dont elle défend les intérêts.

L'exception est rejetée.

B.2.1. Les articles 41 et 42 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses énoncent :

« Art. 41. Dans le tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, il est inséré une rubrique *XXIIIbis*, rédigée comme suit :

` *XXIIIbis*. Biens livrés par des organismes à caractère social

Les livraisons de biens à l'exclusion des biens d'investissement, effectuées dans l'exercice de leur activité habituelle, par des organismes reconnus conjointement par le ministre des Finances et par un ministre fédéral, régional ou communautaire qui est compétent en la matière, comme ayant un caractère social et engagés dans des œuvres d'assistance aux personnes déshéritées, à condition que ces organismes soient gérés et administrés par des personnes n'ayant, par elles-mêmes ou par personnes interposées, aucun intérêt financier personnel direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation et que les produits financiers générés par ces livraisons de biens soient intégralement affectés à la réalisation de l'objet social de l'organisme reconnu pour autant que leurs statuts stipulent qu'en cas de liquidation la totalité de l'actif net est réinvesti dans un autre organisme reconnu, visé par la présente disposition.

Le ministre des Finances ou son délégué règlent les modalités d'application de la présente rubrique. ' »

Art. 42. Le même tableau est complété par une rubrique *XXXV*, rédigée comme suit :

` *XXXV*. - Services fournis par des organismes à caractère social

Les prestations de services, effectuées dans l'exercice de leur activité habituelle, par des organismes reconnus conjointement par le ministre des Finances et par un ministre fédéral, régional ou communautaire qui est compétent en la matière, comme ayant un caractère social et engagés dans des œuvres d'assistance aux personnes déshéritées, à condition que ces organismes soient gérés et administrés par des personnes n'ayant, par elles-mêmes ou par personnes interposées, aucun intérêt financier personnel direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation et que les produits financiers générés par ces prestations de services soient intégralement affectés à la réalisation de l'objet social de l'organisme reconnu pour autant que leurs statuts stipulent qu'en cas de liquidation la totalité de l'actif net est réinvesti [lire : réinvestie] dans un autre organisme reconnu, visé par la présente disposition.

Le ministre des Finances ou son délégué règlent les modalités d'application de la présente rubrique. ' »

Le texte ne peut se comprendre qu'en considérant les mots « pour autant que » comme introduisant une condition nouvelle par rapport aux deux autres que la disposition vient d'énoncer, et non comme apportant une restriction à celle qui la précède immédiatement.

Le tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 précité est celui qui définit les biens et services soumis au taux de T.V.A. de 6 p.c.

B.2.2. Les dispositions attaquées ont été remplacées par celles qui figurent aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 20 septembre 2000 « modifiant l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, et abrogeant l'arrêté ministériel n° 21, du 5 mai 1999, réglant les modalités d'application des rubriques *XXIIIbis* et *XXXV* du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, ainsi que l'arrêté ministériel, du 25 août 1999, modifiant l'arrêté ministériel n° 21, du 5 mai 1999, réglant les modalités d'application des rubriques *XXIIIbis* et *XXXV* du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux » (*Moniteur belge*, 28 septembre 2000, deuxième édition). Les dispositions attaquées ont néanmoins été en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur dudit arrêté royal et ont été exécutées par des arrêtés ministériels des 5 mai 1999 et 25 août 1999.

B.3. Les parties requérantes font valoir que les articles 41 et 42 précités violent les articles 10 et 11 de la Constitution (premier et deuxième moyens) et le « principe général relatif à la sécurité juridique » (premier moyen) en ce qu'ils ne définissent pas les critères sur la base desquels les ministres qu'ils désignent apprécient si les organismes souhaitant ainsi bénéficier d'une réduction du taux de T.V.A. de 21 à 6 p.c. ont ou non un caractère social et sont ou non engagés dans des œuvres d'assistance aux personnes déshéritées (premier moyen), en ce qu'ils ne subordonnent le bénéfice de la réduction précitée du taux de T.V.A. ni à l'exigence que l'objet social desdits organismes soit limité à des activités de caractère social (premier et deuxième moyens) ni à l'exigence que tous les biens fournis et services prestés aient un caractère social (deuxième moyen). Les dispositions attaquées, d'une part, créeraient ainsi, selon les requérantes, une atteinte discriminatoire à la sécurité juridique en ce que les administrés ne pourraient juger de leur intérêt à introduire une demande visant à bénéficier du taux réduit et ne pourraient prévoir les effets juridiques de leurs actes (premier moyen) et, d'autre part, traiteraient les entreprises de construction de manière discriminatoire suivant qu'elles ont ou non obtenu la reconnaissance à laquelle le bénéfice du taux réduit est subordonné (deuxième moyen).

B.4. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, les dispositions attaquées contiennent bel et bien des précisions sur les conditions auxquelles est subordonnée l'application du taux réduit :

- il faut que les livraisons ou prestations soient effectuées dans l'exercice de l'activité habituelle des organismes concernés,
- ces organismes doivent être reconnus par deux autorités distinctes comme ayant un caractère social et comme engagés dans des œuvres d'assistance aux personnes déshéritées,
- les personnes qui gèrent ces organismes ne peuvent avoir aucun intérêt financier dans le résultat d'exploitation,
- les produits financiers résultant des livraisons ou prestations doivent être affectés aux objectifs protégés.

B.5. Aucune disposition n'habilite la Cour à annuler une norme pour la seule raison qu'elle serait contraire à un « principe général relatif à la sécurité juridique ». La circonstance qu'une norme présente l'inconvénient d'entraîner une insécurité juridique peut toutefois être prise en considération au moment où se pose la question de savoir si une différence de traitement est justifiée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution. Encore faut-il d'abord préciser quelle serait cette différence de traitement et quelles catégories de personnes seraient discriminées.

B.6. Le législateur, lorsqu'il confère une habilitation, est censé n'avoir pas voulu autoriser à violer les articles 10 et 11 de la Constitution. A supposer qu'elle soit imprécise, l'habilitation donnée aux ministres par les dispositions attaquées ne leur permet en aucune façon de déroger au principe selon lequel, lorsqu'une norme établit une différence de traitement entre certaines catégories de personnes, celle-ci doit se fonder sur une justification objective et raisonnable qui s'apprécie par rapport au but et aux effets de la norme considérée. C'est au juge judiciaire et au juge administratif qu'il appartient de censurer la décision par laquelle les ministres auraient accueilli ou rejeté la demande d'un organisme souhaitant bénéficier du taux réduit en se fondant sur une conception illégale ou discriminatoire des notions utilisées par les dispositions attaquées.

B.7.1. La différence de traitement entre les entreprises commerciales de construction et les organismes sociaux en ce qui concerne le taux de T.V.A. réduit se fonde en l'espèce sur un critère objectif, à savoir le fait même de la reconnaissance. La différence de traitement est raisonnablement justifiée par le souci d'aider des organismes de bienfaisance dans le respect de la réglementation européenne en vigueur en matière de concurrence.

Le législateur, qui entendait accorder « le bénéfice du taux réduit de T.V.A. de 6 % pour certaines activités effectuées par des organismes à caractère social (petits riens/*spullenhulp*, ...) » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1949/1, p. 19; également n° 1949/8, pp. 8, 10 et 69), a préféré, se référant à la législation européenne, prévoir une réduction du taux de T.V.A. plutôt qu'une exonération de celle-ci, ce qui avait été l'objet d'une proposition de loi antérieure (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1592/1), afin, précisément, de tenir compte de ce que les organismes intéressés livrent des biens et prestent des services analogues à ceux livrés et prestés par des entreprises commerciales soumises à la T.V.A. :

« Le *ministre* indique que la proposition de loi susvisée invoque l'exonération prévue par l'article 13, A, 1, g), de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme (77/388/CEE), telle que modifiée par la directive du Conseil du 16 décembre 1991 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de l'abolition des frontières fiscales, la directive 77/388/CEE (91/680/CEE).

Toutefois, cette exonération ne peut être accordée que dans certaines limites et est exclue, conformément à l'article 13, A, 2, b), 2e tiret, de la même directive, lorsque les organismes visés font des opérations en concurrence directe avec des entreprises commerciales soumises à la TVA, ce qui est bien le cas ici puisque les centres de récupération s'occupent de la vente de biens d'occasion en concurrence directe avec les brocanteurs, les marchands de vêtements de seconde main, etc.

Par contre, le taux réduit de TVA de 6 % peut trouver à s'appliquer en la matière, conformément à l'article 14 de l'annexe H de la directive 92/77/CEE du Conseil du 10 octobre 1992 relative aux taux de TVA. Cet article vise en effet « la prestation de services et la livraison de biens par des organismes reconnus comme ayant un caractère social par les Etats membres et engagés dans des œuvres d'aide et de sécurité sociales, dans la mesure où ces prestations et services ne sont pas exonérés en vertu de l'article 13 ». » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1949/8, pp. 70 et 71)

B.7.2. Les parties requérantes ne démontrent pas - et la Cour n'aperçoit pas - comment un déploiement normal, aux conditions fixées, des activités des organismes reconnus serait manifestement disproportionné par rapport à l'objectif fixé.

B.7.3. Les moyens sont dépourvus de fondement.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 décembre 2000.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 1

[C — 2000/21608]

Arrest nr. 133/2000 van 13 december 2000

Rolnummer 1838

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen, waarbij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wordt gewijzigd, ingesteld door de v.z.w. Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf en de n.v. Maes.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters L. François, P. Martens, A. Arts, R. Henneuse en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 december 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 december 1999, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1999), waarbij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wordt gewijzigd, door de v.z.w. Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Lombardstraat 39-42, en de n.v. Maes, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Toemaatragel 1.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 9 december 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 18 januari 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 2000.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 16 februari 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 op de organieke wet bij op 2 mei 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 2 juni 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 31 mei 2000 en 29 november 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 8 december 2000 en 8 juni 2001.

Bij beschikking van 13 juli 2000 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 25 oktober 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 14 juli 2000 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 24 oktober 2000 heeft de voorzitter in functie vastgesteld dat rechter E. Cerexhe, wettig verhinderd, vervangen is door rechter R. Henneuse.

Op de openbare terechtzitting van 25 oktober 2000 :

- zijn verschenen :

. Mr. J.-M. Dethy, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

. B. Druart, auditeur-generaal van Financiën, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers L. François en E. De Groot verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde partijen gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

A.1.1. De verzoekende partijen zijn van mening dat zij van het vereiste belang doen blijken om de vernietiging te vorderen van bepalingen die de leveringen van goederen en de diensten verricht door instellingen met een sociaal oogmerk een verlaagd B.T.W.-tarief gelijk aan 6 pct. doen genieten terwijl die instellingen, krachtens de aangevochten bepalingen, erkend zijn door de bevoegde overheid op basis van criteria welke in die bepalingen niet nader zijn bepaald, en activiteiten kunnen uitoefenen die op zijn minst gedeeltelijk identiek zijn met die van de bouwondernemingen; aangezien de prestaties van laatstgenoemden worden gefactureerd tegen een B.T.W.-tarief van 21 pct., kunnen de normale concurrentievoorwaarden daardoor ernstig worden geraakt.

A.1.2. De Ministerraad is van mening dat artikel 4 van de statuten van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf haar niet toestaat ter verdediging van de belangen van haar leden in rechte te treden en dat de aangevochten akte geen afbreuk doet aan de prerogatieven van die eerste verzoekster wat betreft de in het geding zijnde beroepsorganisatie van de aannemers. Die exceptie van onontvankelijkheid wegens ontstentenis van belang heeft uiteraard slechts zin als de n.v. Maes, tweede verzoekster, afstand doet van haar beroep of in een geval terecht komt waarin een nieuwe beslissing ten aanzien van de voortzetting van de vordering zou moeten worden genomen.

A.1.3. De verzoeksters antwoorden dat de Ministerraad geen enkel concreet en afdoend element heeft aangevoerd, terwijl artikel 4 van de statuten van de eerste verzoekster de verdediging beoogt van de werkelijke belangen van het beroep, wat de mogelijkheid impliceert om in rechte te treden (zoals de Raad van State dat meermaals heeft aangenomen) en wel degelijk overeenstemt met deze vordering, aangezien de aangevochten bepalingen de mededingingsvoorwaarden van de in het geding zijnde activiteiten wijzigen.

Ten aanzien van het eerste middel

A.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en van het algemeen beginsel betreffende de rechtszekerheid.

De verzoekende partijen zetten uiteen dat de aangevochten bepalingen de toepassing van het verlaagd B.T.W.-tarief van 6 pct. wat betreft de leveringen van goederen en de diensten verricht door de erin bedoelde instellingen afhankelijk maken van drie voorwaarden :

- de instelling moet gezamenlijk erkend zijn door de Minister van Financiën en door een federaal, regionaal of gemeenschapsminister die terzake bevoegd is, als een instelling met een sociaal oogmerk en met betrekking tot de hulpverlening aan minderbedeelden;

- de instelling moet worden bestuurd en beheerd door personen die noch op persoonlijke titel, noch via tussenpersonen, enig direct of indirect persoonlijk financieel belang in het exploitatieresultaat hebben;

- de financiële opbrengsten die het resultaat zijn van de leveringen van goederen en van de diensten moeten volledig worden toegewezen aan de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de erkende instelling voor zover haar statuten bepalen dat in geval van vereffening het totaal van het nettoactief opnieuw geïnvesteerd wordt in een andere erkende instelling.

Zij zijn van mening dat de eerste voorwaarde niet de beoordelingscriteria definieert van de bevoegde overheid en dat de derde voorwaarde niet preciseert of het maatschappelijk doel aan de verwezenlijking waarvan de financiële opbrengsten die het resultaat zijn van de leveringen van goederen of de verrichtingen van diensten volledig moeten worden toegewezen, uitsluitend moet zijn gewijd aan sociale activiteiten ofwel of het ook andere activiteiten mag beogen.

De in het geding zijnde bepalingen schenden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij niet de objectieve erkenningscriteria vaststellen, zodat de bestuurden niet kunnen oordelen of zij een belang hebben bij het indienen van een aanvraag om dat statuut te genieten en, bijgevolg, in een situatie worden geplaatst van rechtsonzekerheid die, op zichzelf, de oorsprong is van een discriminatie die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

A.2.2. De Ministerraad is van mening dat het middel enkel kan worden opgeworpen door instellingen die het verlaagd tarief kunnen genieten, en niet door de beroepsmensen die de aangeklaagde rechtsonzekerheid niet kunnen aanvoeren.

A.2.3. De verzoekende partijen zijn van mening dat aangezien de kwestie van het belang bij het middel onlosmakelijk verbonden is met het onderzoek ervan, hierop gezamenlijk moet worden geantwoord.

A.2.4. De Ministerraad is van mening dat de wetgever - die niet kan worden verplicht alles tot in de kleinste details te preciseren - niet de criteria diende te preciseren waarnaar het verzoekschrift verwijst omdat zij te maken hebben met louter gezond verstand (het begrip sociaal oogmerk van een instelling - waarbij die bewoordingen bij ontstentenis van een uitdrukkelijke specificering in hun normale betekenis moeten worden begrepen - en het begrip minderbedeelde), of feitelijke kwesties (de vaststellingen) of rechtskwesties (de inschrijving in de statuten). Er kan geen sprake zijn van discretionaire bevoegdheid vermits de ministers tot de voormelde elementen gehouden zijn en hun beslissing gezamenlijk nemen (wat een bijkomende garantie vormt) en onder de controle van de rechtbanken en hoven.

A.2.5. Ten aanzien van de vraag of het maatschappelijk doel tevens andere activiteiten dan de sociale activiteiten kan beogen, is de Ministerraad van mening dat, aangezien het maatschappelijk doel in de statuten is gedefinieerd, het aan de bevoegde ministers toekomt onder de controle van de rechtscolleges te beslissen of, wanneer de toewijzing aan andere activiteiten is toegestaan in de statuten, die toewijzing het maatschappelijk doel geen geweld aandoet en of, in voorkomend geval, de erkenning moet worden geweigerd. De wetgever heeft bovendien gepreciseerd dat de instellingen die hij die erkenning wilde laten genieten instellingen met een sociaal oogmerk zijn.

A.2.6. De verzoekende partijen vinden de niet-gemotiveerde stelling van de Ministerraad vreemd volgens welke enkel de sociale instellingen en niet de beroepsmensen het verlaagd B.T.W.-tarief kunnen genieten, vermits het debat precies over de identificering gaat van de instellingen die in de toepassingsfeer van het verlaagd B.T.W.-tarief kunnen vallen.

De eerste van de drie voorwaarden geeft geen criterium aan; men zou kunnen denken dat een bouwbedrijf waarvan de statuten in de verplichting voorzien om, onder het personeel ervan, een verhouding van 10 pct. te behouden, bijvoorbeeld, van langdurig werklozen of werklozen van minder dan 25 jaar, op basis van een « beoordeling gebaseerd op het gezond verstand » of van de « gangbare betekenis » van de gebruikte bewoordingen, beschouwd zou kunnen worden als een instelling met een sociaal oogmerk die bijdraagt tot hulpverlening aan minderbedeelden. Maar dat lijkt niet het geval te zijn, vermits de beroepsmensen, volgens de Ministerraad, van het voordeel van de preferentiële B.T.W.-regeling worden uitgesloten.

Ten aanzien van de derde voorwaarde haalt de Ministerraad het sociaal oogmerk van de instelling (beoogd in de eerste voorwaarde) en het maatschappelijk doel ervan door elkaar (beoogd in de derde voorwaarde en bedoeld om de activiteiten te kunnen definiëren waartoe ze kan overgaan). De wet heeft de beide van elkaar onderscheiden en men kan veronderstellen dat een instelling zou kunnen worden erkend als een instelling met een sociaal oogmerk terwijl het maatschappelijk doel ervan niet uitsluitend beperkt is tot activiteiten van sociale aard, en bijgevolg een verlaagd B.T.W.-tarief zou kunnen genieten voor al haar verrichtingen, zelfs die welke geen enkel sociaal oogmerk vertonen; in een dergelijk geval ziet men niet hoe de toewijzing van financiële opbrengsten die het resultaat zijn van leveringen van goederen of diensten die zijn verricht ter verwezenlijking van het aldus gedefinieerde maatschappelijk doel, dat laatstgenoemde geweld zou kunnen aandoen.

De weinig precieze uitleg van de Ministerraad schijnt aan te geven dat daarin (wat zijn antwoord op het tweede middel bevestigt) het geval wordt beoogd van een instelling waarvan de statuten zowel activiteiten met een sociaal oogmerk als andere activiteiten toestaan zonder dat echter de toewijzing van de financiële opbrengsten die het resultaat zijn van de levering van goederen en de verrichting van diensten wordt beperkt tot de verwezenlijking van de enkele activiteiten met een sociaal oogmerk. In dat geval zou het aan de bevoegde ministers toekomen, onder de controle van de rechtscolleges, te beslissen of die toewijzing - niet het maatschappelijk doel maar - het sociaal oogmerk van de instelling geweld aandoet. Een dergelijke interpretatie zou echter de maatregel elk nuttige gevolg ontnemen, vermits men, doordat de verplichting wordt opgelegd dat de financiële opbrengst van de leveringen van goederen of de verrichtingen van diensten, zonder een onderscheid te maken naargelang ze al dan niet voortvloeit uit activiteiten die zijn verricht in het kader van het « sociale deel » van het maatschappelijk doel, uitsluitend wordt toegewezen voor de verwezenlijking van het « sociale deel » van het maatschappelijk doel van de instelling, men *de facto* laatstgenoemde middelen ontzegt om de andere taken te verwezenlijken die haar in het maatschappelijk doel zijn toegekend. In die omstandigheden kan zij over geen middelen beschikken om de andere in haar maatschappelijk doel bepaalde activiteiten te verwezenlijken.

Indien men, enerzijds, daaruit moet besluiten dat het maatschappelijk doel van de kandiderende instelling niet kan worden beperkt tot activiteiten met een sociaal oogmerk en dat, anderzijds, de toewijzing van financiële opbrengsten die het resultaat zijn van de levering van goederen en de verrichting van diensten kan gebeuren ten voordele van alle in het maatschappelijk doel toegestane activiteiten, zou aan de eerstgenoemde voorwaarde *a priori* moeten zijn voldaan door bepaalde bouwondernemingen.

A.2.7. De verzoekende partijen zijn van mening dat de opvatting van de Ministerraad volgens welke de wetgever niet in de kleinste details van de door hem aangenomen wetgevingen kan voorzien, wordt tegengesproken door de koninklijke besluiten van 3 mei 1999 die aan de « werkgevers » een vrijstelling van werkgeversbijdragen en een herinschakelingsbijdrage toekennen en het begrip werkgever en de criteria waarop de Minister van Tewerkstelling en Arbeid zich moet baseren, zeer precies definiëren.

Die ontstentenis van criteria verhindert de bestuurden hun belang te beoordelen bij het indienen van een aanvraag tot erkenning (wat het belang aantoont van de verzoeksters bij het middel) en staat de overheid niet toe een redelijke beslissing te nemen die is gebaseerd op criteria die op identieke wijze van toepassing zijn op elke bestuurde, zodat afbreuk wordt gedaan aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en aan het algemeen beginsel betreffende de rechtszekerheid.

Ten aanzien van het tweede middel

A.3.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De verzoekende partijen betogen dat de aangevochten bepalingen het daarin vastgestelde verlaagde tarief van geen enkele voorwaarde afhankelijk maken wat betreft de aard van de geleverde goederen of verrichte diensten, die dus, op zichzelf, geen sociaal oogmerk moeten hebben om tegen dat tarief te worden gefactureerd; aangezien het maatschappelijk doel van de erkende instellingen evenmin moet worden beperkt tot activiteiten met een sociaal oogmerk en die instellingen bijgevolg andere diensten kunnen verrichten dan die met een sociaal oogmerk, met name in de bouwsector, terwijl ze, voor die verrichtingen, een verlaagd B.T.W.-tarief genieten dat de bouwondernemingen niet genieten, roepen de aangevochten bepalingen een discriminatie in het leven die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

A.3.2. De Ministerraad is van mening dat, in tegenstelling tot wat de verzoeksters oordelen, de aan de B.T.W. onderworpen goederen niet de aard mogen hebben van activiteiten met een sociaal oogmerk, aangezien die geen economische activiteiten zijn. Eisen dat de wet bepaalt dat de goederen en diensten een sociaal oogmerk hebben en de erkende instellingen de verplichting opleggen dat hun maatschappelijk doel beperkt wordt tot activiteiten met een sociaal oogmerk leidt ertoe dat die instellingen worden verhinderd de maatregel te genieten en dat die van elk reëel gevolg wordt ontdaan.

De concurrentievervalsing wordt verklaard en verantwoord door de aard van de maatregel. Aangezien het doel inherent daaraan is, is de maatregel verantwoord zonder dat het noodzakelijk is zulks te hebben uitgedrukt bij de totstandkoming van de wet.

A.3.3. De verzoekende partijen antwoorden dat het bekritiseerde verschil in behandeling niet op een objectief criterium berust, omdat het, zoals zij hebben gezegd, niet op precieze voorwaarden berust, terwijl de voormelde koninklijke besluiten van 3 mei 1999 aantonen dat de definitie van dergelijke voorwaarden mogelijk is. Aangezien de in het geding zijnde voorwaarden veel ruimer zijn, is het duidelijk dat de wetgever de toekenning van de preferentiële B.T.W.-regeling niet heeft willen beperken tot de instellingen die aan de in die besluiten bedoelde voorwaarden beantwoorden.

A.3.4. Volgens de verzoekende partijen staat de door de aangevochten wet nagestreefde doelstelling - onthuld door de Ministerraad, aangezien de wetgever ze niet heeft aangegeven - niet in een verband van evenredigheid met de aangewende middelen : beperkingen die vergelijkbaar zijn met die welke zijn bedoeld in de voormelde koninklijke besluiten van 3 mei 1999 zouden het mogelijk hebben gemaakt een dergelijke doelstelling te bereiken, zonder de mededingingsvoorwaarden te wijzigen ten nadele van de bouwondernemingen, waarvoor een verlaagde omzet zou kunnen leiden tot maatregelen waarbij weinig geschoolde werknemers worden ontslagen; bovendien hebben de instellingen « met sociale roeping » reeds verminderingen van werkgeversbijdragen en herinschakelingsbijdragen verkregen, alsmede de mogelijkheid om een erkenning als aannemer te verkrijgen, zodat het nieuwe hier bekritiseerde voordeel op onevenredige wijze de concurrentievervalsing versterkt die reeds door die maatregelen in het leven is geroepen.

- B -

B.1.1. De Ministerraad, die zich baseert op artikel 4 van de statuten van de v.z.w. Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, betwist de ontvankelijkheid van het verzoekschrift in zoverre het uitgaat van die verzoekende partij.

B.1.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt.

B.1.3. Artikel 4 van de voormelde statuten bepaalt :

« Art. 4. De Confederatie heeft tot doel :

1. De bedrijfsorganisatie van al de aannemers die tot het bouwbedrijf behoren in een brede geest van samenwerking te verwezenlijken, met de bezorgdheid de werkelijke beroepsbelangen te verdedigen, in overeenkomst met de eisen van het algemeen belang.

2. De officiële vertegenwoordiging waar te nemen van de algemene belangen van het geheel der bouwbedrijven op juridisch, economisch, administratief en sociaal gebied, dit ten aanzien van alle politieke, interprofessionele en andere Europese, internationale, nationale en regionale instanties.

3. In te staan voor de economische sectorpromotie op nationaal, regionaal en plaatselijk vlak, alsook inzake export.

4. De verstandhouding en de samenordering tussen de verschillende takken van het bouwbedrijf te bevorderen.

5. Alle nuttige maatregelen voor te stellen ten einde, in het kader van het algemeen belang, de rationale ontwikkeling der economische activiteit van de geconfedereerde aannemers te verzekeren.

6. Haar geconfedereerde groeperingen, in te lichten over alle algemene kwesties van juridische, economische, administratieve en sociale aard.

7. Alle parafederale werken, die van aard zijn bij te dragen tot een betere werking van het beroep en het welzijn van het personeel, te bevorderen en te beschermen.

Dit doel kan op allerlei manieren worden verwezenlijkt.

De Confederatie is gemachtigd om het even welke daad te stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks, volledig of ten dele, betrekking heeft op haar doelstelling, die kan leiden tot de ontwikkeling ervan of die de totstandkoming ervan in de hand kan werken.

Ze kan op allerlei manieren haar medewerking verlenen aan, en belangstelling tonen voor verenigingen, ondernemingen of instellingen die een gelijkaardig of aanverwant doel nastreven of die kunnen bijdragen tot de verwezenlijking of de ontwikkeling van haar eigen doelstelling.

De Nationale Raad is gemachtigd om de aard en de draagwijdte van de doelstelling van de Confederatie te interpreteren. »

B.1.4. Aangezien de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk zich met name tot doel heeft gesteld de beroepsbelangen te verdedigen (artikel 4, eerste lid, 1) en de officiële vertegenwoordiging waar te nemen van het geheel der bouwbedrijven met name op juridisch gebied (artikel 4, eerste lid, 2), en zulks op allerlei manieren (artikel 4, tweede lid), kan zij op ontvankelijke wijze de vernietiging vorderen van bepalingen die voorzien in de mogelijkheid om een verlaagd B.T.W.-tarief toe te kennen aan instellingen die sommige activiteiten kunnen uitoefenen van de beroepen waarvan zij de belangen verdedigt.

De exceptie wordt verworpen.

B.2.1. De artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen luiden :

« Art. 41. In tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, wordt een rubriek XXIIIbis toegevoegd, opgesteld als volgt :

‘ XXIIIbis. Leveringen van goederen door instellingen met sociaal oogmerk

De leveringen van goederen met uitzondering van de investeringsgoederen, die in het kader van de normale activiteit worden verricht door instellingen met een sociaal oogmerk en met betrekking tot hulpverlening aan minderbedeelden, die gezamenlijk erkend zijn door de minister van Financiën en door een federaal, regionaal of gemeenschapsminister die terzake bevoegd is, op voorwaarde dat deze instellingen worden bestuurd en beheerd door personen, die noch ten persoonlijke titel noch via tussenpersonen, enig direct of indirect persoonlijk financieel belang in het exploitatie-resultaat hebben en dat de financiële opbrengsten die het resultaat zijn van deze leveringen van goederen volledig worden toegewezen aan de verwezenlijking van het sociaal voorwerp van de erkende instelling voor zover dat hun statuten bepalen dat ingeval van liquidatie het totaal van het netto-actief opnieuw geïnvesteerd wordt in een andere erkende instelling, zoals bepaald in onderhavige bepaling.

De toepassingsmodaliteiten van deze rubriek worden bepaald door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde. ’

Art. 42. Dezelfde tabel wordt aangevuld met een rubriek XXXV, luidend als volgt :

‘ XXXV. - Diensten verricht door instellingen met sociaal oogmerk

De diensten, die in het kader van de normale activiteit worden verricht door instellingen met een sociaal oogmerk en met betrekking tot hulpverlening aan minderbedeelden, die gezamenlijk erkend zijn door de minister van Financiën en door een federaal, regionaal of gemeenschapsminister die terzake bevoegd is, op voorwaarde dat deze instellingen worden bestuurd en beheerd door personen, die noch ten persoonlijke titel noch via tussenpersonen, enig direct of indirect persoonlijk financieel belang in het exploitatie-resultaat hebben en dat de financiële opbrengsten die het resultaat zijn van deze diensten volledig worden toegewezen aan de verwezenlijking van het sociaal voorwerp van de erkende instelling voor zover dat hun statuten bepalen dat ingeval van liquidatie het totaal van het netto-actief opnieuw wordt geïnvesteerd in een andere erkende instelling, zoals bepaald in onderhavige bepaling.

De toepassingsmodaliteiten van deze rubriek worden bepaald door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde. ’ »

De tekst kan enkel zo worden begrepen dat de woorden « voor zover dat » een nieuwe voorwaarde inleiden ten opzichte van de beide andere voorwaarden die in de bepaling worden vermeld, en niet als een beperking van die welke onmiddellijk eraan voorafgaat.

Tabel A van de bijlage bij het voormelde koninklijk besluit nr. 20 is die waarin de goederen en diensten worden gedefinieerd die aan het B.T.W.-tarief van 6 pct. zijn onderworpen.

B.2.2. De aangevochten bepalingen zijn vervangen bij die welke zijn vermeld in de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 20 september 2000 « tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven en tot opheffing van het ministerieel besluit nr. 21 van 5 mei 1999 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van de rubrieken XXIIIbis en XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, alsmede het ministerieel besluit van 25 augustus 1999, tot wijziging van het ministerieel besluit nr. 21 van 5 mei 1999 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van de rubrieken XXIIIbis en XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven » (*Belgisch Staatsblad*, 28 september 2000, tweede editie). De aangevochten bepalingen zijn desalniettemin van kracht geweest tot de inwerkingtreding van het genoemde koninklijk besluit en zijn uitgevoerd bij ministeriële besluiten van 5 mei 1999 en 25 augustus 1999.

B.3. De verzoekende partijen doen gelden dat de voormelde artikelen 41 en 42 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (eerste en tweede middel) en het « algemene beginsel betreffende de rechtszekerheid » (eerste middel) schenden, in zoverre zij niet de criteria definiëren op basis waarvan de erin aangewezen ministers oordelen of de instellingen die aldus een verlaging van het B.T.W.-tarief van 21 tot 6 pct. wensen te genieten al dan niet een sociaal karakter hebben en al dan niet betrokken zijn in hulpverlening aan minderbedeelden (eerste middel), in zoverre zij het genot van de voormelde verlaging van het B.T.W.-tarief niet afhankelijk maken van de vereiste dat het maatschappelijk doel van de genoemde instellingen wordt beperkt tot activiteiten met een sociaal oogmerk (eerste en tweede middel), noch van de vereiste dat alle geleverde goederen en verrichte diensten een sociaal oogmerk hebben (tweede middel). Enerzijds, zouden de aangevochten bepalingen, volgens de verzoeksters, aldus op discriminerende wijze inbreuk maken op de rechtszekerheid, in zoverre de bestuurden niet over hun belang zouden kunnen oordelen om een aanvraag in te dienen die ertoe strekt het verlaagd tarief te genieten en zij niet de juridische gevolgen van hun handelingen zouden kunnen voorzien (eerste middel) en, anderzijds, zouden zij de bouwondernemingen op discriminerende wijze behandelen naargelang zij al dan niet de erkenning hebben verkregen waarvan het genot van het verlaagd tarief afhankelijk is gemaakt (tweede middel).

B.4. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen beweren, bevatten de aangevochten bepalingen wel degelijk preciseringen over de voorwaarden waarvan de toepassing van het verlaagd tarief afhankelijk wordt gemaakt :

- de leveringen of prestaties moeten worden verricht in het kader van de normale activiteit van de betrokken instellingen,
- die instellingen moeten door twee afzonderlijke overheden in die zin worden erkend dat ze een sociaal oogmerk hebben en betrekking hebben op hulpverlening aan minderbedeelden,
- de personen welke die instellingen leiden, mogen geen eigen financieel belang hebben in het exploitatieresultaat,
- de financiële opbrengsten die voortvloeien uit de leveringen of prestaties moeten worden toegewezen aan de beschermde doelstellingen.

B.5. Geen enkele bepaling machtigt het Hof ertoe een norm te vernietigen om de enkele reden dat zij strijdig zou zijn met een « algemeen beginsel betreffende de rechtszekerheid ». De omstandigheid dat een norm het nadeel vertoont dat zij rechtsonzekerheid teweegbrengt kan evenwel in overweging worden genomen op het ogenblik waarop de vraag rijst of een verschil in behandeling verantwoord is ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Dan moet echter eerst worden gepreciseerd waarin dat verschil in behandeling zou bestaan en welke categorieën van personen zouden zijn gediscrimineerd.

B.6. De wetgever die een machtiging verleent moet worden verondersteld geen toelating te hebben willen geven om de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te schenden. In de veronderstelling dat zij vaag is, maakt de bij de aangevochten bepalingen aan de ministers verleende machtiging het hun geenszins mogelijk af te wijken van het beginsel volgens hetwelk, wanneer een norm een verschil in behandeling instelt tussen bepaalde categorieën van personen, dat verschil gebaseerd moet zijn op een objectieve en redelijke verantwoording die wordt beoordeeld ten aanzien van het doel en de gevolgen van de beschouwde norm. Het staat aan de justitiële rechter en de administratieve rechter om de beslissing af te keuren waarbij de ministers de aanvraag zouden hebben ingewilligd of verworpen van een instelling die een verlaagd tarief wenst te genieten door zich te baseren op een onwettige of discriminerende opvatting van de begrippen die in de aangevochten bepalingen worden gebruikt.

B.7.1. Het verschil in behandeling tussen commerciële bouwondernemingen en sociale instellingen ten aanzien van het verlaagd B.T.W.-tarief berust te dezen op een objectief criterium, namelijk het feit zelf van de erkenning. Het verschil in behandeling is in redelijkheid verantwoord door de bekommernis om de liefdadige instellingen te helpen, met inachtneming van de geldende Europese regelgeving inzake mededinging.

De wetgever, die « het verlaagd B.T.W.-tarief van 6 % [wilde] laten toepassen op bepaalde activiteiten uitgevoerd door instellingen met een sociaal oogmerk (*petits riens/spullenhulp, ...*) » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1949/1, p. 19; tevens nr. 1949/8, pp. 8, 10 en 69), heeft verkozen, met verwijzing naar de Europese wetgeving, te voorzien in een verlaging van het B.T.W.-tarief veeleer dan een vrijstelling van B.T.W., wat in een eerder wetsvoorstel was gesuggereerd (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1592/1), teneinde precies rekening te houden met het feit dat de betrokken instellingen goederen leveren en diensten verrichten die analoog zijn met die welke worden geleverd en verricht door commerciële ondernemingen die aan de B.T.W. zijn onderworpen :

« De *minister* geeft aan dat het voormelde wetsvoorstel verwijst naar de vrijstelling bepaald bij artikel 13, A, 1, g), van de zesde richtlijn van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting - gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde : uniforme grondslag (77/388/EEG), zoals gewijzigd bij de richtlijn van de Raad van 16 december 1991 tot aanvulling van het gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde en tot wijziging, met het oog op de afschaffing van de fiscale grenzen, van richtlijn 77/388/EEG (91/680/EEG).

Die vrijstelling kan evenwel maar worden toegekend binnen bepaalde grenzen en zij is, overeenkomstig artikel 13, A, 2, b), tweede gedachtestreepje, van dezelfde richtlijn, uitgesloten wanneer de bedoelde instellingen activiteiten ontplooiën die de BTW-plichtige handelsondernemingen directe concurrentie aandoen, hetgeen hier wel degelijk het geval is aangezien de kringloopcentra tweedehandsgoederen verhandelen en aldus directe concurrenten zijn van de handelaars in oude spullen, verkopers van tweedehands kledij enz.

Conform artikel 14 van bijlage H van richtlijn 92/77/EEG van de Raad van 10 oktober 1992 betreffende de BTW-tarieven kan het verminderde BTW-tarief van 6 % in dezen daarentegen wel van toepassing zijn. Dat artikel heeft immers betrekking op de levering van goederen en dienstverrichtingen door organisaties die door de lidstaten als liefdadige instellingen zijn erkend en die betrokken zijn bij activiteiten op het gebied van bijstand en sociale zekerheid, voorzover deze prestaties niet zijn vrijgesteld op grond van artikel 13'. » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1949/8, pp. 70 en 71)

B.7.2. De verzoekende partijen tonen niet aan - en het Hof ziet niet in - hoe een normale ontplooiing van de activiteiten van erkende instellingen onder de gestelde voorwaarden kennelijk onevenredig zou zijn ten aanzien van het gestelde doel.

B.7.3. De middelen zijn ongegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 13 december 2000.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 1

[C – 2000/21608]

Urteil Nr. 133/2000 vom 13. Dezember 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1838

In Sacher: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 41 und 42 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen, der den königlichen Erlaß Nr. 20 vom 20. Juli 1970 zur Festlegung der Mehrwertsteuersätze und zur Einteilung der Waren und Dienstleistungen nach diesen Sätzen abändert, erhoben von der VoG Confédération nationale de la construction und von der Maes AG.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern L. François, P. Martens, A. Arts, R. Henneuse und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 8. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. Dezember 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 41 und 42 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Juni 1999), der den königlichen Erlaß Nr. 20 vom 20. Juli 1970 zur Festlegung der Mehrwertsteuersätze und zur Einteilung der Waren und Dienstleistungen nach diesen Sätzen abändert, erhoben von der VoG Confédération nationale de la construction, mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue du Lombard 39-42, und der Maes AG, mit Gesellschaftssitz in 9000 Gent, Toemaatragel 1.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 9. Dezember 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 18. Januar 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Januar 2000.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 16. Februar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 2. Mai 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 2. Juni 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 31. Mai 2000 und 29. November 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 8. Dezember 2000 bzw. 8. Juni 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 13. Juli 2000 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 25. Oktober 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 14. Juli 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 24. Oktober 2000 hat der amtierende Vorsitzende den Richter R. Henneuse in Vertretung des gesetzmäßig verhinderten referierenden Richters E. Cerexhe bezeichnet.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 25. Oktober 2000

- erschienen

. RA J.-M. Dethy, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. B. Druart, Generalauditor der Finanzen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter L. François und E. De Groot Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Parteien angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

In bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

A.1.1. Die klagenden Parteien sind der Ansicht, sie wiesen das erforderliche Interesse nach, um die Nichtigerklärung von Bestimmungen zu beantragen, wonach die von Einrichtungen mit sozialer Zielsetzung gelieferten Güter oder erbrachten Dienstleistungen in den Vorteil eines ermäßigten Mehrwertsteuersatzes von 6 Prozent gelangten, während diese Einrichtungen aufgrund der angefochtenen Bestimmungen von der zuständigen Behörde auf der Grundlage von Kriterien zugelassen worden seien, die in diesen Bestimmungen nicht näher erläutert seien, und Tätigkeiten ausüben könnten, die zumindest teilweise mit denjenigen der Bauunternehmen identisch seien; da die Leistungen der letzteren zu einem Mehrwertsteuersatz von 21 Prozent in Rechnung gestellt würden, könnten die normalen Wettbewerbsbedingungen dadurch ernsthaft beeinträchtigt werden.

A.1.2. Der Ministerrat ist der Meinung, Artikel 4 der Satzung der «Confédération nationale de la construction» gestatte es ihr nicht, die Interessen ihrer Mitglieder vor Gericht zu verteidigen, und der angefochtene Rechtsakt beeinträchtige nicht die Vorrechte dieser ersten Klägerin in bezug auf die berufliche Organisation der Unternehmer. Diese Einrede der Unzulässigkeit wegen mangelnden Interesses habe natürlich nur einen Sinn, wenn die Maes AG, die zweite Klägerin, auf ihre Klage verzichten oder für sie einer der Fälle eintreten würde, wonach eine neue Entscheidung bezüglich der Weiterführung der Klage getroffen werden müßte.

A.1.3. Die Klägerinnen erwidern, daß der Ministerrat kein einziges konkretes und überzeugendes Element anführe, während Artikel 4 der Satzung der ersten Klägerin die Verteidigung der tatsächlichen Interessen des Berufsstandes vorsehe, was die Möglichkeit der Klage vor Gericht umfasse (wie der Staatsrat es mehrere Male angenommen habe) und sehr wohl der vorliegenden Klage entspreche, da die angefochtenen Bestimmungen eine Änderung der Wettbewerbsbedingungen in den betreffenden Tätigkeitsbereichen zur Folge hätten.

In bezug auf den ersten Klagegrund

A.2.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung und den allgemeinen Grundsatz in bezug auf die Rechtssicherheit.

Die klagenden Parteien legen dar, die angefochtenen Bestimmungen machten die Anwendung des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes von 6 Prozent in bezug auf die von Einrichtungen mit sozialer Zielsetzung gelieferten Waren oder erbrachten Dienstleistungen von drei Bedingungen abhängig:

- Die Einrichtung müsse sowohl vom Finanzminister als auch von einem hierfür zuständigen föderalen, regionalen oder Gemeinschaftsminister als eine Einrichtung anerkannt sein, die eine soziale Zielsetzung habe und in Werken zur Unterstützung von Minderbemittelten tätig sei.

- Die Einrichtung müsse von Personen geleitet und verwaltet werden, die weder persönlich noch über Zwischenpersonen irgendein direktes oder indirektes finanzielles Interesse am Betriebsergebnis hätten.

- Die Finanzerträge aus Warenlieferungen und Dienstleistungen müßten vollständig zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes der Einrichtung verwendet werden, insofern ihre Satzung vorsehe, daß die Gesamtheit der Nettoaktiva im Fall einer Abwicklung wieder in eine andere anerkannte Einrichtung investiert werde.

Sie vertreten den Standpunkt, daß die erste Bedingung nicht die Beurteilungskriterien der zuständigen Behörde festlege und daß die dritte Bedingung nicht festlege, ob der Gesellschaftszweck, für den die Finanzerträge aus Warenlieferungen oder Dienstleistungen integral bereitgestellt werden müßten, ausschließlich auf soziale Tätigkeiten ausgerichtet sein müsse oder ob er ebenfalls andere Tätigkeiten umfassen könne.

Die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern sie nicht die objektiven Anerkennungskriterien festlegten, so daß die Rechtsunterworfenen ihr Interesse am Einreichen eines Antrags auf Erhalt dieses Status nicht beurteilen könnten und folglich in einer Lage der Rechtsunsicherheit seien, die an sich eine im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehende Diskriminierung hervorrufe.

A.2.2. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß der Klagegrund nur von Einrichtungen, die in den Genuß des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes gelangten, geltend gemacht werden könne, aber nicht von Angehörigen des Berufsstandes, die sich nicht auf die beanstandete Rechtsunsicherheit berufen könnten.

A.2.3. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, daß die Frage des Interesses am Klagegrund nicht von dessen Prüfung zu trennen sei und folglich insgesamt darauf geantwortet werden müsse.

A.2.4. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß der Gesetzgeber - der nicht verpflichtet werden könne, alles bis in die geringsten Einzelheiten festzulegen - nicht die Kriterien habe festlegen dürfen, die in der Klageschrift erwähnt seien, weil sie eine Sache des gesunden Menschenverstandes (der Begriff der sozialen Zielsetzung einer Einrichtung - wobei diese Begriffe in Ermangelung einer ausdrücklichen Bedeutung in ihrem normalen Sinne zu verstehen seien - und der Begriff der Minderbemittelten) oder eine Sache der Fakten (Feststellungen) oder des Rechtes seien (in der Satzung festgehalten sein). Es könne nicht von einer Ermessensbefugnis die Rede sein, weil die Minister sich an die obenerwähnten Elemente halten müßten und ihre Entscheidungen gemeinsam (was eine zusätzliche Garantie darstelle) sowie unter der Aufsicht der Gerichte und Gerichtshöfe träfen.

A.2.5. In bezug auf die Frage, ob der Gesellschaftszweck sich auch auf andere Tätigkeiten als soziale Tätigkeiten beziehen dürfe, ist der Ministerrat der Auffassung, daß es, weil der Gesellschaftszweck in der Satzung festgelegt sei, den zuständigen Ministern obliege, unter der Kontrolle der Rechtsprechungsorgane zu entscheiden, ob diese Zweckbestimmung, wenn eine Zweckbestimmung für andere Tätigkeiten durch die Satzung erlaubt sei, nicht den Gesellschaftszweck verfälsche und ob gegebenenfalls die Anerkennung zu verweigern sei. Der Gesetzgeber habe außerdem festgelegt, daß die Einrichtungen, die er in den Genuß der Anerkennung gelangen lassen wolle, Einrichtungen mit sozialer Zielsetzung seien.

A.2.6. Die klagenden Parteien erachten die nicht begründete Behauptung des Ministerrates, wonach nur die sozialen Einrichtungen und nicht die Angehörigen des Berufsstandes in den Genuß des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes gelangen könnten, als erstaunlich, weil die Diskussion sich gerade auf die Bestimmung der Einrichtungen beziehe, die in den Anwendungsbereich des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes fallen könnten.

In der ersten der drei Bedingungen sei kein Kriterium angegeben; man könne glauben, daß ein Bauunternehmen, dessen Satzung die Verpflichtung vorsehe, unter seiner Belegschaft einen Anteil von beispielsweise zehn Prozent Langzeitarbeitslose oder Arbeitslose unter 25 Jahren zu halten, auf der Grundlage einer «Beurteilung nach dem gesunden Menschenverstand» oder «dessen, was üblicherweise angenommen wird», als Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, das sich für Werke der Unterstützung von Minderbemittelten einsetze, angesehen werden könne. Doch dies scheine nicht der Fall zu sein, weil die Angehörigen des Berufsstandes nach Darstellung des Ministerrates vom Vorteil der Präferenz-Mehrwertsteuerregelung ausgeschlossen seien.

In bezug auf die dritte Bedingung verwechsle der Ministerrat die soziale Zielsetzung der Einrichtung (auf die sich die erste Bedingung beziehe) mit ihrem Gesellschaftszweck (auf den sich die dritte Bedingung beziehe und in dem die Tätigkeiten, die sie ausüben könne, festgelegt werden sollten). Das Gesetz habe zwischen beiden unterschieden, und man könne davon ausgehen, daß eine Einrichtung als Einrichtung mit sozialer Zielsetzung anerkannt werden könnte, wenn ihr Gesellschaftszweck sich nicht ausschließlich auf Tätigkeiten sozialer Art beschränke und sie folglich in den Genuß des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes für ihre gesamten Leistungen gelangen könnte, selbst wenn diese nicht sozialer Art seien; in einem solchen Fall sei nicht zu erkennen, inwiefern die Verwendung der Finanzerträge aus Warenlieferungen und Dienstleistungen zur Verwirklichung des somit festgelegten Gesellschaftszwecks diesen verfälschen könnte.

Die ungenauen Darlegungen des Ministerrates schienen darauf hinzudeuten, daß damit (was seine Antwort auf den zweiten Klagegrund bestätige) der Fall einer Einrichtung gemeint sei, deren Satzung sowohl Tätigkeiten sozialer Art als auch andere Tätigkeiten erlaube, ohne jedoch die Verwendung der Finanzerträge aus Warenlieferungen und Dienstleistungen nur auf die Verwirklichung der Tätigkeiten sozialer Art zu beschränken. In diesem Fall würde es den zuständigen Ministern obliegen, unter der Aufsicht der Rechtsprechungsorgane zu entscheiden, ob diese Zweckbestimmung nicht die soziale Zielsetzung der Einrichtung - und nicht ihren Gesellschaftszweck - verfälsche. Doch eine solche Auslegung würde der Maßnahme jegliche Sachdienlichkeit entziehen, da man durch die Auflage, daß der Finanzertrag aus Warenlieferungen und Dienstleistungen ausschließlich für die Verwirklichung des «sozialen Teils» des Gesellschaftszwecks der Einrichtung verwendet werden müsse, ohne zu unterscheiden, ob dieser Ertrag aus Tätigkeiten, die im Rahmen des «sozialen Teils» des Gesellschaftszwecks durchgeführt würden, stamme oder nicht, *de facto* dieser Einrichtung die Möglichkeit entziehe, andere Aufgaben auszuführen, die in ihrem Gesellschaftszweck vorgesehen seien. Unter diesen Voraussetzungen könne sie nämlich nicht mehr über Einnahmen verfügen, um die anderen, in ihrem Gesellschaftszweck vorgesehenen Tätigkeiten durchzuführen.

Wenn man einerseits daraus schließen müsse, daß der Gesellschaftszweck der sich bewerbenden Einrichtung nicht auf Tätigkeiten sozialer Art beschränkt werden dürfe und daß andererseits die Verwendung der Finanzerträge aus Warenlieferungen und Dienstleistungen der Gesamtheit der durch den Gesellschaftszweck zugelassenen Tätigkeiten zugute kommen dürfe, könnte die erste Bedingung *a priori* sicherlich durch gewisse Bauunternehmen erfüllt werden.

A.2.7. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, daß der Standpunkt des Ministerrates, wonach der Gesetzgeber nicht verpflichtet werden könne, die geringsten Einzelheiten der von ihm angenommenen Gesetzgebung vorzusehen, durch die königlichen Erlasse vom 3. Mai 1999 widerlegt werde, da diese den «Arbeitgebern» eine Freistellung von den Arbeitgeberbeiträgen und eine Wiedereingliederungszulage gewährten und sehr genau den Begriff des Arbeitgebers sowie die Kriterien, auf die sich der Minister für Beschäftigung und Arbeit stützen müsse, festlegten.

Wegen dieses Fehlens von Kriterien könnten die Rechtsunterworfenen ihr Interesse am Einreichen eines Anerkennungsantrags nicht beurteilen (was das Interesse der Klägerinnen am Klagegrund beweise) und könne die Behörde keine vernünftige und auf Kriterien, die auf alle Rechtsunterworfenen in gleicher Weise anwendbar seien, beruhende Entscheidung fassen, so daß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie den allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit verstoßen werde.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.3.1. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Die klagenden Parteien führen an, daß die angefochtenen Bestimmungen den darin festgelegten ermäßigten Satz von keinerlei Bedingung hinsichtlich der Art der Warenlieferungen oder der Dienstleistungen abhängig machten, so daß diese an sich nicht sozialer Art sein müßten, um zu diesem Satz in Rechnung gestellt zu werden; da der Gesellschaftszweck der anerkannten Einrichtungen ebenfalls nicht auf Tätigkeiten sozialer Art begrenzt sein müsse und diese Einrichtungen folglich andere Leistungen als solche von sozialer Art erbringen könnten, insbesondere im Baugewerbe, wobei sie für diese Leistungen gleichzeitig in den Genuß des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes gelangten, der für die Bauunternehmen nicht gelte, führten die angefochtenen Bestimmungen eine Diskriminierung ein, die im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehe.

A.3.2. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß im Gegensatz zu den Erwägungen der Klägerinnen die mehrwertsteuerpflichtigen Waren nicht die Beschaffenheit von Tätigkeiten sozialer Art aufweisen könnten, da diese keine Wirtschaftstätigkeiten seien. Wenn man verlange, daß das Gesetz vorsehe, die Waren und Dienstleistungen müßten sozialer Art sein, und wenn man den anerkannten Einrichtungen vorschreibe, daß ihr Gesellschaftszweck auf Tätigkeiten sozialer Art begrenzt sein müsse, würde dies zur Folge haben, daß man diese Einrichtungen daran hindere, in den Genuß der Maßnahme zu gelangen, und daß man dieser jegliche reale Auswirkung vorenthalte.

Die Wettbewerbsverzerrung sei ihrerseits durch die Art der Maßnahme zu erklären und zu rechtfertigen. Da die Zielsetzung untrennbar damit verbunden sei, sei die Maßnahme gerechtfertigt, ohne daß dies während des Verfahrens des Ausarbeitung des Gesetzes hätte ausgedrückt werden müssen.

A.3.3. Die klagenden Parteien erwidern, daß der beanstandete Behandlungsunterschied sich nicht auf ein objektives Kriterium stütze, da er, wie sie dargelegt hätten, nicht auf präzisen Bedingungen beruhe, während die obenerwähnten königlichen Erlasse vom 3. Mai 1999 bewiesen, daß es möglich sei, solche Bedingungen zu definieren. Da die betreffenden Bedingungen viel umfassender seien, liege es auf der Hand, daß der Gesetzgeber nicht beabsichtigt habe, die Zuerkennung der Präferenz-Mehrwertsteuerregelung auf die Einrichtungen zu begrenzen, die die in diesen Erlassen vorgesehenen Bedingungen erfüllten.

A.3.4. Nach Darlegung der klagenden Parteien stehe die Zielsetzung des angefochtenen Gesetzes - die der Ministerrat aufgedeckt habe, da der Gesetzgeber sie nicht angegeben habe - nicht im Verhältnis zu den eingesetzten Mitteln; mit vergleichbaren Einschränkungen, wie sie in den obenerwähnten königlichen Erlassen vom 3. Mai 1999 vorgesehen seien, hätte eine solche Zielsetzung erreicht werden können, ohne die Wettbewerbsbedingungen zum Nachteil der Bauunternehmen, deren Umsatzverringerung zur Entlassung von Arbeitnehmern mit geringer Qualifikation führen könnte, zu ändern; außerdem hätten die Einrichtungen «mit sozialer Zielsetzung» bereits Ermäßigungen der Arbeitgeberlasten, Wiedereingliederungszulagen sowie die Möglichkeit, eine Zulassung als Unternehmer zu erhalten, bekommen, so daß der hier beanstandete neue Vorteil in unverhältnismäßiger Weise die bereits durch diese Maßnahmen hervorgerufene Wettbewerbsverzerrung verstärkte.

- B -

B.1.1. Der Ministerrat stützt sich auf Artikel 4 der Satzung der VoG Confédération nationale de la construction und stellt die Zulässigkeit der Klage in Abrede, insofern sie von dieser klagenden Partei ausgeht.

B.1.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte; demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, und daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann.

B.1.3. Artikel 4 der obenerwähnten Satzung lautet:

«Art. 4. Die `Confédération` hat zum Zweck:

1. Die berufliche Organisation aller zum Baugewerbe gehörenden Unternehmen in einem umfassenden Geist der Zusammenarbeit zu verwirklichen mit dem Bemühen, die tatsächlichen Interessen des Berufsstandes zu vertreten, dies in Übereinstimmung mit dem allgemeinen Interesse.

2. Die offizielle Vertretung der allgemeinen Interessen des gesamten Baugewerbes in rechtlicher, wirtschaftlicher, verwaltungsmäßiger und sozialer Hinsicht gegenüber allen politischen, berufsübergreifenden und anderen europäischen, internationalen, nationalen und regionalen Instanzen zu gewährleisten.

3. Die wirtschaftliche Förderung des Sektors auf nationaler, regionaler und örtlicher Ebene sowie auf der Ebene des Exports zu gewährleisten.

4. Das Verständnis und die Koordinierung zwischen den verschiedenen Bereichen des Baugewerbes zu fördern.

5. Alle zweckdienlichen Maßnahmen vorzuschlagen, um im Rahmen des allgemeinen Interesses die rationale Entwicklung der Wirtschaftstätigkeit der angeschlossenen Unternehmer zu gewährleisten.

6. Die angeschlossenen Gruppierungen über alle allgemeinen Fragen rechtlicher, wirtschaftlicher, verwaltungsmäßiger und sozialer Art zu informieren.

7. Alle paraföderalen Werke, die zu einer besseren Arbeitsweise des gesamten Berufsstandes sowie zum Wohlbefinden des Personals beitragen können, zu fördern und zu schützen.

Dieser Zweck kann auf gleich welche Weise verwirklicht werden.

Die `Confédération` kann alle Handlungen gleich welcher Art vornehmen, die sich direkt oder indirekt, vollständig oder teilweise auf ihren Zweck beziehen oder die dessen Entwicklung bewirken oder dessen Verwirklichung vereinfachen können.

Sie kann auf gleich welche Weise an Vereinigungen, Unternehmen oder Einrichtungen, die einen ähnlichen oder zusammenhängenden Zweck verfolgen oder zur Verwirklichung oder Entwicklung ihres Zwecks beitragen können, mitwirken oder sich daran beteiligen.

Der nationale Rat ist befugt, die Art und den Umfang des Zwecks der `Confédération` auszulegen.»

B.1.4. Da die klagende Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere den Zweck verfolgt, die Interessen des Berufsstandes zu verteidigen (Artikel 4 Absatz 1 Nr. 1) und die offizielle Vertretung des gesamten Baugewerbes insbesondere auf rechtlicher Ebene zu gewährleisten (Artikel 4 Absatz 1 Nr. 2), und zwar auf gleich welche Weise (Artikel 4 Absatz 2), kann sie auf zulässige Weise die Nichtigkeitsklage von Bestimmungen beantragen, in denen die Möglichkeit vorgesehen ist, den Einrichtungen, die gewisse Tätigkeiten der Berufe, deren Interessen sie verteidigt, ausüben können, einen ermäßigten Mehrwertsteuersatz zu gewähren.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.2.1. Die Artikel 41 und 42 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen lauten:

«Art. 41. In Tabelle A des Anhangs zum königlichen Erlaß Nr. 20 vom 20. Juli 1970 zur Festlegung der Mehrwertsteuersätze und zur Einteilung der Waren und Dienstleistungen nach diesen Sätzen wird eine Rubrik XXIIIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

`XXIIIbis. Güter, die von Einrichtungen mit sozialer Zielsetzung geliefert werden

Die Lieferungen von Gütern, mit Ausnahme von Investitionsgütern, die im Rahmen der Ausübung der üblichen Tätigkeit von Einrichtungen vorgenommen werden, die sowohl vom Finanzminister als auch von einem hierfür zuständigen föderalen, regionalen oder Gemeinschaftsminister als Einrichtungen anerkannt sind, die eine soziale Zielsetzung verfolgen und in Werken zur Unterstützung von Minderbemittelten tätig sind, unter der Bedingung, daß diese Einrichtungen von Personen geleitet und verwaltet werden, die weder persönlich noch über Zwischenpersonen irgendein direktes oder indirektes finanzielles Interesse am Betriebsergebnis haben, und daß die Finanzerträge aus diesen Warenlieferungen vollständig zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der anerkannten Einrichtungen verwendet werden, insofern ihre Satzung vorsieht, daß die Gesamtheit der Nettoaktiva im Falle der Abwicklung wieder in eine andere anerkannte Einrichtung im Sinne der vorliegenden Bestimmung investiert wird.

Der Finanzminister oder sein Beauftragter legt die Anwendungsbedingungen dieser Rubrik fest. »

Art. 42. Dieselbe Tabelle wird um eine Rubrik XXXV mit folgendem Wortlaut ergänzt:

`XXXV. - Dienstleistungen, die von Einrichtungen mit sozialer Zielsetzung erbracht werden

Die Dienstleistungen, im Rahmen der Ausübung der üblichen Tätigkeit von Einrichtungen erbracht werden, die sowohl vom Finanzminister als auch von einem hierfür zuständigen föderalen, regionalen oder Gemeinschaftsminister als Einrichtungen anerkannt sind, die eine soziale Zielsetzung verfolgen und in Werken zur Unterstützung von Minderbemittelten tätig sind, unter der Bedingung, daß diese Einrichtungen von Personen geleitet und verwaltet werden, die weder persönlich noch über Zwischenpersonen irgendein direktes oder indirektes finanzielles Interesse am Betriebsergebnis haben, und daß die Finanzerträge aus diesen Dienstleistungen vollständig zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der anerkannten Einrichtungen verwendet werden, insofern ihre Satzung vorsieht, daß die Gesamtheit der Nettoaktiva im Falle der Abwicklung wieder in eine andere anerkannte Einrichtung im Sinne der vorliegenden Bestimmung investiert wird.

Der Finanzminister oder sein Beauftragter legt die Anwendungsbedingungen dieser Rubrik fest. »

Der Text kann nur so ausgelegt werden, daß das Wort «insofern» eine neue Bedingung einführt in bezug auf die beiden anderen Bedingungen, die in der Bestimmung angeführt sind, und nicht als eine Einschränkung der unmittelbar davor angeführten Bedingung.

In Tabelle A des Anhangs zum obenerwähnten königlichen Erlaß Nr. 20 sind die Waren und Dienstleistungen festgelegt, die dem Mehrwertsteuersatz von 6 Prozent unterliegen.

B.2.2. Die angefochtenen Bestimmungen wurden ersetzt durch diejenigen, die enthalten sind in den Artikeln 1 und 2 des königlichen Erlasses vom 20. September 2000 «zur Abänderung des königlichen Erlasses Nr. 20 vom 20. Juli 1970 zur Festlegung der Mehrwertsteuersätze und zur Einteilung der Waren und Dienstleistungen nach diesen Sätzen und zur Aufhebung des ministeriellen Erlasses Nr. 21 vom 5. Mai 1999 zur Regelung der Anwendungsmodalitäten der Rubriken XXIIIbis und XXXV von Tabelle A des Anhangs zum königlichen Erlaß Nr. 20 vom 20. Juli 1970 zur Festlegung der Mehrwertsteuersätze und zur Einteilung der Waren und Dienstleistungen nach diesen Sätzen, sowie des ministeriellen Erlasses vom 25. August 1999 zur Abänderung des ministeriellen Erlasses Nr. 21 vom 5. Mai 1999 zur Regelung der Anwendungsmodalitäten der Rubriken XXIIIbis und XXXV von Tabelle A des Anhangs zum königlichen Erlaß Nr. 20 vom 20. Juli 1970 zur Festlegung der Mehrwertsteuersätze und zur Einteilung der Waren und Dienstleistungen nach diesen Sätzen» (*Belgisches Staatsblatt*, 28. September 2000, zweite Ausgabe). Die angefochtenen Bestimmungen waren jedoch bis zum Inkrafttreten des besagten königlichen Erlasses in Kraft und wurden durch ministerielle Erlasse vom 5. Mai 1999 und vom 25. August 1999 ausgeführt.

B.3. Die klagenden Parteien machen geltend, daß die obenerwähnten Artikel 41 und 42 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung (erster und zweiter Klagegrund) sowie gegen den «allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit» (erster Klagegrund) verstießen, insofern sie nicht die Kriterien festlegten, auf deren Grundlage die darin bezeichneten Minister beurteilten, ob die Einrichtungen, die in den Vorteil einer Herabsetzung des Mehrwertsteuersatzes von 21 auf 6 Prozent gelangen möchten, eine soziale Zielsetzung hätten oder nicht und in Werken zur Unterstützung von Minderbemittelten tätig seien oder nicht (erster Klagegrund), insofern sie den Vorteil der obenerwähnten Herabsetzung des Mehrwertsteuersatzes weder davon abhängig machten, daß der Gesellschaftszweck der betreffenden Einrichtung sich auf Tätigkeiten sozialer Art beschränke (erster und Klagegrund), noch davon, daß alle Warenlieferungen und Dienstleistungen sozialer Art seien (zweiter Klagegrund). Die angefochtenen Bestimmungen verletzen somit nach Ansicht der Klägerinnen einerseits auf diskriminierende Weise die Rechtssicherheit, insofern die Rechtsunterworfenen ihr Interesse am Einreichen eines Antrags auf Zuerkennung des ermäßigten Satzes nicht beurteilen könnten und somit nicht die rechtlichen Folgen ihrer Handlungen vorhersehen könnten (erster Klagegrund), und behandelten andererseits die Bauunternehmen auf diskriminierende Weise, je nachdem, ob sie die Anerkennung erhalten hätten oder nicht, die als Voraussetzung für den Vorteil des ermäßigten Satzes gelte (zweiter Klagegrund).

B.4. Im Gegensatz zu den Behauptungen der klagenden Parteien enthalten die angefochtenen Bestimmungen sehr wohl genaue Angaben in bezug auf die Bedingungen, von denen die Anwendung des ermäßigten Satzes abhängig gemacht wird:

- Die Lieferungen oder Leistungen müssen im Rahmen der üblichen Tätigkeit der betreffenden Einrichtungen vorgenommen werden.
- Diese Einrichtungen müssen von zwei unterschiedlichen Behörden als Einrichtungen anerkannt sein, die eine soziale Zielsetzung haben und in Werken zur Unterstützung von Minderbemittelten tätig sind.
- Die Personen, die diese Einrichtungen leiten, dürfen kein finanzielles Interesse am Betriebsergebnis haben.
- Die Finanzerträge aus Warenlieferungen und Dienstleistungen müssen zur Verwirklichung des geschützten Gesellschaftszweckes verwendet werden.

B.5. Der Hof ist aufgrund keinerlei Bestimmung befugt, eine Norm aus dem einfachen Grund für nichtig zu erklären, daß sie im Widerspruch zu einem «allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit» stehen würde. Der Umstand, daß eine Norm den Nachteil aufweist, eine Rechtsunsicherheit zu schaffen, kann jedoch dann berücksichtigt werden, wenn sich die Frage stellt, ob ein Behandlungsunterschied hinsichtlich der Artikel 10 und 11 der Verfassung zu rechtfertigen ist. Dann muß jedoch zunächst erläutert werden, worin dieser Behandlungsunterschied bestehen würde und welche Kategorien von Personen diskriminiert würden.

B.6. Wenn der Gesetzgeber eine Ermächtigung erteilt, ist davon auszugehen, daß er nicht einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung zulassen wollte. Selbst wenn die den Ministern durch die angefochtene Bestimmung erteilte Ermächtigung ungenau sein sollte, ermöglicht sie es ihnen keinesfalls, von dem Grundsatz abzuweichen, wonach in dem Fall, wo eine Norm einen Behandlungsunterschied zwischen gewissen Kategorien von Personen einführt, diesem Unterschied eine objektive und vernünftige Rechtfertigung zugrunde liegen muß, die im Hinblick auf das Ziel und die Auswirkungen der betreffenden Norm beurteilt wird. Es obliegt dem ordentlichen Richter und dem Verwaltungsrichter, die Entscheidung zu tadeln, mit der die Minister den Antrag einer Einrichtung auf Gewährung des ermäßigten Satzes genehmigt oder abgewiesen hätten, indem sie sich auf eine ungesetzliche oder diskriminierende Auffassung der in den angefochtenen Bestimmungen angewandten Begriffe gestützt hätten.

B.7.1. Der Behandlungsunterschied zwischen kommerziellen Bauunternehmen und sozialen Einrichtungen in bezug auf den ermäßigten Mehrwertsteuersatz beruht in diesem Fall auf einem objektiven Kriterium, nämlich der Tatsache der Anerkennung. Der Behandlungsunterschied ist vernünftig gerechtfertigt durch das Bemühen, die Wohltätigkeitseinrichtungen unter Einhaltung der europäischen Regelung in bezug auf den Wettbewerb zu unterstützen.

Der Gesetzgeber, der «den Vorteil des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes von 6 Prozent für gewisse Tätigkeiten von Einrichtungen mit sozialer Zielsetzung (*petits riens / spullenhulp...*)» gewähren wollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1949/1, S. 19; ebenfalls Nr. 1949/8, SS. 8, 10 und 69), hat es unter Bezugnahme auf die Europäische Gesetzgebung vorgezogen, eine Ermäßigung des Mehrwertsteuersatzes vorzusehen, statt einer Mehrwertsteuerbefreiung, die Gegenstand eines vorherigen Gesetzesvorschlags war (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1592/1), um gerade die Tatsache zu berücksichtigen, daß die betreffenden Einrichtungen Waren liefern und Dienstleistungen erbringen, die denjenigen der mehrwertsteuerpflichtigen kommerziellen Unternehmen entsprechen:

«Der *Minister* führt an, daß der obenerwähnte Gesetzesvorschlag auf die Steuerbefreiungen im Sinne von Artikel 13 Teil A Absatz 1 Buchstabe *g*) der sechsten Richtlinie des Rates vom 17. Mai 1977 zur Harmonisierung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Umsatzsteuern - gemeinsames Mehrwertsteuersystem: einheitliche steuerpflichtige Bemessungsgrundlage (77/388/EWG) in der durch die Richtlinie des Rates vom 16. Dezember 1991 zur Ergänzung des gemeinsamen Mehrwertsteuersystems und zur Änderung der Richtlinie 77/388/EWG im Hinblick auf die Beseitigung der Steuergrenzen (91/680/EWG) abgeänderten Fassung verweist.

Diese Steuerbefreiungen können jedoch nur innerhalb gewisser Grenzen gewährt werden und sind gemäß Artikel 13 Teil A Absatz 2 Buchstabe *b*) zweiter Gedankenstrich derselben Richtlinie ausgeschlossen, wenn die betreffenden Einrichtungen Tätigkeiten im direkten Wettbewerb zu mehrwertsteuerpflichtigen kommerziellen Unternehmen ausführen, was hier der Fall ist, da die Verwertungszentren sich mit dem Verkauf von gebrauchten Gütern beschäftigen, dies im direktem Wettbewerb zu Trödelhändlern, den Verkäufern von gebrauchter Kleidung, usw.

Gemäß Artikel 14 des Anhangs H zur Richtlinie 92/77/EWG des Rates vom 10. Oktober 1992 über die Mehrwertsteuersätze kann der ermäßigte Mehrwertsteuersatz von 6 % in diesem Fall jedoch Anwendung finden. Dieser Artikel bezieht sich nämlich auf «Lieferungen von Gegenständen und Dienstleistungen durch von den Mitgliedstaaten anerkannte gemeinnützige Einrichtungen für wohltätige Zwecke und im Bereich der sozialen Sicherheit, soweit sie nicht nach Artikel 13 steuerbefreit sind.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1949/8, SS. 70 und 71)

B.7.2. Die klagenden Parteien weisen nicht nach - und der Hof kann nicht erkennen -, inwiefern eine normale Entfaltung der Tätigkeiten der anerkannten Einrichtungen zu den festgelegten Bedingungen offensichtlich unverhältnismäßig zur Zielsetzung sein würde.

B.7.3. Die Klagegründe sind unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Dezember 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.



COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 2

[C – 2000/21614]

Arrêt n° 135/2000 du 14 décembre 2000

Numéro du rôle : 2061

En cause : le recours en annulation de l'article 17, 1°, de la loi du 17 juillet 2000 « modifiant le Code judiciaire, la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire », introduit par H. Funck.

La Cour d'arbitrage, chambre restreinte,

composée du président M. Melchior et des juges-rapporteurs P. Martens et H. Boel, assistée du greffier L. Potoms, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 18 octobre 2000 et parvenue au greffe le 19 octobre 2000, H. Funck, demeurant à 1330 Rixensart, rue de Nivelles 69, a introduit un recours en annulation de l'article 17, 1°, de la loi du 17 juillet 2000 « modifiant le Code judiciaire, la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire » (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} août 2000).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 19 octobre 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 26 octobre 2000, les juges-rapporteurs P. Martens et H. Boel ont informé le président, en application de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la loi organique, qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de rendre un arrêt déclarant le recours manifestement irrecevable.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées à la partie requérante conformément à l'article 71, alinéa 2, de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 30 octobre 2000.

La partie requérante a introduit un mémoire justificatif, par lettre recommandée à la poste le 15 novembre 2000.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

1. La requête inscrite sous le numéro 2061 du rôle demande l'annulation de l'article 17, 1°, de la loi du 17 juillet 2000 « modifiant le Code judiciaire, la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire » (*Moniteur belge* du 1^{er} août 2000, p. 26343).

2. Le requérant invite la Cour à joindre l'affaire n° 2061 à l'affaire n° 1755, dans laquelle il demande notamment l'annulation de l'article 43, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, tel qu'il a été modifié par la loi du 22 décembre 1998 sur l'intégration verticale du ministère public, le parquet fédéral et le conseil des procureurs du Roi. Cette disposition a une portée identique, en ce qui la concerne, à celle qui est attaquée dans l'actuel recours.

3. Le requérant motive sa requête dans les termes suivants :

« Dès lors, les critiques de constitutionnalité qui sont dirigées spécifiquement contre l'article 43, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 dans la requête en annulation introduite par le requérant le 9 août 1999 peuvent être identiquement reproduites et adressées à l'article 17, 1, de la loi du 17 juillet 2000. Le requérant s'y réfère donc entièrement. »

Dans son mémoire justificatif, la partie requérante réitère sa demande de jonction de la présente affaire avec l'affaire n° 1755, et considère que, par ce renvoi, elle satisfait au prescrit de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

4. En vertu de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la requête « indique l'objet du recours et contient un exposé des faits et moyens ».

La requête introduite dans l'affaire n° 2061 ne satisfait pas à cette exigence, qui n'est pas de pure forme. La requête doit en effet être notifiée aux autorités mentionnées à l'article 76, § 4, de la même loi spéciale, lesquelles doivent connaître les moyens invoqués pour décider, en connaissance de cause, si elles interviendront dans les délais fixés à l'article 85 de la même loi spéciale.

5. La requête est manifestement irrecevable.

Par ces motifs,

la Cour, chambre restreinte,

statuant à l'unanimité des voix,

déclare la requête irrecevable.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 décembre 2000.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 2

[C — 2000/21614]

Arrest nr. 135/2000 van 14 december 2000

Rolnummer 2061

In zake: het beroep tot vernietiging van artikel 17, 1°, van de wet van 17 juli 2000 « tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem en van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken », ingesteld door H. Funck.

Het Arbitragehof, beperkte kamer,

samengesteld uit voorzitter M. Melchior en de rechters-verslaggevers P. Martens en H. Boel, bijgestaan door de griffier L. Potoms,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 18 oktober 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 19 oktober 2000, heeft H. Funck, wonende te 1330 Rixensart, rue de Nivelles 69, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 17, 1°, van de wet van 17 juli 2000 « tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem en van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 2000).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 19 oktober 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 26 oktober 2000 hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en H. Boel, met toepassing van artikel 71, eerste lid, van de organieke wet, de voorzitter ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarbij het beroep klaarblijkelijk onontvankelijk wordt verklaard.

Overeenkomstig artikel 71, tweede lid, van de organieke wet is van de conclusies van de rechters-verslaggevers aan de verzoekende partij kennisgegeven bij op 30 oktober 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie met verantwoording ingediend bij op 15 november 2000 ter post aangetekend brief.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

1. Bij het verzoekschrift dat is ingeschreven onder rolnummer 2061 wordt de vernietiging gevorderd van artikel 17, 1°, van de wet van 17 juli 2000 « tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, van de wet van 22 december 1988 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem en van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken » (*Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 2000, p. 26343).

2. De verzoeker vraagt het Hof de zaak nr. 2061 te voegen bij de zaak nr. 1755, waarin hij meer bepaald de vernietiging vordert van artikel 43, § 4, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, zoals gewijzigd bij de wet van 22 december 1998 betreffende de verticale integratie van het openbaar ministerie, het federaal parket en de raad van de procureurs des Konings. Voor de verzoeker heeft die bepaling dezelfde draagwijdte als de bepaling die in dit beroep wordt aangevochten.

3. De verzoeker motiveert zijn verzoekschrift als volgt :

« De grondwettigheidskritiek die in het verzoekschrift tot vernietiging dat de verzoeker op 9 augustus 1999 heeft ingediend, specifiek gericht is tegen artikel 43, § 4, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935, kan bijgevolg als dusdanig worden overgenomen met betrekking tot artikel 17, 1, van de wet van 17 juli 2000. De verzoeker verwijst daar dan ook naar. »

In zijn memorie met verantwoording vraagt de verzoeker opnieuw dat deze zaak zou worden samengevoegd met de zaak nr. 1755, en gaat hij ervan uit dat hij door die verwijzing voldoet aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

4. Krachtens artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, « vermeldt het verzoekschrift het onderwerp van het beroep en bevat het een uiteenzetting van de feiten en middelen ».

Het verzoekschrift dat in de zaak nr. 2061 is ingediend, voldoet niet aan die vereiste, die niet louter formeel is. Het verzoekschrift moet immers ter kennis worden gebracht van de overheden vermeld in artikel 76, § 4, van dezelfde bijzondere wet, die de aangevoerde middelen moeten kennen om met kennis van zaken te beslissen of zij zullen tussenkomen binnen de termijnen die in artikel 85 van dezelfde bijzondere wet zijn vastgelegd.

5. Het verzoekschrift is klaarblijkelijk niet onontvankelijk.

Om die redenen,

het Hof, beperkte kamer,

met eenparigheid van stemmen uitspraak doende,

verklaart het beroep niet onontvankelijk.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 december 2000.

De Griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 1

[C – 2000/21614]

Urteil Nr. 135/2000 vom 14. Dezember 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 2061

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 17 Nr. 1 des Gesetzes vom 17. Juli 2000 « zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems, und des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten », erhoben von H. Funck.

Der Schiedshof, beschränkte Kammer,

zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden M. Melchior und den referierenden Richtern P. Martens und H. Boel, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 18. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 19. Oktober 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob H. Funck, wohnhaft in 1330 Rixensart, rue de Nivelles 69, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 17 Nr. 1 des Gesetzes vom 17. Juli 2000 « zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems, und des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. August 2000).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 19. Oktober 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Am 26. Oktober 2000 haben die referierenden Richter P. Martens und H. Boel gemäß Artikel 71 Absatz 1 des organisierenden Gesetzes den Vorsitzenden davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem die offensichtliche Unzulässigkeit der Klage festgestellt wird.

Gemäß Artikel 71 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter der klagenden Partei mit am 30. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 15. November 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Begründungsschriftsatz eingereicht.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

1. Mit der unter der Geschäftsverzeichnisnummer 2061 eingetragenen Klageschrift wird Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 17 Nr. 1 des Gesetzes vom 17. Juli 2000 « zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems, und des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. August 2000, S. 26343) erhoben.

2. Der Kläger bittet den Hof, die Rechtssache Nr. 2061 mit der Rechtssache Nr. 1755 zu verbinden, in der insbesondere die Nichtigerklärung von Artikel 43 § 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten in der durch das Gesetz vom 22. Dezember 1988 über die vertikale Integration der Staatsanwaltschaft, das Föderalparkett und den Rat der Prokuratoren des Königs abgeänderten Fassung beantragt. Für ihn habe diese Bestimmung die gleiche Tragweite wie die in der vorliegenden Klage angefochtene Bestimmung.

3. Der Kläger begründet seine Klageschrift folgenderweise:

« Die Verfassungsmäßigkeitskritik, die sich in der vom Kläger am 9. August 1999 eingereichten Nichtigkeitsklageschrift besonders gegen Artikel 43 § 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Juni 1935 richtet, läßt sich demzufolge ohne weiteres auf Artikel 17 Nr. 1 des Gesetzes vom 17. Juli 2000 übertragen. Der Kläger verweist also insgesamt darauf. »

In seinem Begründungsschriftsatz wiederholt der Kläger seinen Antrag auf Verbindung der vorliegenden Rechtssache mit der Rechtssache Nr. 1755 und vertritt den Standpunkt, er habe durch diesen Verweis den Anforderungen von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof Genüge geleistet.

4. Kraft Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof « erwähnt [die Klageschrift] den Klagegegenstand und enthält eine Darlegung des Sachverhalts und der Klagegründe ».

Die in der Rechtssache Nr. 2061 eingereichte Klageschrift erfüllt nicht diese Bedingung, die nicht rein formeller Art ist. Die Klageschrift muß nämlich den in Artikel 76 § 4 desselben Sondergesetzes genannten Behörden zur Kenntnis gebracht werden, die wissen müssen, welche Klagegründe vorgebracht werden, damit sie in Kenntnis der Sachlage entscheiden können, ob sie innerhalb der in Artikel 85 desselben Sondergesetzes vorgeschriebenen Fristen dem Verfahren beitreten.

5. Die Klageschrift ist offensichtlich unzulässig.

Aus diesen Gründen:

Der Hof, beschränkte Kammer,

einstimmig entscheidend,

erklärt die Klage für unzulässig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Dezember 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 2001 — 3

[C — 2000/11489]

5 DECEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté rend applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs certaines dispositions de la loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Introduction

La loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (LPC) est applicable aux services financiers. Par contre, dans sa version originelle, elle n'était pas applicable aux valeurs mobilières et aux autres instruments financiers visés par la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

L'article 177 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses compléta toutefois le dernier alinéa de l'article 1^{er} LPC de telle manière que celui-ci est désormais rédigé comme suit :

« La présente loi ne s'applique pas aux valeurs mobilières et autres instruments financiers visés par la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Dans les conditions et compte tenu des adaptations qu'il détermine, le Roi peut toutefois déclarer certaines dispositions de la présente loi applicables aux valeurs mobilières et autres instruments financiers précités ou à des catégories d'entre eux ».

Conformément aux orientations que le Gouvernement avait indiquées dans l'exposé des motifs du projet de loi ayant conduit à l'adoption de la loi du 21 décembre 1994 (Doc. Parl. Sénat, 1994-1995, n° 1218-1, p. 79), le présent arrêté rend certaines dispositions de la LPC applicables aux titres et valeurs et aux instruments financiers. Par ailleurs, le présent arrêté transpose en droit belge la directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, en rendant applicables aux titres et valeurs, moyennant de légères adaptations, les articles 30 à 36 LPC relatifs aux clauses abusives.

Le texte a été soumis à deux reprises au Conseil d'Etat (avis L.27.448/1 du 26 mars 1998 et avis L.30.195/1/V du 7 septembre 2000).

Dans l'avis L.27.448/1, le Conseil d'Etat s'est abstenu d'examiner les différents articles de l'arrêté en projet, d'une part parce qu'il avait de sérieux doutes quant à la sécurité juridique et à la transparence de la réglementation en projet, et d'autre part, parce qu'il estimait que le projet soulevait des questions quant à l'applicabilité aux instruments financiers concernés de certaines dispositions de la loi susvisée du 14 juillet 1991, énumérées dans l'avis.

Dans son avis L.30.195/1/V, le Conseil d'Etat ne formule plus d'objection, mais seulement quelques observations formelles dont il est tenu compte dans le texte qui Vous est soumis.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté définit, pour l'application de celui-ci, les notions suivantes : "la loi", les "instruments financiers", "les titres et valeurs", "les parts et titres émis par un organisme de placement collectif et les certificats immobiliers".

Le recours à la notion de "titres et valeurs" et à celle d'"instruments financiers" s'explique par les modifications récentes de la législation financière.

Pour s'en convaincre, il faut revenir à la signification exacte des notions de "valeurs mobilières" et d'"autres instruments financiers" contenues à l'article 1^{er}, in fine LPC.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 3

[C — 2000/11489]

5 DECEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij sommige bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, van toepassing worden verklaard op financiële instrumenten, effecten en waarden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij U ter ondertekening voorleggen, verklaart sommige bepalingen van de wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, van toepassing op de financiële instrumenten en op de effecten en waarden.

Inleiding

De wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument (WHP) is van toepassing op de financiële diensten. In haar oorspronkelijke versie was zij echter niet van toepassing op de effecten en de andere financiële instrumenten bedoeld in de wetgeving op de financiële transacties en de financiële markten.

Artikel 177 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, heeft evenwel het laatste lid van artikel 1 WHP zo aangevuld, dat dit thans als volgt luidt :

« Deze wet is niet van toepassing op effecten en andere financiële instrumenten bedoeld in de wetgeving betreffende de financiële transacties en de financiële markten.

Onder de voorwaarden en rekening houdend met de aanpassingen die Hij bepaalt, kan de Koning evenwel sommige bepalingen van deze wet van toepassing verklaren op voornoemde effecten en andere financiële instrumenten of op categorieën daarvan ».

Overeenkomstig de oriëntaties van de Regering in de memorie van toelichting bij het ontwerp van de latere wet van 21 december 1994 (*Parl. St., Senaat*, 1994-1995, nr. 1218-1, p. 79), breidt dit besluit sommige bepalingen van de WHP uit tot de effecten en waarden en tot financiële instrumenten. Overigens zet dit besluit de richtlijn 93/13/EEG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten in Belgisch recht om, door de artikelen 30 tot 36 WHP over oneerlijke bedingen - weliswaar licht aangepast - van toepassing te verklaren op effecten en waarden.

De tekst werd tweemaal aan de Raad van State voorgelegd (advies L.27.448/1 van 26 maart 1998 en advies L.30.195/1/V van 7 september 2000).

In advies L.27.448/1, onthield de Raad van State zich van een artikelsgewijze onderzoek van het ontwerpbesluit, omdat, eensdeels, hij ernstige twijfels had op het vlak van de rechtszekerheid en de transparantie van de ontworpen regelgeving en, anderdeels, er volgens hem vragen rezen met betrekking tot de toepasbaarheid op de betrokken financiële instrumenten van sommige, in het advies opgesomde bepalingen van de genoemde wet van 14 juli 1991.

In zijn advies L.30.195/1/V, uit de Raad van State geen enkel bezwaar meer, maar slechts enkele vormelijke opmerkingen waarmee rekening wordt gehouden in de tekst die U wordt voorgelegd.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Artikel 1 van het besluit definieert, voor de toepassing daarvan, de volgende begrippen : "de wet", "de financiële instrumenten", "de effecten en waarden", "de rechten van deelneming en effecten uitgegeven door een instelling voor collectieve belegging en de vastgoedcertificaten".

De reden waarom de begrippen "effecten en waarden" en "financiële instrumenten" worden gebruikt, is te zoeken in de recente wijzigingen van de financiële wetgeving.

Het volstaat daarvoor terug te grijpen naar de precieze betekenis van de begrippen "effecten" en "andere financiële instrumenten" vervat in fine van artikel 1 WHP.

Il ressort des travaux préparatoires de la LPC qu'il fut initialement envisagé de définir ces notions par référence à l'article 1^{er} de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers qui était, elle-même, encore en pleine élaboration. L'amendement n° 82 justifiait ainsi ce renvoi : "(...) ces définitions sont les plus larges qui existent actuellement dans la législation financière, elles englobent notamment les parts d'organismes de placement collectif, ainsi que toutes les valeurs assimilées à des valeurs mobilières par les articles 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne [et 1^{er} de la loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne publique] notamment en matière de valeurs mobilières" (Justification de l'amendement n° 82, *Doc. Parl. Ch.*, n° 1240/4 - 89/90, p. 2; les mots entre crochets ont manifestement été omis par erreur dans les travaux préparatoires. Il convient de les ajouter pour que la phrase citée ait un sens).

On évita cependant une référence explicite à la loi relative aux opérations financières et aux marchés financiers afin d'empêcher qu'une modification de cette loi "n'engendre une modification de la loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur" (Justification de l'amendement n° 229, *Doc. Parl. Ch.*, n° 1240/13 - 89/90, p.4). C'est ainsi qu'on se réfère de manière plus générale à "la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers" (voir article 1^{er}, al. 2, LPC et rapport fait au nom de la commission de l'économie et de la politique scientifique par M. Dielens, *Doc. parl. Ch.*, n° 1240/20 - 89/90, p. 34).

Tant que la loi du 4 décembre 1990 était en vigueur, on se référait à son article 1^{er} pour déterminer le contenu des notions de valeurs mobilières et d'autres instruments financiers visées à l'article 1^{er} LPC (A. DE CALUWÉ (e.a.), *Les pratiques du commerce - t. * - L'information et la protection du consommateur*, Bruxelles, Larcier, n°s 5.29 et 5.30; G.-L. BALLON, "Enkele belangrijke nieuwigheden in de wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de verbruiker", *DAOR*, 1992, n° 22, pp. 62 et 63, n° 10; J. SCHAMP et M. VAN DEN ABEELE, J.T., 1992, p. 595).

Cette façon de faire n'était toutefois pas satisfaisante. D'une part, l'article 1^{er} de la loi du 4 décembre 1990 ne définissait ces notions que "sous une forme purement énumérative et pour les besoins de sa propre application" (G. HORSMANS et J.-F. TOSSENS, "Réflexions sur la nature et le régime juridique des valeurs mobilières et autres instruments financiers", dans *Le nouveau droit des marchés financiers*, Centre Jean Renauld (UCL), Larcier, 1992, pp. 151 e.s., en particulier p. 156 n° 7). D'autre part, malgré l'affirmation contenue dans l'exposé des motifs de la loi du 4 décembre 1990, la notion de valeur mobilière définie à l'article 1^{er} de celle-ci ne se confondait pas avec la notion de titres et valeurs soumis au titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (G. HORSMANS et J.-F. TOSSENS, o.c., p. 164, n° 17).

A l'heure actuelle, il n'est plus possible de se référer à l'article 1^{er} de la loi du 4 décembre 1990 car il a été abrogé par l'article 175 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

L'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1995 a d'ailleurs abandonné les notions de "valeurs mobilières et d'autres instruments financiers". Il fait référence aux seuls "instruments financiers". Ces derniers ne recouvrent que partiellement les titres et valeurs qui étaient considérés comme étant des valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers sous l'empire de la loi du 4 décembre 1990.

La loi n'établit donc plus - fût-ce de manière imparfaite comme le faisait la loi du 4 décembre 1990 - une définition de base qui conviendrait pour la loi relative aux marchés secondaires, pour le régime des émissions de titres et valeurs et pour l'arrêté royal n° 71 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées.

Dans son avis L.24.448/1, le Conseil d'Etat recommande l'élaboration d'une liste précise des instruments financiers et des titres et valeurs auxquels s'appliqueraient certaines dispositions de la LPC.

Uit de parlementaire voorbereiding van de WHP blijkt dat het aanvankelijk de bedoeling was die begrippen te definiëren onder verwijzing naar artikel 1 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, waaraan toen nog werd gewerkt. In het amendement nr. 82 werd die verwijzing als volgt verantwoord : "(...) die definities zijn immers de breedste die thans bestaan in de financiële wetgeving, ze omvatten met name de aandelen van collectieve beleggingsinstellingen alsmede alle effecten die gelijkgesteld zijn aan roerende waarden bij de artikelen 22 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden [en 1 van de wet van 10 juli 1969 op het solliciteren van het openbaar spaarwezen] ondermeer inzake roerende waarden" (Verantwoording van amendement nr. 82, *Parl. St., Kamer*, nr. 1240/4 - 89/90, p. 2; de woorden tussen vierkante haakjes zijn ongetwijfeld bij vergissing weggevalen in de parlementaire voorbereiding. Opdat de geciteerde zin betekenis zou hebben, moeten zij worden toegevoegd).

Men vermeed evenwel een uitdrukkelijke verwijzing naar de wet op de financiële transacties en de financiële markten, om te voorkomen dat een wijziging van die wet "aanleiding zou geven tot een wijziging van de wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de verbruiker" (Verantwoording van amendement nr. 229, *Parl. St., Kamer*, nr. 1240/13 - 89/90, p. 4). Daarom werd op meer algemene wijze verwezen naar de "wetgeving betreffende de financiële transacties en de financiële markten" (zie artikel 1, tweede lid, WHP en het verslag namens de commissie voor het bedrijfsleven en het wetenschapsbeleid uitgebracht door de heer Dielens, *Parl. St., Kamer*, nr. 1240/20 - 89/90, p. 34).

Zolang de wet van 4 december 1990 uitwerking had, verwees men naar artikel 1 voor de omschrijving van de begrippen effecten en andere financiële instrumenten bedoeld in artikel 1 WHP (A. DE CALUWÉ (e.a.), *Les pratiques du commerce - t. * - L'information et la protection du consommateur*, Bruxelles, Larcier, nrs. 5.29 en 5.30; G.L. BALLON, "Enkele belangrijke nieuwigheden in de wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de verbruiker", *DAOR*, 1992, nr. 22, p. 62 en 63, nr. 10, J. SCHAMP en M. VAN DEN ABEELE, J.T., 1992, p. 595).

Die handelwijze was echter niet bevredigend. Enerzijds gaf artikel 1 van de wet van 4 december 1990 slechts een omschrijving van deze begrippen "sous une forme purement énumérative et pour les besoins de sa propre application" (G. HORSMANS et J.-F. TOSSENS, "Réflexions sur la nature et le régime juridique des valeurs mobilières et autres instruments financiers", in *Le nouveau droit des marchés financiers*, Centre Jean Renauld (UCL), Larcier, 1992, p. 151 e.v., inzonderheid p. 156 nr. 7). Anderzijds en spijs de bevestiging in de memorie van toelichting bij de wet van 4 december 1990, kwam het begrip effect zoals gedefinieerd in artikel 1 van die wet, niet overeen met het begrip effecten en waarden waarvoor titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 geldt (G. HORSMANS et J.-F. TOSSENS, o.c., p. 164, nr. 17).

Thans kan men niet langer verwijzen naar artikel 1 van de wet van 4 december 1990, omdat het is opgeheven door artikel 175 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

Artikel 1 van de wet van 6 april 1995 hanteert trouwens niet langer de begrippen "effecten en andere financiële instrumenten". Het verwijst enkel naar "financiële instrumenten". Daaronder vallen slechts ten dele de effecten en waarden die in de wet van 4 december 1990 als effecten of andere financiële instrumenten werden beschouwd.

De wet poneert dus - weliswaar op onvolkomen wijze, zoals de wet van 4 december 1990 - geen basisdefinitie meer die zou kunnen gelden voor de wet op de secundaire markten, voor de uitgifteregeling voor titels en effecten en voor het koninklijk besluit nr. 71 betreffende het leuren met roerende waarden en demarchage met roerende waarden en goederen of eetwaren.

In zijn advies L.24.448/1 beveelt de Raad van State aan een nauwkeurige lijst op te stellen van de financiële instrumenten en van de effecten en waarden waarop sommige bepalingen van de WHP van toepassing zouden zijn.

Procéder de la sorte entraînerait cependant soit une réduction de la protection que l'arrêté apporte aux consommateurs, par l'effet d'un choix limité des instruments financiers et des titres et valeurs auxquels l'arrêté rendrait certaines dispositions de la LPC applicables, soit un alourdissement inutile du texte, au cas où l'on choisirait d'intégrer dans l'arrêté la liste des instruments financiers et des titres et valeurs visés par les trois législations financières de base précitées.

En outre, dans cette seconde hypothèse, toute modification des notions d'instruments financiers et de titres et valeurs dans les législations de base impliquerait soit d'accepter que ces notions ne soient plus définies de la même manière dans l'arrêté, soit de devoir modifier l'arrêté pour l'aligner sur la modification législative intervenue.

C'est pour ces raisons que l'arrêté continue à utiliser la technique de la référence malgré l'avis L. 27.448/1 du Conseil d'Etat.

Les "instruments financiers" sont définis par renvoi à l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1995.

Quant aux "titres et valeurs", il s'agit des titres et valeurs visés à l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, tel qu'interprété par l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, et complété par l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières. Comme la définition concerne les titres et valeurs visés à l'article 26 précité et non les opérations qui y sont soumises, la notion recouvre donc également les titres et valeurs qui feraient l'objet d'opérations non soumises au titre II de l'arrêté royal n° 185 du fait des exceptions prévues à l'article 34 de cet arrêté.

Cela étant, il convient de rencontrer le souci de sécurité juridique et de transparence exprimé par le Conseil d'Etat, en énumérant dans le présent rapport ce que recouvrent concrètement et actuellement les notions d'instruments financiers et de titres et valeurs.

Les instruments financiers repris à l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1995 sont les instruments suivants :

1° a) — les actions et autres valeurs assimilables à des actions,

— les obligations et autres titres de créance, négociables sur le marché des capitaux, et

b) toutes autres valeurs habituellement négociées permettant d'acquies de tels instruments financiers par voie de souscription ou d'échange ou donnant lieu à un règlement en espèces, à l'exclusion des moyens de paiement;

2° les parts d'un organisme de placement;

3° les catégories d'instruments financiers habituellement négociés sur le marché monétaire (instruments du marché monétaire);

4° les contrats financiers à terme (futures), y compris les instruments financiers équivalents donnant lieu à un règlement en espèces;

5° les contrats à terme sur taux d'intérêt (FRA);

6° les contrats d'échange (swaps) sur taux d'intérêt, sur devises ou les contrats d'échange sur des flux liés à des actions ou à des indices d'actions (equity swaps);

7° les options visant à acheter ou à vendre tout instrument financier relevant du présent paragraphe, y compris les instruments financiers équivalents donnant lieu à un règlement en espèces; sont comprises en particulier dans cette catégorie les options sur devises et sur taux d'intérêt.

Aux instruments financiers ainsi énumérés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 6 avril 1995 précitée, il conviendra, le cas échéant, d'ajouter d'autres droits et valeurs que Votre Majesté désignerait comme étant des instruments financiers, en application de l'article 1^{er}, § 2 de la loi du 6 avril 1995.

Een dergelijke werkwijze zou evenwel impliceren dat de door het besluit aan de consumenten geboden bescherming wordt beperkt, ingevolge de beperkte keuze van de financiële instrumenten en van de effecten en waarden waarop het besluit sommige bepalingen van de WHP van toepassing zou verklaren, of dat de tekst onnodig wordt verzwaaard, indien ervoor zou worden geopteerd in het besluit de lijst op te nemen van de financiële instrumenten, effecten en waarden waarop de voornoemde drie financiële basiswetgevingen betrekking hebben.

Bovendien zou, in die tweede hypothese, elke wijziging van de begrippen financiële instrumenten en effecten en waarden in de basiswetgevingen impliceren dat wordt aanvaard dat die begrippen niet op dezelfde wijze worden gedefinieerd in het besluit, of dat het besluit moet worden aangepast om het te doen aansluiten bij de doorgevoerde wetswijziging.

Omwille van die redenen wordt in het besluit, ondanks het advies L.27.448/1 van de Raad van State, verder gebruik gemaakt van de verwijzingstechniek.

De "financiële instrumenten" worden gedefinieerd onder verwijzing naar artikel 1 van de wet van 6 april 1995.

Voor "de effecten en waarden" gaat het om effecten en waarden bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, zoals uitgelegd door artikel 22 van de wet 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, en aangevuld door artikel 1 van de wet van 10 juli 1969 op het solliciteren van het openbaar spaarwezen, ondermeer inzake roerende waarden. Aangezien de definitie slaat op de in voornoemd artikel 26 bedoelde effecten en waarden, en niet op de daaraan onderworpen transacties, dekt dit begrip dus ook de effecten en waarden waarmee verrichtingen zouden worden uitgevoerd die niet vallen onder titel II van het koninklijk besluit nr. 185 op grond van de in artikel 34 van dat besluit bedoelde uitzonderingen.

Daarom moet worden tegemoet gekomen aan de door de Raad van State uitgedrukte zorg om rechtszekerheid en transparantie, door in dit verslag te specificeren wat op dit moment precies moet worden verstaan onder de begrippen "financiële instrumenten" en "effecten en waarden".

De in artikel 1 van de wet van 6 april 1995 opgesomde financiële instrumenten zijn de volgende :

1° a) — aandelen en andere met aandelen gelijk te stellen waardepapieren,

— obligaties en andere schuldinstrumenten, die op de kapitaalmarkt verhandelbaar zijn, en

b) alle andere gewoonlijk verhandelde waardepapieren waarmee die financiële instrumenten via inschrijving of omruiling kunnen worden verworven of die in contanten worden afgewikkeld, met uitsluiting van betaalmiddelen;

2° de rechten van deelneming in een instelling voor collectieve belegging;

3° de categorieën financiële instrumenten die gewoonlijk op de geldmarkt worden verhandeld (geldmarktinstrumenten);

4° financiële futures, met inbegrip van gelijkwaardige financiële instrumenten die aanleiding geven tot afwikkeling in contanten;

5° rentetermijncontracten (FRA's);

6° rente- en valuta-swaps betreffende aan aandelen of aan een aandelenindex gekoppelde cashflows (equity swaps);

7° de opties ter verwerving of vervreemding van onder deze paragraaf vallende financiële instrumenten, met inbegrip van gelijkwaardige financiële instrumenten die aanleiding geven tot afwikkeling in contanten; deze categorie omvat in het bijzonder valuta- en renteopties.

Aan de financiële instrumenten die aldus worden opgesomd in artikel 1, § 1 van de voornoemde wet van 6 april 1995 moeten, in voorkomend geval, andere rechten en waarden worden toegevoegd die Uwe Majesteit, met toepassing van artikel 1, § 2 van de wet van 6 april 1995, zou aanwijzen als financiële instrumenten.

Quant aux titres et valeurs, il s'agit :

1° des actions, parts et autres droits de participation au bénéfice, aux réserves ou au solde de liquidation, dans des sociétés civiles, commerciales ou ayant emprunté la forme d'une société commerciale ou dans des associations commerciales, matérialisés ou non, ainsi que des preuves de tels droits (Arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1^{er} partim, remplacé par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, article 8, e); loi du 10 juin 1964, article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2; loi du 4 décembre 1990, article 1^{er}, § 1^{er}, 1°);

2° des obligations et autres titres de créance, matérialisés ou non, quel que soit l'emprunteur, ainsi que des preuves de tels titres (arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1^{er} partim et alinéa 2 partim, remplacé par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, article 8, e); loi du 10 juin 1964, article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2; loi du 4 décembre 1990, article 1^{er}, § 1^{er}, 2°);

3° a) des parts de fonds de placement, matérialisées ou non (loi du 4 décembre 1990, article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, b);

b) des certificats immobiliers visés à l'article 157, matérialisés ou non (loi du 4 décembre 1990, article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, a);

c) des droits, matérialisés ou non, portant directement ou indirectement sur des biens meubles ou immeubles, organisés en association, indivision ou groupement, de droit ou de fait, ne conférant pas aux titulaires la jouissance privative de ces biens dont la gestion, organisée collectivement, est confiée à une personne agissant à titre professionnel, ainsi que des preuves de tels droits (loi du 10 juillet 1969, article 1^{er}, loi du 4 décembre 1990, article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, c);

4° de tous les droits, matérialisés ou non, représentatifs des titres visés aux 1°, 2° et 3° (loi du 10 juin 1964, article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2);

5° de tous les droits, matérialisés ou non, à l'acquisition ou à la cession, notamment par voie de souscription ou d'échange, des titres visés aux 1°, 2° et 3° (loi du 10 juin 1964, article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2; loi du 4 décembre 1990, article 1^{er}, § 1^{er}, 4°);

6° de tous les autres instruments de placement, négociables ou non, matérialisés ou non (loi du 10 juin 1964, article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2).

Enfin, l'article 1^{er} de l'arrêté définit les "parts et titres émis par un organisme de placement collectif et les certificats immobiliers". On se réfère à cet égard au livre III de la loi du 4 décembre 1990. Conformément aux articles 107 et 108 de cette loi, les parts d'organismes de placement collectif peuvent donc prendre la forme soit de parts indivises dans un fonds de placement, soit d'actions dans une société d'investissement.

Article 2

L'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté rend l'article 1^{er} LPC applicable aux instruments financiers et aux titres et valeurs. Il précise que le terme "produit" y désigne les instruments financiers et les titres et valeurs tels que définis par l'arrêté.

L'article 2, alinéa 1^{er}, 2° rend les articles 22 à 24 et 27 à 29 LPC applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs. Ces dispositions concernent la publicité. Elles doivent être rendues applicables aux transactions relatives à des instruments financiers ou à des titres et valeurs. En effet, elles sont déjà applicables aux ventes de services financiers. En outre, elles visent à interdire certaines pratiques publicitaires abusives ou trompeuses dont on ne voit pas pourquoi elles ne seraient pas interdites pour les produits financiers.

De plus, ces dispositions ne risquent pas de faire double emploi avec la réglementation sur les émissions publiques puisque l'arrêté ne s'applique pas à ces opérations, en application de l'alinéa 2.

Wat de effecten en waarden betreft, gaat het om :

1° al dan niet gematerialiseerde aandelen en andere rechten op deelneming in de winst, de reserves of het vereffeningssaldo in burgerlijke vennootschappen, handelsvennootschappen, vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen of handelsverenigingen, alsook bewijzen van dergelijke rechten (Koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, e); wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2; wet van 4 december 1990, artikel 1, § 1, 1°);

2° al dan niet gematerialiseerde obligaties en andere schuldinstrumenten, wie ook de lener is, alsook bewijzen van dergelijke effecten (koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim en tweede lid partim, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, e); wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2, wet van 4 december 1990, artikel 1, § 1, 2°);

3° a) al dan niet gematerialiseerde rechten van deelneming in beleggingsfondsen (wet van 4 december 1990, artikel 1, § 1, 3°, b);

b) al dan niet gematerialiseerde vastgoedcertificaten bedoeld in artikel 157 (wet van 4 december 1990, artikel 1, § 1, 3°, a);

c) al dan niet gematerialiseerde rechten die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op roerende of onroerende goederen die ondergebracht zijn in een juridische of feitelijke vereniging, onverdeeldheid of groepering, waarbij de houders van die rechten niet het privaat genot verkrijgen van deze goederen, waarvan het collectief beheer wordt overgedragen aan een persoon die beroepshalve optreedt, alsook bewijzen van dergelijke rechten (wet van 10 juli 1969, artikel 1; wet van 4 december 1990, artikel 1, § 1, 3°, c);

4° alle al dan niet gematerialiseerde rechten die de in het 1°, 2° en 3° bedoelde effecten vertegenwoordigen (Wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2);

5° alle al dan niet gematerialiseerde rechten om de in het 1°, 2° en 3° bedoelde effecten, inzonderheid via inschrijving of omruiling, te verwerven of over te dragen (Wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2; wet van 4 december 1990, artikel 1, § 1, 4°);

6° alle al dan niet verhandelbare en al dan niet gematerialiseerde beleggingsinstrumenten (wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2).

Tot slot definieert artikel 1 van het besluit wat moet worden verstaan onder "rechten van deelneming en effecten uitgegeven door een instelling voor collectieve belegging en de vastgoedcertificaten". In dit verband wordt verwezen naar boek III van de wet van 4 december 1990. Conform de artikelen 107 en 108 van die wet kunnen de rechten van deelneming in collectieve beleggingsinstellingen dus de vorm aannemen van hetzij onverdeelde rechten van deelneming in een beleggingsfonds, hetzij aandelen van een beleggingsvennootschap.

Artikel 2

Artikel 2, lid 1, 1°, van het besluit verklaart artikel 1 WHP van toepassing op financiële instrumenten en op effecten en waarden. Het stelt dat de daarin gebruikte term "product" slaat op de financiële instrumenten en op de effecten en waarden zoals omschreven in het besluit.

Artikel 2, lid 1, 2° verklaart de artikelen 22 tot 24 en 27 tot 29 WHP van toepassing op financiële instrumenten en effecten en waarden. Die voorschriften hebben betrekking op de reclame. Zij moeten van toepassing worden verklaard op transacties in financiële instrumenten of in effecten en waarden. Zij zijn immers reeds van toepassing op de verkoop van financiële diensten. Bovendien hebben zij tot doel bepaalde oneerlijke of misleidende reclamepraktijken te verbieden, dus zou het niet logisch zijn dit verbod niet uit te breiden tot de financiële producten.

Er bestaat geen gevaar voor nodeloze herhaling van wat de toepassing op de openbare uitgave reeds voorschrijft omdat, met toepassing van lid 2, het besluit niet voor dergelijke verrichtingen geldt.

En raison de la définition très large de la publicité contenue à l'article 22 LPC, une partie de la doctrine considère déjà que ces dispositions sont applicables aux produits financiers (voir C. VAN ACKER, "De Wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument en de financiële diensten", dans Financieel recht tussen oud en nieuw, Antwerpen, Maklu. Uitg., 1996, pp. 495-496, n^{os} 8 et 9).

Cette position va à l'encontre des deux derniers alinéas de l'article 1^{er} LPC. La justification de l'amendement déposé par le Gouvernement pour élargir la définition de la publicité figurant à l'article 22 LPC est sans équivoque : "... il s'indique d'ajouter les biens immeubles, ainsi que les droits et les obligations, à l'exclusion pour ces derniers, des valeurs mobilières qui sont expressément exclues du champ d'application de la présente loi. » (*Doc. Parl. Ch. n° 1240/4-89/90*, p. 14).

L'avis du Conseil d'Etat qui suggérait de ne pas rendre applicables les articles 23, 7°, 23, 10° et 23, 12° LPC n'a pas été suivi.

En effet, l'article 23, 7° LPC interdit toute publicité qui comporte des comparaisons trompeuses, dénigrantes ou impliquant sans nécessité la possibilité d'identifier un ou plusieurs autres vendeurs. Seule la publicité comparative trompeuse, dénigrante ou impliquant sans nécessité la possibilité d'identifier un ou plusieurs autres vendeurs est interdite. Aucune difficulté ne devrait se poser à cet égard.

L'article 23, 10° LPC interdit la publicité qui éveille chez le consommateur l'espoir ou la certitude d'avoir gagné ou de pouvoir gagner un produit, un service ou un avantage quelconque par l'effet du hasard. Le Conseil d'Etat se demande si cette disposition n'aurait pas pour effet d'interdire la publicité pour des options et contrats analogues. Tel n'est pas le cas car les options et les contrats analogues sont tributaires de l'évolution des marchés et non du pur hasard.

De plus, la publicité expliquant le mécanisme protecteur de ce type de contrat (hedging) n'éveille pas l'espoir ou la certitude de gagner ou de pouvoir gagner un instrument financier, un titre, une valeur, ou un avantage quelconque par l'effet du hasard. Seule une publicité incitant les consommateurs à spéculer sur de telles options ou de tels contrats est dès lors prohibée.

Quant à l'article 23, 12° LPC, il interdit la publicité qui se réfère à des tests comparatifs effectués par des organisations de consommateurs. Cette disposition n'interdit pas aux organisations de consommateurs de comparer entre eux des instruments financiers ou des titres et valeurs. Il interdit seulement à un vendeur de se prévaloir des études des organisations de consommateur dans sa publicité, en profitant ainsi indûment du travail de ces organisations.

L'article 2, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté transpose, en ce qui concerne les instruments financiers et les titres et valeurs, la directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs.

En rendant applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs les dispositions relatives aux clauses abusives, on vise tous les contrats concernant de tels produits financiers, pour autant qu'ils soient conclus entre un vendeur et un consommateur tels que définis par l'article 1^{er} LPC et par l'article 31, § 2, 2° LPC. A titre d'exemple, seront donc visées les clauses abusives dans les contrats de location, de commission, de courtage, etc., relatifs à des instruments financiers conclus entre un professionnel et un consommateur.

Il convient de noter ici l'extension donnée à la définition de produits donnée par la loi du 7 décembre 1998. On y vise dorénavant, non seulement les biens meubles corporels, mais aussi les biens immeubles, les droits et les obligations, à l'instar de l'article 22 L.P.C. (*Doc. Parl. Ch. n° 1565/1 - 97/98*, p.4). Cependant, ici aussi, compte tenu des deux derniers alinéas de l'article 1^{er} L.P.C., il n'est pas possible de considérer que les dispositions de la section consacrée aux clauses abusives sont directement applicables aux titres et valeurs et aux instruments financiers.

Contrairement à l'avis L.27.448/1 du Conseil d'Etat qui estime que l'article 32, 1° LPC peut empêcher le placement d'actions, l'arrêté rend cette disposition applicable. En effet, d'une part, la disposition en question ne sera normalement pas applicable à un placement d'actions car il s'agira soit d'un placement privé, auquel cas il n'y aura pas de contrat conclu entre un vendeur et un consommateur, l'opération étant en principe destinée à des investisseurs professionnels, soit d'un placement public, auquel cas l'exception de l'article 4, 1° ou 2° de l'arrêté trouvera à s'appliquer.

Gelet op de zeer ruime omschrijving van het begrip reclame in artikel 22 WHP, gaat een deel van de rechtsleer er nu reeds van uit dat deze voorschriften gelden voor financiële producten (zie C. VAN ACKER, "De Wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument en de financiële diensten", in Financieel recht tussen oud en nieuw, Antwerpen, Maklu. Uitg., 1996, p. 495-496, nrs. 8 en 9).

Dit standpunt staat tegenover de laatste twee leden van artikel 1 WHP. De rechtvaardiging van het amendement dat werd neergelegd door de Regering om de definitie van reclame, zoals vermeld in artikel 22 WHP, te verruimen, is ondubbelzinnig : "De onroerende goederen en de rechten en verplichtingen dienen (...) te worden toegevoegd, met uitzondering wat betreft deze laatste van de effecten die uitdrukkelijk uit het toepassingsgebied van deze wet worden gesloten. » (*Parl. St. Kamer*, nr. 1240/4-89/90, p.14).

Het advies van de Raad van State dat voorstelde de artikelen 23, 7°, 23, 10° en 23, 12° WHP niet van toepassing te verklaren, werd niet gevolgd.

Artikel 23, 7° WHP verbiedt immers alle reclame die vergelijkingen inhoudt, die bedrieglijk of afbrekend zijn of die het zonder noodzaak mogelijk maken een of meer andere verkopers te identificeren. Enkel die reclame is verboden die vergelijkingen inhoudt die bedrieglijk of afbrekend zijn of die het zonder noodzaak mogelijk maken een of meer andere verkopers te identificeren. In dit opzicht zou er geen enkele moeilijkheid mogen rijzen.

Artikel 23, 10° WHP verbiedt reclame die bij de consument de hoop of de zekerheid wekt een product, een dienst of enig voordeel te hebben gewonnen of te kunnen winnen door werking van het toeval. Bij de Raad van State is de vraag gerezen of deze bepaling niet tot gevolg zou hebben dat alle reclame voor opties en soortgelijke contracten verboden is. Dat is niet zo omdat opties en soortgelijke contracten afhankelijk zijn van de werking van de markten en dus niet van het toeval alleen.

Bovendien wekt de reclame waarin het beschermingsmechanisme van een dergelijk contract (hedging) wordt toegelicht, niet de hoop of de zekerheid een financieel instrument, een effect, een waarde of enig voordeel te winnen of te kunnen winnen door de werking van het toeval. Bijgevolg is enkel een reclame verboden die de consument aanzet tot speculeren met dergelijke opties of dergelijke contracten.

Artikel 23, 12° WHP verbiedt de reclame die verwijst naar vergelijkende tests, uitgevoerd door consumentenorganisaties. Die bepaling verbiedt consumentenorganisaties niet financiële instrumenten of effecten en waarden onderling te vergelijken. Zij verbiedt enkel dat een verkoper in zijn reclame gebruik maakt van de studies van consumentenorganisaties, en daarbij ten onrechte voordeel haalt van het werk van dergelijke organisaties.

Artikel 2, lid 1, 3°, van het besluit vormt, voor de financiële instrumenten en de effecten en waarden, de omzetting van de richtlijn 93/13/EEG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten.

Door de voorschriften inzake oneerlijke bedingen van toepassing te verklaren op financiële instrumenten en effecten en waarden, beoogt men alle contracten met betrekking tot dergelijke financiële producten, zodra die gesloten zijn tussen een verkoper en een consument zoals omschreven in artikel 1 WHP en artikel 31, § 2, 2° WHP. Zo worden bijvoorbeeld onrechtmatige bedingen bedoeld in huurovereenkomsten, commissie- en makelaarsovereenkomsten, enz., met betrekking tot financiële instrumenten, afgesloten tussen een beroepsbeoefenaar en een consument.

Het is aan te bevelen hier de uitbreiding op te merken die gegeven werd aan de definitie van producten zoals vermeld in de wet van 7 december 1998. Voortaan bedoelt men er niet enkel de lichamelijke roerende goederen mee, maar ook de onroerende goederen, de rechten en de verplichtingen, naar het voorbeeld van artikel 22 WHP (*Parl. St. Kamer*, nr. 1565/1 - 97/98, p. 4). Hier ook echter, rekening houdend met de laatste twee leden van artikel 1 WHP, is het evenmin mogelijk te beschouwen dat de bepalingen van de afdeling gewijd aan de oneerlijke bedingen rechtstreeks van toepassing zijn op de effecten en waarden en op de financiële instrumenten.

In tegenstelling tot het advies L.27.448/1 van de Raad van State die van oordeel is dat artikel 32, 1° WHP de plaatsing van aandelen kan verhinderen, verklaart het besluit deze bepaling van toepassing. Immers, de betrokken bepaling zal, enerzijds, normaliter niet van toepassing zijn op een plaatsing van aandelen omdat het ofwel zal gaan om een particuliere plaatsing, waarbij er tussen verkoper en consument geen overeenkomst wordt gesloten aangezien de verrichting in beginsel voor professionele beleggers bedoeld is, ofwel om een openbare plaatsing, waarbij de uitzondering van artikel 4, 1° of 2° van het besluit van toepassing zal zijn.

D'autre part, même si elle trouvait à s'appliquer à un placement d'actions, cette disposition ne ferait pas obstacle aux règles usuelles qui régissent ce type d'opérations. Dans celles-ci, il est effectivement d'usage que l'investisseur s'engage immédiatement et définitivement à acheter une quantité donnée d'actions, tandis que le vendeur pourra éventuellement réduire la quantité attribuée à l'investisseur en cas de sursouscription.

Une telle clause ne fait pas dépendre l'engagement du vendeur d'une condition purement potestative dans le chef de celui-ci. En effet, le nombre d'actions attribuées sera fonction du nombre total d'actions souscrites. S'il n'y a pas de sursouscription, tous les investisseurs recevront le nombre d'actions pour lequel ils se sont portés acquéreurs. Dans le cas contraire, les règles de répartition prévues dans le prospectus permettront au vendeur de répartir le nombre d'actions disponibles entre les différents investisseurs. L'éventuelle application des règles de répartition dépend donc d'un événement étranger à la volonté du vendeur.

Le Conseil d'Etat (avis L.27.448/1) propose également de ne pas rendre l'article 32, 2° LPC applicable car le placement d'actions peut se faire en fonction du nombre de souscriptions et le prix peut varier en fonction de ce nombre. Outre les remarques déjà formulées à propos de l'article 32, 1° LPC, il faut remarquer que le mécanisme envisagé ne constitue pas une clause faisant varier le prix en fonction d'éléments dépendant de la seule volonté du vendeur. En effet, le prix dépend du succès de l'opération et non de la seule volonté du vendeur.

Certaines clauses et conditions abusives énumérées à l'article 32 LPC ne sont pas rendues applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs. L'arrêté tient, en effet, compte des adaptations prévues par l'annexe à la directive 93/13/CEE pour les transactions concernant les valeurs mobilières et les autres services financiers. C'est ainsi que l'article 2, alinéa 1^{er}, 3° de l'avant-projet exclut de l'énumération des clauses abusives, les clauses et les conditions ou les combinaisons de clauses et de conditions dont l'objet est défini à l'article 32, points 2, 4 et 9 de la loi lorsqu'elles s'appliquent à des transactions concernant des titres et valeurs ou à des instruments financiers dont le prix est lié aux fluctuations d'un cours ou d'un indice boursier ou d'un taux de marché financier que le vendeur ne contrôle pas.

Cette exclusion est justifiée par le point 2, c), 1^{er} tiret de l'annexe à la directive 93/13/CEE selon lequel les clauses énumérées au point 1, g), j) et l) de la directive "ne sont pas applicables aux transactions concernant les valeurs mobilières, instruments financiers et autres produits ou services dont le prix est lié aux fluctuations d'un cours ou d'un indice boursier ou d'un taux de marché financier que le professionnel ne contrôle pas".

Quant aux autres tempéraments contenus dans le point 2 de l'annexe à la directive, ils ne peuvent pas être appliqués aux transactions portant sur des titres et valeurs ou sur des instruments financiers. En effet, les lettres a) et b) de ce point 2 ne visent que des clauses profitant aux fournisseurs de services financiers et non aux vendeurs de produits financiers. Le deuxième tiret du littéra c) concerne les contrats d'achat ou de vente de devises, de chèques de voyage ou de mandats-poste internationaux libellés en devises, opérations paraissant relever, dans la directive, plus du change que de la réglementation des opérations portant sur des produits financiers. Enfin, le littéra d) qui dispose que les clauses licites d'indexation de prix dont le mode de variation est explicitement décrit ne constituent pas des clauses au sens du point 1, 1), de l'annexe ne paraît pas devoir être repris, puisque de telles clauses ne sont pas interdites par l'article 32 LPC.

Contrairement à l'avis L.27.448/1 du Conseil d'Etat, l'article 32, 14° LPC est rendu applicable. Cette disposition prohibe en effet les clauses interdisant au consommateur de compenser une dette envers le vendeur avec une créance qu'il aurait sur lui. Elle n'interdit nullement la compensation, bien au contraire.

Il n'a pas non plus été tenu compte de l'avis L.27.448/1 du Conseil d'Etat en ce qui concerne l'article 32, 18° LPC qui interdit de limiter les moyens de preuve que le consommateur peut utiliser. Il n'y a pas de raison, en effet, de se montrer plus souple à propos des contrats concernant les produits financiers qu'à propos des autres contrats que peuvent conclure un consommateur et un vendeur au sens de la LPC.

Les mêmes raisons ont conduit au maintien de l'application de l'article 32, 19° LPC.

Bovendien is het zo dat, zelfs indien die bepaling van toepassing zou zijn op een plaatsing van aandelen, ze de gebruikelijke regels die dergelijke verrichtingen beheersen, niet uitsluit. In die regels is het inderdaad gebruikelijk dat de belegger er zich onmiddellijk en definitief toe verbindt een bepaalde hoeveelheid aandelen te kopen, terwijl de verkoper in geval van overinschrijving de aan de belegger toegekende hoeveelheid aandelen eventueel zou kunnen beperken.

Een dergelijk beding maakt de verbintenis van de verkoper niet afhankelijk van een louter potestatieve voorwaarde in diens hoofde. Immers, het aantal toegekende aandelen zal worden bepaald door het totaal aantal aandelen waarop is ingeschreven. Indien er geen overinschrijving is, zullen alle beleggers het aantal aandelen ontvangen waarvoor zij zich als verkrijger hebben opgegeven. In het tegenovergestelde geval, zullen de in het prospectus voorziene verdelingsregels de verkoper in staat stellen het aantal beschikbare aandelen te verdelen onder de verschillende beleggers. De eventuele toepassing van de verdelingsregels hangt dus af van een gebeurtenis die geheel losstaat van de wil van de verkoper.

De Raad van State (advies L.27.448/1) stelt ook voor artikel 32, 2° WHP niet van toepassing te verklaren, omdat de plaatsing van aandelen kan gebeuren in functie van het aantal inschrijvingen en de prijs in functie daarvan kan schommelen. Naast de reeds in verband met artikel 32, 1°, WHP geformuleerde opmerkingen, dient te worden opgemerkt dat het geplande mechanisme geen beding vormt dat de prijs doet schommelen in functie van elementen die enkel en alleen afhangen van de wil van de verkoper. De prijs hangt immers af van het succes van de verrichting en niet alleen van de wil van de verkoper.

Bepaalde in artikel 32 WHP opgesomde oneerlijke bedingen en voorwaarden worden niet van toepassing verklaard op de financiële instrumenten en op de effecten en waarden. Het besluit houdt immers rekening met de aanpassingen die de bijlage bij de richtlijn 93/13/EEG bevat voor transacties met betrekking tot effecten en andere financiële diensten. Artikel 2, lid 1, 3° van het voorontwerp weert uit de opsomming van oneerlijke bedingen, alle bedingen en voorwaarden of combinaties van bedingen en voorwaarden waarvan het doel in artikel 32, punt 2, 4 en 9 van de wet is omschreven wanneer zij gelden voor transacties met betrekking tot effecten en waarden of financiële instrumenten waarvan de prijs is gekoppeld aan schommelingen van een beurskoers of een beursindex dan wel van financiële marktcoersen waarop de verkoper geen vat heeft.

Die uitsluiting wordt verantwoord in punt 2, c), eerste streepje van de bijlage bij de richtlijn 93/13/EEG, op grond waarvan de bedingen opgesomd in punt 1, g), j) en l) van de richtlijn "niet van toepassing zijn op transacties met betrekking tot effecten, financiële instrumenten en andere producten of diensten waarvan de prijs verband houdt met de fluctuaties van een beurskoers of een beursindex dan wel financiële marktcoersen waar de verkoper geen invloed op heeft".

De overige nuanceringsen in punt 2 van de bijlage bij de richtlijn kunnen niet worden toegepast voor transacties met betrekking tot effecten en waarden of financiële instrumenten. Litterae a) en b) van dit punt 2 hebben inderdaad enkel betrekking op bedingen die leveranciers van financiële diensten bevoordelen, dus geen verkopers van financiële producten. Het tweede streepje van littera c) slaat op contracten voor de aankoop of verkoop van vreemde valuta, reischeques, internationale postmandaten in deviezen, allemaal verrichtingen die in de richtlijn veeleer onder de wisselreglementering vallen dan onder de reglementering voor transacties in financiële producten. Littera d) tenslotte, waarin staat dat wettige bedingen van prijsindexering, waarvan de wijze van prijsaanpassing expliciet is beschreven, geen bedingen zijn in de zin van punt 1, 1) van de bijlage, hoeft niet te worden overgenomen, aangezien dergelijke bedingen niet zijn verboden door artikel 32 WHP.

In tegenstelling tot het advies L.27.448/1 van de Raad van State, wordt artikel 32, 14° WHP van toepassing verklaard. Die bepaling verbiedt immers bedingen die de consument verbieden zijn schuld tegenover de verkoper te compenseren met een schuldverklaring die hij op hem zou hebben. Zij verbiedt geenszins dergelijke compensatie, integendeel zelfs.

Er werd evenmin rekening gehouden met het advies L.27.448/1 van de Raad van State in verband met artikel 32, 18° WHP dat verbiedt de bewijsmiddelen te beperken die de consument kan aanwenden. Er is immers geen enkele reden om zich soepeler op te stellen ten aanzien van contracten die betrekking hebben op de financiële producten, dan ten aanzien van andere contracten die een consument en een verkoper kunnen afsluiten in de zin van de WHP.

Om dezelfde redenen zal ook artikel 32, 19° WHP verder worden toegepast.

Les diverses mesures protectrices énumérées à l'article 33 LPC doivent être appliquées aux transactions portant sur les instruments financiers ou sur des titres et valeurs, dès lors que l'avant-projet rend les articles 31 et 32 LPC applicables. A défaut, ces dispositions pourraient être trop facilement méconnues.

La faculté prévue par l'article 34 LPC de prescrire ou d'interdire, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, l'usage de certaines clauses dans les contrats de vente aux consommateurs, a été maintenue bien qu'elle puisse faire double emploi avec certaines autres habilitations légales

On pense, entre autres, aux exemples suivants :

— les règles de conduite à respecter par les intermédiaires pour les opérations portant sur des instruments financiers (art. 36 de la loi du 6 avril 1995).

— les obligations et les interdictions applicables à l'exercice de l'activité de gestion de fortune par des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement (art. 79, § 3 de la loi du 6 avril 1995);

Cette habilitation à caractère général pourrait utilement servir dans les cas de clauses ou de conditions manifestement abusives contenues dans certains contrats relatifs à des titres et valeurs ou à des instruments financiers.

Eu égard à la compétence générale de la Commission des clauses abusives, il est logique qu'elle soit compétente pour les clauses abusives dans les contrats entre vendeurs et consommateurs d'instruments financiers ou de titres et valeurs, moyennant les exceptions de l'article 4 de l'arrêté. Les articles 35 et 36 LPC sont donc déclarés applicables par l'arrêté.

L'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o rend applicable l'article 76 LPC. Cette disposition interdit de faire parvenir à une personne, sans demande préalable de sa part, un produit quelconque en l'invitant à acquérir ce produit contre paiement de son prix ou, à défaut, à le renvoyer à son expéditeur, même sans frais. En outre, en cas de non respect de cette interdiction, le destinataire n'a aucune obligation de paiement ni de renvoi. Cette disposition doit être rendue applicable aux instruments financiers et aux titres et valeurs car une telle pratique, qui serait d'ailleurs constitutive d'une sollicitation irrégulière de l'épargne publique, ne saurait être tolérée.

Les articles 84 et 85 LPC interdisent les pratiques de vente en chaîne et la référence abusive à des actions philanthropiques, humanitaires ou de nature à éveiller la générosité du consommateur. Ces interdictions sont rendues applicables par l'article 2, alinéa 1^{er}, 5^o de l'arrêté.

Seule la référence abusive à de telles actions est prohibée. L'arrêté n'interdit pas les opérations financières telles que des dépôts et des acquisitions de titres dont le produit profite en partie à des organisations sans but lucratif. Il n'y a en effet aucun abus à se prévaloir d'une action philanthropique, humanitaire ou de nature à éveiller la générosité du consommateur lorsque le produit de la vente d'un instrument financier ou d'un titre ou d'une valeur bénéficie en partie à de telles actions désintéressées.

L'interdiction des pratiques contraires aux usages honnêtes en matière commerciale doit bien entendu s'appliquer aux vendeurs d'instruments financiers et de titres et valeurs qui doivent d'ailleurs respecter l'article 36 de la loi du 6 avril 1995. Il en est de même de l'action en cessation régie par les articles 95 à 100 LPC ainsi que de la procédure d'avertissement régie par l'article 101 LPC, qui est applicable pour les infractions aux dispositions de la LPC qui sont rendues applicables par l'arrêté. C'est ce qu'impose l'article 2, alinéa 1^{er}, 6^o de l'arrêté.

Contrairement à l'avis L.27.448/1 du Conseil d'Etat, les articles 93 et 95 LPC ne font pas double emploi avec l'action en cessation financière des articles 220 et suivants de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Les actes dont l'article 220 de la loi du 4 décembre 1990 permet de demander la cessation ne sont nullement limités à des opérations relatives à des instruments financiers ou à des titres et valeurs. Ainsi, par exemple, l'article 220, alinéa 2, 1^o permet de demander la cessation de récoltes irrégulières de dépôts remboursables du public, l'article 220, alinéa 2, 4^o sanctionne l'exercice illicite des activités d'entreprise d'investissement ou de conseiller en placements et l'article 220, alinéa 2, 8^o vise l'exercice irrégulier du commerce des devises.

L'action en cessation régie par les articles 220 et suivants de la loi du 4 décembre 1990 vise expressément à permettre d'obtenir la cessation de pratiques exercées en violation des dispositions légales protectrices

De diverse beschermingsmaatregelen in artikel 33 WHP moeten gelden voor transacties met betrekking tot financiële instrumenten of effecten en waarden, aangezien het voorontwerp de artikelen 31 en 32 WHP van toepassing verklaart. Zo niet, zouden deze voorschriften al te gemakkelijk worden miskend.

De mogelijkheid van artikel 34 WHP om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het gebruik van bepaalde bedingen voor te schrijven of te verbieden in verkoopcontracten aangegaan met consumenten, werd gehandhaafd, alhoewel die bepaalde andere wettelijke machtigheden kan overlappen.

Zo bijvoorbeeld :

— de dwingende gedragsregels voor bemiddelaars bij verrichtingen met betrekking tot financiële instrumenten (art. 36 van de wet van 6 april 1995);

— de verplichtingen en verbodsbepalingen inzake uitoefening van vermogensbeheer door kredietinstellingen of beleggingsondernemingen (art. 79, § 3 van de wet van 6 april 1995);

Deze algemene machtigingsbepaling zou dienstig kunnen blijken bij manifest oneerlijke bedingen of voorwaarden in bepaalde contracten met betrekking tot effecten en waarden of financiële instrumenten.

Gelet op de algemene bevoegdheid van de Commissie voor onrechtmatige bedingen, is het logisch dat zij bevoegd zou zijn voor oneerlijke bedingen in de contracten tussen verkopers en consumenten in verband met financiële instrumenten of effecten en waarden, rekening houdend met de uitzonderingen van artikel 4 van het besluit. De artikelen 35 en 36 WHP worden door het besluit van toepassing verklaard.

Artikel 2, lid 1, 4^o verklaart artikel 76 WHP van toepassing. Dit voorschrift verbiedt iemand, zonder dat hij hierom eerst heeft verzocht, enig product toe te zenden met het verzoek dit tegen betaling van zijn prijs te verwerven of het anders, zelfs kosteloos, aan de afzender terug te zenden. Als dit verbod niet wordt nageleefd, is de geadresseerde bovendien in geen geval verplicht tot betaling of terugzending. Dit voorschrift moet van toepassing worden verklaard op de financiële instrumenten en op de effecten en waarden, omdat zo'n praktijk, die trouwens zou neerkomen op een onregelmatig beroep op het spaarderpubliek, onduidelbaar zou zijn.

De artikelen 84 en 85 WHP verbieden kettingverkooppraktijken alsook het onrecht verwijzen naar acties van menslievende en humanitaire aard of die gevoelens van vrijgevigheid bij de consument opwekken. Die verbodsbepalingen worden van toepassing verklaard door artikel 2, lid 1, 5^o van het besluit.

Enkel de onrechtmatige verwijzing naar dergelijke acties is verboden. Het besluit verbiedt geen financiële verrichtingen zoals bewaargevingen en aankopen van effecten waarvan de opbrengst gedeeltelijk ten goede komt aan organisaties zonder winstoogmerk. Er schuilt immers geen enkel misbruik in het zich beroepen op een actie van menslievende of humanitaire aard of die gevoelens van vrijgevigheid bij de consument opwekken wanneer de opbrengst van de verkoop van een financieel instrument, een effect of een waarde gedeeltelijk ten goede komt aan dergelijke belangeloze acties.

Het verbod op praktijken strijdig met de eerlijke handelsgebruiken in handelszaken moet uiteraard ook gelden voor verkopers van financiële instrumenten en effecten en waarden, die trouwens artikel 36 van de wet van 6 april 1995 moeten naleven. Hetzelfde geldt voor de vordering tot staking zoals geregeld in de artikelen 95 tot 100 WHP alsook voor de waarschuwingsprocedure van artikel 101 WHP, die geldt voor schendingen van de voorschriften van de WHP die van toepassing worden verklaard door het besluit. Dat geschiedt met artikel 2, lid 1, 6^o van het besluit.

In tegenstelling tot het advies L.27.448/1 van de Raad van State is er geen overlapping tussen de artikelen 93 en 95 WHP en de vordering tot financiële staking van de artikelen 220 en volgende van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

De handelingen waarvan, krachtens artikel 220 van de wet van 4 december 1990, de staking kan worden gevraagd, worden geenszins beperkt tot verrichtingen op financiële instrumenten of op effecten en waarden. Zo kan bijvoorbeeld, krachtens artikel 220, tweede lid, 1^o, de staking worden gevraagd van de onregelmatige werving van terugbetaalbare deposito's van het publiek, beteugelt artikel 220, tweede lid, 4^o het illegaal uitoefenen van de activiteiten van een beleggingsonderneming of een beleggingsadviseur en betreft artikel 220, tweede lid, 8^o het op onregelmatige wijze verrichten van de valutahandel.

De door de artikelen 220 en volgende van de wet van 4 december 1990 geregelde vordering tot staking is expliciet bedoeld om de staking mogelijk te maken van praktijken die worden uitgeoefend in

de l'épargne publique, distinctes des dispositions de la LPC. Le Gouvernement est donc d'avis que l'application des articles 93 à 95 LPC aux "ventes" d'instruments financiers et de titres et valeurs n'a nullement pour effet d'abroger l'article 220 précité.

En vertu de l'article 2, alinéa 1^{er}, 7° de l'arrêté, les sanctions pénales prévues par les articles 102 à 110 LPC sont rendues applicables. Cette application ne vaudra bien sûr que pour les manquements à des dispositions de la LPC qui ont été rendues applicables par l'arrêté.

Les articles 113 à 117 LPC confèrent compétence aux agents commissionnés par le ministre des Affaires économiques pour rechercher et constater les infractions mentionnées aux articles 102 à 105 LPC (art. 113 LPC), ainsi que pour rechercher et constater des actes pouvant faire l'objet d'une action en cessation visée à l'article 95 ou à l'article 97 LPC (art. 114 et 115 LPC).

Ces agents commissionnés peuvent proposer aux contrevenants aux articles 102 à 105 LPC, le paiement d'une somme qui éteint l'action publique (art. 116 LPC). Le ministère public peut ordonner la saisie de produits faisant l'objet d'une infraction mentionnée aux articles 102 à 105 LPC (art. 117 LPC). Les agents commissionnés peuvent effectuer une saisie conservatoire (art. 117 LPC).

Ces dispositions sont rendues applicables par l'article 2, alinéa 1^{er}, 8° de l'arrêté.

L'article 2, alinéa 2 de l'arrêté exclut l'application de l'alinéa 1^{er} à certaines expositions, offres et ventes publiques d'instruments financiers ou de titres et valeurs.

1° Sont tout d'abord exclus de l'application de l'alinéa 1^{er}, les instruments financiers et les titres et valeurs qui font l'objet d'expositions, d'offres ou de ventes publiques visées par le titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, pour autant que ces émissions aient fait l'objet soit d'un prospectus approuvé ou reconnu par la Commission bancaire et financière, soit d'une dispense totale de prospectus accordée ou reconnue par la même Commission.

Le Gouvernement avait indiqué dans l'exposé des motifs de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses dont l'article 177 a modifié le dernier alinéa de l'article 1^{er} LPC qu'il était "favorable à l'idée de déclarer les dispositions de la LPC applicables aux valeurs mobilières à condition toutefois de ne pas compromettre le bon déroulement des opérations sur valeurs mobilières qui sont d'ores et déjà régies par des règles et des contrôles stricts en matière d'information" (*Doc. Parl. Sénat*, 1994-1995, n° 1218-1, p. 79).

Or, force est de constater que l'application de la LPC en ce compris les dispositions relatives aux clauses abusives - aux émissions publiques risquerait de poser différents problèmes.

En premier lieu, la définition que la LPC donne de la "vente" implique que tout émetteur de titres et valeurs serait considéré comme un vendeur au sens de la LPC. Par contre, les personnes qui répondraient à son offre ne seraient pas toutes des consommateurs au sens de la LPC. Ainsi, par exemple, l'investisseur institutionnel qui souscrirait à une augmentation de capital d'une société cotée acquerrait des actions à des fins professionnelles et ne serait donc pas un consommateur au sens de la LPC. La LPC donnerait donc plus de droits aux actionnaires consommateurs qu'aux actionnaires professionnels. Il ne paraît pas souhaitable d'accepter une telle disparité de traitement dans une matière qui vise à traiter de manière égale tous les actionnaires.

C'est notamment pour cette raison que le Gouvernement considère - malgré la remarque 2.1. de l'avis du Conseil d'Etat n° 30.195/1/V - que l'exception doit porter sur toutes les dispositions de la LPC rendues applicables par l'arrêté, en ce compris les clauses abusives. Une émission publique doit pouvoir suivre son cours sans être interrompue par des contestations relatives à la LPC.

En deuxième lieu, toute émission publique de titres et valeurs doit en principe être précédée d'un prospectus approuvé par la Commission bancaire et financière. Ce prospectus doit contenir les renseignements qui, selon les caractéristiques de l'opération concernée, sont nécessaires pour que le public puisse porter un jugement fondé sur la nature de l'affaire et sur les droits attachés aux titres (art. 29, A.R. n° 185).

L'approbation du prospectus par la Commission bancaire et financière suppose que, de l'avis de la Commission, le prospectus contienne les renseignements qui sont nécessaires pour que le public puisse

strijdt met de wettelijke bepalingen ter bescherming van het spaarderspubliek andere dan de bepalingen van de WHP. De Regering is dus van oordeel dat de toepassing van de artikelen 93 tot 95 WHP op de "verkoop" van financiële instrumenten en effecten en waarden geenszins de opheffing van het voornoemde artikel 220 tot gevolg heeft.

Krachtens artikel 2, lid 1, 7° van het besluit worden de strafrechtelijke sancties waarin de artikelen 102 tot 110 WHP voorzien, van toepassing verklaard. Dat geldt uiteraard alleen voor de schendingen van de voorschriften van de WHP die door het besluit van toepassing zijn verklaard.

De artikelen 113 tot 117 WHP machtigen de door de Minister van Economische Zaken aangestelde ambtenaren om de in de artikelen 102 tot 105 WHP (artikel 113 WHP) vermelde inbreuken op te sporen en vast te stellen, alsook om daden op te sporen en vast te stellen waarvoor een vordering tot staking kan worden ingesteld zoals bedoeld in artikel 95 of artikel 97 WHP (art. 114 en 115 WHP).

De hiertoe aangestelde ambtenaren kunnen aan de overtreders van de artikelen 102 tot 105 WHP een som voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen (art. 116 WHP). Het openbaar ministerie kan bevel geven beslag te leggen op de producten die een inbreuk vormen als bedoeld in de artikelen 102 tot 105 WHP (art. 117 WHP). De hiertoe aangestelde ambtenaren kunnen bewarend beslag leggen (art. 117 WHP).

Deze voorschriften worden van toepassing verklaard door artikel 2, lid 1, 8° van het besluit.

Krachtens artikel 2, lid 2 van het besluit is lid 1 niet van toepassing op zekere financiële instrumenten of effecten en waarden die openbaar te koop worden gesteld, te koop worden geboden of openbaar worden verkocht.

1° In de eerste plaats is lid 1 niet van toepassing op financiële instrumenten of effecten en waarden die openbaar te koop worden gesteld, te koop worden geboden of openbaar worden verkocht, zoals bedoeld in titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, in zoverre voor die uitgiften hetzij een prospectus is goedgekeurd of erkend door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, hetzij een volledige prospectusvrijstelling is verleend of erkend door diezelfde Commissie.

In de memorie van toelichting bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, waarvan artikel 177 het laatste lid van artikel 1 WHP heeft gewijzigd, had de Regering gesteld "gunstig te staan tegenover de gedachte om de bepalingen van de WHP van toepassing te verklaren op effecten, althans in zoverre dit het goede verloop niet zou doorkruisen van effectenverrichtingen waarvoor de informatie thans reeds aan strikte regels en controles is onderworpen" (*Parl. St., Senaat*, 1994-1995, nr. 1218-1, p. 79).

De WHP de bepalingen betreffende de onrechtmatige bedingen inbegrepen - op openbare uitgiften toepassen, zou echter onvermijdelijk een aantal problemen kunnen stellen.

In de eerste plaats impliceert de omschrijving die de WHP geeft aan "verkoop", dat elke emittent van effecten en waarden als een verkoper zou worden beschouwd in de zin van de WHP. Daarentegen zou niet iedereen die op zo'n aanbod zou ingaan, als een consument worden beschouwd in de zin van de WHP. Zo bijvoorbeeld zou een institutioneel belegger die zou inschrijven op een kapitaalverhoging bij een genoteerde vennootschap en aandelen zou kopen voor beroepsdoeleinden, geen consument zijn in de zin van de WHP. De WHP zou dus meer rechten geven aan aandeelhoudersconsumenten dan aan professionele aandeelhouders. Dergelijke ongelijke behandeling in een materie waar gelijke behandeling van alle aandeelhouders precies de bedoeling is, lijkt ongewenst.

Dat is met name de reden waarom de Regering van oordeel is dat - ondanks opmerking 2.1. van het advies van de Raad van State nr. 30.195/1/V - de uitzondering betrekking moet hebben op alle bepalingen van de WHP die door het besluit van toepassing worden verklaard, de onrechtmatige bedingen inclusief. Een openbare uitgifte moet haar beloop kunnen hebben zonder door betwistingen betreffende de WHP te worden onderbroken.

In de tweede plaats moet voor elke openbare uitgifte van effecten en waarden in beginsel vooraf een prospectus worden goedgekeurd door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. In dit prospectus staan alle gegevens die, naar gelang van de kenmerken van de betrokken transactie, het publiek nodig heeft om zich een verantwoord oordeel te vormen over de aard van de zaak en de aan de effecten verbonden rechten (art. 29, K.B. nr. 185).

De goedkeuring van het prospectus door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen veronderstelt dat het prospectus naar haar oordeel alle gegevens bevat die het publiek nodig heeft om zich onder

notamment porter un jugement fondé sur les droits attachés aux titres. La Commission procède donc à un contrôle a priori de l'information que les émetteurs vont donner au public. Son contrôle ne comporte toutefois "aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise" (art. 30, A.R. n° 185). Ledit contrôle vise à permettre à tout investisseur de se prononcer en connaissance de cause sur l'opération qui lui est proposée et sur les droits attachés aux titres qui sont émis.

La réglementation belge a prévu de manière minutieuse le contenu minimal des prospectus d'émission. On citera, à cet égard, l'arrêté royal du 31 octobre 1991 relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs, l'arrêté royal du 18 septembre 1990 relatif au prospectus à publier pour l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières et l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés.

Ces divers arrêtés, ainsi que les principes de base contenus dans le titre II de l'arrêté royal n° 185 sont directement inspirés de plusieurs directives européennes dans le domaine des valeurs mobilières dont ils constituent la transposition en droit belge.

Or, l'article 1^{er}, 2 de la directive 93/13/CEE dispose que "les clauses contractuelles qui reflètent des dispositions législatives ou réglementaires impératives ne sont pas soumises aux dispositions de la présente directive". Comme le prospectus contient un certain nombre de précisions qui reflètent nécessairement de telles dispositions, il paraît légitime de se prévaloir de cette exception.

2° Comme cette exclusion ne se justifie que pour les émissions qui font l'objet d'un contrôle a priori de l'information, l'arrêté soumet à certaines dispositions de la LPC les émissions publiques qui sont soit exclues de l'application du titre II précité, soit seulement soumises à son article 26. Ainsi, seront donc soumises aux dispositions de la LPC rendues applicables par l'arrêté :

- les émissions publiques d'euro-obligations simples et ne faisant pas l'objet, en Belgique, d'une campagne de publicité (art. 34, § 1^{er}, 3°);
- les émissions publiques de titres de la Société fédérale d'investissement ou des sociétés régionales d'investissement (art. 34, § 2, 2°);
- les bons de caisse ordinaires émis de manière continue par les établissements de crédit (art. 34, § 2, 3°).

Ceci implique, par exemple, que l'émetteur d'un bon de caisse est soumis aux dispositions de la LPC relatives à la publicité.

De par le fonctionnement du marché primaire des émissions faites ou garanties par l'Etat ou d'autres collectivités publiques en ce compris les titres émis par la Banque centrale européenne, qui n'impliquent que l'émetteur et des professionnels, la LPC ne trouve pas à s'appliquer en l'occurrence. Il a toutefois été jugé utile, afin de renforcer la lisibilité du présent arrêté et d'éviter toute équivoque, de compléter expressément l'éventail des émissions exclues de son champ d'application (article 34, § 1^{er}, 1°, 1° bis, et § 2, 1°, A.R. n° 185 du 9 juillet 1935).

Les transactions réalisées sur les marchés secondaires, qu'ils soient réglementés au sens de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux statuts des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, ou non réglementés comme par exemple le marché des ventes publiques organisé périodiquement par une bourse de valeurs mobilières, sont exclues de facto du champ d'application de la LPC dans la mesure où elles n'impliquent que des professionnels. Cependant, il a été jugé techniquement nécessaire d'exclure explicitement les ventes publiques du champ d'application de l'arrêté car elles sont exclues du champ d'application de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (article 34, § 1^{er}, 2° de l'A.R. n° 185 du 9 juillet 1935).

Les ventes publiques ordonnées par justice ont quant à elles été expressément exclues du champ d'application du présent arrêté, bien que l'étant également de l'arrêté royal n° 185 précité, au motif que bien qu'étant susceptible d'impliquer des non professionnels, elles jouissent d'un encadrement légal suffisant d'application (article 34, § 1^{er}, 2° de l'A.R. n° 185 du 9 juillet 1935).

Les deux exceptions ne produisent leurs effets que pendant la durée des opérations soumises au contrôle de la Commission bancaire et financière.

meer een verantwoord oordeel te vormen over de aan de effecten verbonden rechten. De Commissie controleert dus a priori de informatie die emittenten aan het publiek gaan geven. Die goedkeuring houdt evenwel "geen beoordeling in van de opportuniteit en de kwaliteit van de verrichting noch van de positie van diegene die ze uitvoert" (art. 30, K.B. nr. 185). Die controle heeft tot doel elke belegger in staat te stellen zich met kennis van zaken een oordeel te vormen over de voorgestelde verrichting en de aan de uitgegeven effecten verbonden rechten.

De Belgische reglementering heeft de minimuminhoud van een uitgifteprospectus minutieus geregeld. In dit verband wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 31 oktober 1991 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd bij openbare uitgifte van effecten en waarden, het koninklijk besluit van 18 september 1990 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd voor de opname van effecten in de eerste markt van een effectenbeurs en het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen.

Deze diverse besluiten alsook de basisbeginselen van titel II van het koninklijk besluit nr. 185, zijn rechtstreeks ingegeven door een aantal Europese effectenrichtlijnen waarvan zij de omzetting in het Belgisch recht vormen.

In dit verband stelt artikel 1, 2 van de richtlijn 93/13/EEG dat "contractuele bedingen waarin dwingende wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn overgenomen, niet aan deze richtlijn zijn onderworpen". Aangezien het prospectus een zeker aantal gegevens bevat die onvermijdelijk dergelijke bepalingen overnemen, lijkt het verantwoord die uitzondering in te roepen.

2° Aangezien deze uitsluiting enkel kan gelden voor uitgiften waarvoor er een a priori controle op de informatieverstreking geschiedt, verklaart het besluit sommige bepalingen van de WHP van toepassing op openbare uitgiften die hetzij zijn uitgesloten van de toepassing van de voornoemde titel II, hetzij enkel onder artikel 26 daarvan vallen. De bepalingen van de WHP worden derhalve door het besluit van toepassing verklaard op :

- openbare uitgiften van gewone euro-obligaties, waarvoor in België geen reclamecampagne wordt gevoerd (art. 34, § 1, 3°);
- openbare uitgiften van effecten van de Federale Investeringsmaatschappij of de gewestelijke investeringsmaatschappijen (art. 34, § 2, 2°);
- gewone kasbons die doorlopend zijn uitgegeven door de kredietinstellingen (art. 34, § 2, 3°).

Dit impliceert, bijvoorbeeld, dat de emittent van een kasbon onderworpen is aan de reclamevoorschriften van de WHP.

Gezien de werking van de primaire markt voor uitgiften, verricht of gewaarborgd door de Staat of andere openbare besturen, waaronder de uitgiften van effecten door de Europese Centrale Bank, waarbij enkel de emittent en de professionele marktdeelnemers betrokken zijn, is de WHP in dit geval niet van toepassing. Teneinde de leesbaarheid van dit besluit te verbeteren en elke mogelijke dubbelzinnigheid te vermijden, werd het niettemin nuttig geacht om de lijst van uitgiften waarop de WHP niet van toepassing is, uitdrukkelijk aan te vullen (artikel 34, § 1, 1°, 1° bis en § 2, 1° van het KB nr. 185 van 9 juli 1935).

De transacties die worden verricht op de secundaire markten, ongeacht of die gereguleerd zijn in de zin van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, of niet gereguleerd zijn, zoals bijvoorbeeld de veilingen die periodiek worden georganiseerd door een effectenbeurs, vallen de facto buiten het toepassingsgebied van de WHP voorzover hier uitsluitend professionele marktdeelnemers bij betrokken zijn. Toch werd geoordeeld dat het technisch gezien noodzakelijk was om de veilingen uitdrukkelijk weg te laten uit het toepassingsgebied van het besluit aangezien die buiten het toepassingsgebied vallen van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (artikel 34, § 1, 2° van het KB nr. 185 van 9 juli 1935).

De openbare verkopeningen opgelegd door het gerecht, werden uitdrukkelijk weggelaten uit het toepassingsgebied van dit besluit, hoewel zij reeds buiten het toepassingsgebied van het voormelde KB nr. 185 vielen. Hoewel hier waarschijnlijk niet-professionele marktdeelnemers bij betrokken zijn, werd geoordeeld dat er voor deze openbare verkopeningen een toereikende wettelijke omkadering van toepassing was (artikel 34, § 1, 2° van het KB nr. 185 van 9 juli 1935).

De twee uitzonderingen gelden slechts tijdens de looptijd van de verrichtingen waarop de Commissie voor het Bank- en Financieuzen toeziet.

Lorsque des instruments financiers ou des titres et valeurs font l'objet d'expositions, d'offres ou de ventes publiques visées à l'article 2, alinéa 2, 1^o ou 2^o de l'arrêté, ils sont soustraits à l'application de l'article 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté. Aucune disposition de la LPC ne leur est donc applicable pendant la durée de l'émission concernée.

Ainsi, par exemple, si une société procède à une augmentation de capital par souscription publique, les actions issues de cette souscription ne tomberont pas dans le champ d'application de l'arrêté pour tout ce qui touche leur souscription publique. Celle-ci sera régie tant par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales que par la réglementation financière relative aux émissions publiques. Par contre, lorsque l'opération aura pris fin, les actions créées seront bien visées par l'arrêté. Ainsi, une cession privée de ces actions entre un vendeur et un consommateur au sens de la LPC sera visée par l'arrêté, de même que l'achat en bourse de ces actions par un consommateur grâce à un contrat de commission conclu avec un intermédiaire financier.

Article 3

Selon l'article 3, certaines des dispositions de la LPC relatives à la publicité, à l'obligation d'information à l'égard du consommateur, aux clauses abusives et à la Commission des clauses abusives sont rendues applicables à toute publication, tout document et toute publicité, diffusés par écrit ou au moyen de tout autre support, portant sur l'émission publique ou l'offre en vente en Belgique de parts ou de titres d'un organisme de placement collectif ou de certificats immobiliers.

Seules certaines dispositions de la LPC sont nécessaires pour assurer la protection des consommateurs en ce qui concerne les émissions publiques et la commercialisation en Belgique des parts, des titres et des certificats concernés. Pour le surplus, en effet, le régime juridique qui est applicable à ces opérations présente déjà des garanties suffisantes.

Il appartiendra donc aux organismes de placement collectif, déjà régis par le livre III de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, ainsi que par divers arrêtés d'exécution, d'également respecter les dispositions de la LPC rendues applicables par l'arrêté qui Vous est soumis.

La Commission bancaire et financière aura à se préoccuper du respect de ces dispositions dans le cadre du contrôle qu'elle exerce sur les organismes de placement collectif.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, il s'indique, par identité de motifs avec le régime des émissions publiques, de ne pas soumettre à ces dispositions de la LPC les parts ou les titres d'organismes de placement collectif à nombre fixe de parts et les certificats immobiliers qui font l'objet d'une émission publique ou d'une offre en vente en Belgique régie par le livre III de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

En effet, l'émission ponctuelle de ces parts fait l'objet de règles strictes en matière d'information du public. Elles se retrouvent dans le livre III de la loi du 4 décembre 1990 précitée, dans l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif, dans l'arrêté royal du 29 novembre 1993 relatif aux organismes de placement en créances, dans l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux Sicaf immobilières et dans l'arrêté royal du 18 avril 1997 relatif aux organismes de placement investissant dans des sociétés non cotées et dans des sociétés en croissance.

Ces règles feraient, tout comme les règles concernant les émissions publiques d'instruments financiers ou de titres et valeurs, double emploi avec les articles de la LPC rendus applicables aux parts d'organismes de placement collectif et aux certificats immobiliers.

Cette exception ne vaut évidemment pas pour les parts d'organismes de placement collectif à nombre variable de parts. Celles-ci sont en effet offertes au public de manière permanente.

Wanneer financiële instrumenten of effecten en waarden openbaar te koop worden gesteld, te koop worden geboden of verkocht, zoals bedoeld in artikel 2, lid 2, 1^o of 2^o van het besluit, is artikel 2, lid 1 van het besluit niet op hen van toepassing. Geen enkele bepaling van de WHP is dus op hen van toepassing tijdens de looptijd van de betrokken uitgifte.

Zo zullen, bijvoorbeeld, wanneer een vennootschap haar kapitaal verhoogt via een openbare inschrijving, de daaruit voortvloeiende aandelen niet onder de toepassing van het besluit vallen voor alle aspecten die verband houden met de openbare inschrijving. Die aspecten zullen worden geregeld door zowel de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen als de financiële reglementering inzake openbare uitgiften. Wanneer de verrichting echter is beëindigd, zullen de op die manier gecreëerde aandelen wel degelijk onder de toepassing van het besluit vallen. Zo zal een particuliere overdracht van die aandelen tussen een verkoper en een consument in de zin van de WHP onder de toepassing van het besluit vallen, net als de aankoop door een consument van dergelijke aandelen op de beurs in het kader van een commissieovereenkomst gesloten met een financiële bemiddelaar.

Artikel 3

Artikel 3 verklaart bepaalde voorschriften van de WHP die betrekking hebben op de reclame, de verplichte informatieverstrekking aan de consument, de oneerlijke bedingen en de Commissie voor onrechtmatige bedingen, van toepassing op elke publicatie, elk stuk en elke reclame die schriftelijk of anderszins worden verspreid en betrekking hebben op de openbare uitgifte of tekoopaanbieding in België, van rechten van deelneming en effecten in een collectieve beleggingsinstelling of van vastgoedcertificaten.

Enkel zekere bepalingen van de WHP zijn noodzakelijk om de bescherming van de consumenten te verzekeren wat betreft de openbare uitgiften en de verhandeling, in België, van de betrokken rechten van deelneming, effecten en certificaten. Voor het overige biedt het juridische stelsel dat van toepassing is op deze transacties inderdaad reeds voldoende waarborgen.

Collectieve beleggingsinstellingen die al onder boek III vallen van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, alsook onder een aantal uitvoeringsbesluiten, zullen dan ook de WHP-voorschriften moeten naleven die bij het besluit dat U wordt voorgelegd van toepassing worden verklaard.

In het kader van haar toezichtopdracht zal de Commissie voor het Bank- en Financiewezen nagaan of de instellingen voor collectieve belegging die voorschriften naleven.

In uitzondering op lid 1 is het, om dezelfde redenen als voor de regeling inzake openbare uitgiften, aangewezen die bepalingen van de WHP niet van toepassing te verklaren op de rechten van deelneming in of de effecten van de collectieve beleggingsinstellingen met een vast aantal rechten van deelneming en op de vastgoedcertificaten die in België openbaar worden uitgegeven of worden verkocht, zoals bedoeld in boek III van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

Immers, voor de niet doorlopende uitgifte van dergelijke rechten van deelneming gelden strikte regels inzake informatieverstrekking aan het publiek. Die regels staan in boek III van de voornoemde wet van 4 december 1990, het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging, het koninklijk besluit van 29 november 1993 op de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, het koninklijk besluit van 10 april 1995 met betrekking tot vastgoed-Beveks en het koninklijk besluit van 18 april 1997 met betrekking tot de instellingen voor belegging in niet-genoteerde vennootschappen en in groeibedrijven.

Net als de regels inzake de openbare uitgiften van financiële instrumenten of van effecten en waarden, zouden die regels en de artikelen van de WHP die van toepassing zijn verklaard op rechten van deelneming in collectieve beleggingsinstellingen en op vastgoedcertificaten, elkaar overlappen.

Die uitzondering geldt natuurlijk niet voor de rechten van deelneming in collectieve beleggingsinstellingen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming. Dergelijke rechten van deelneming worden immers doorlopend aan het publiek aangeboden.

Article 4

L'article 4 dispose que l'arrêté n'entrera en vigueur que le premier jour du quatrième mois suivant sa publication au *Moniteur belge*. Le secteur financier pourra ainsi adapter les conditions générales de ses contrats relatifs aux produits financiers pour tenir compte des dispositions de la LPC rendues applicables par le présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs.

La Ministre de la Protection de la consommation,
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Classes moyennes,
J. GABRIELS

PREMIER AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 23 février 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "rendant applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur", a donné le 26 mars 1998 l'avis suivant :

Portée et fondement légal du projet

1.1. Dans sa version originelle, l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur exclut purement et simplement du champ d'application de cette loi les valeurs mobilières et autres instruments financiers visés par la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers. Il appert des travaux préparatoires de cette disposition, insérée par un amendement du gouvernement, que, de l'avis de ses auteurs, la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, qui à l'époque était également à l'examen au Parlement, offrirait suffisamment de garanties en matière de protection du public.

1.2. Depuis lors, des problèmes se sont toutefois posés concernant entre autres l'application des dispositions du chapitre IV de la loi précitée, notamment en ce qui concerne la publicité pour les valeurs mobilières (1). C'est pourquoi il a été jugé utile de pouvoir rendre les dispositions de la loi du 14 juillet 1991, notamment celles concernant la publicité et les clauses abusives, applicables aux valeurs mobilières, à condition de ne pas compromettre le bon déroulement des opérations sur valeurs mobilières qui sont d'ores et déjà régies par des règles et des contrôles stricts en matière d'information. A cette fin, l'article 177 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses compléta le texte existant de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1991, d'un alinéa disposant que "dans les conditions et compte tenu des adaptations qu'il détermine, le Roi peut toutefois déclarer certaines dispositions de la présente loi applicables aux valeurs mobilières et autres instruments financiers précités ou à des catégories d'entre eux. » . C'est cette disposition qui constitue le fondement légal du présent projet.

2. A cet égard, les auteurs du projet semblent partir du principe que, hormis ce qui concerne les émissions faites ou garanties par l'Etat ou d'autres instances publiques (article 2 du projet), la loi du 14 juillet 1991 est applicable pour autant que la réglementation financière ne prescrive pas de contrôle ou de règles de publicité. Le champ d'application est délimité en définissant tout d'abord le plus largement possible la notion "(d')instruments financiers et (de) titres et valeurs" (article 1^{er}, 2, du projet), pour ensuite indiquer, à l'article 3 du projet, les dispositions de la loi du 14 juillet 1991 applicables à ces instruments financiers et à ces titres et valeurs (article 3 du projet). Ainsi, un nombre important de dispositions de la loi précitée sont déclarées applicables par analogie aux instruments financiers visés à l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et aux titres et valeurs visés à l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. Selon la première phrase de l'article 3 du projet, une exception est faite pour les parts d'organismes de placement collectif (article 1^{er}, 2°, de la loi précitée du 6 avril 1995 et article 105 de la loi du

Artikel 4

Artikel 4 bepaalt dat het besluit pas in werking zal treden op de eerste dag van de vierde maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. Zo kan de financiële sector de algemene voorwaarden van de contracten met betrekking tot financiële producten aanpassen om rekening te kunnen houden met die bepalingen van de WHP die bij onderhavig besluit van toepassing worden verklaard.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaren.

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Middenstand,
J. GABRIELS

EERSTE ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 23 februari 1998, door de Minister van Economie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij sommige bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, van toepassing worden verklaard op financiële instrumenten, effecten en waarden », heeft op 26 maart 1998 het volgende advies gegeven :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1.1. Het oorspronkelijke artikel 1, tweede lid, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, sluit de effecten en andere financiële instrumenten bedoeld in de wetgeving betreffende de financiële transacties en de financiële markten, zonder meer uit van de toepassing van die wet. Uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling, welke bij regeringsamendement werd ingevoegd, blijkt dat naar het oordeel van haar stellers de toen eveneens in het Parlement ter behandeling staande wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten voldoende waarborgen zou bieden inzake de bescherming van het publiek.

1.2. Sindsdien zijn evenwel problemen gerezen, onder meer met betrekking tot de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk IV van de voornoemde wet, meer bepaald betreffende de reclame op effecten (1). Om die reden werd het nodig geacht de bepalingen van de wet van 14 juli 1991, inzonderheid die betreffende reclame en onrechtmatige bedingen, op effecten van toepassing te kunnen verklaren, voor zover dit het goede verloop niet zou doorkruisen van effectenverrichtingen waarvoor de informatie reeds aan strikte regels en controles is onderworpen. Te dien einde heeft artikel 177 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen aan de bestaande tekst van artikel 1, tweede lid, van de wet van 14 juli 1991 een voorschrift toegevoegd, luidens hetwelk "onder de voorwaarden en rekening houdend met de aanpassingen die Hij bepaalt de Koning (evenwel) sommige bepalingen van deze wet van toepassing (kan) verklaren op voornoemde effecten en andere financiële instrumenten of op categorieën daarvan. » . Het is die bepaling welke de rechtsgrond vormt van het doorliggende ontwerp.

2. Hierbij lijken de stellers van het ontwerp als uitgangspunt te nemen dat, behoudens wat betreft de uitgiften gedaan of gewaarborgd door de Staat of door andere openbare instanties (artikel 2 van het ontwerp), de wet van 14 juli 1991 van toepassing is voor zover de financiële reglementering geen controle of publiciteitsregels voorschrijft. Bij het bepalen van het toepassingsgebied bestaat de werkwijze erin, vooreerst een zo ruim mogelijke definitie te geven van het begrip "financiële instrumenten en effecten en waarden" (artikel 1, 2, van het ontwerp), om vervolgens, in artikel 3 van het ontwerp, de bepalingen van de wet van 14 juli 1991 aan te wijzen die van toepassing zijn op deze financiële instrumenten en effecten en waarden (artikel 3 van het ontwerp). Aldus wordt een groot aantal bepalingen van de voornoemde wet van overeenkomstige toepassing verklaard op de financiële instrumenten vermeld in artikel 1 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, en op de effecten en waarden bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten. Blijkens de eerste zin van artikel 3

4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers) et pour les certificats immobiliers (article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières et article 106 de la loi précitée du 4 décembre 1990). L'article 4, alinéa 1^{er}, du projet, déclare applicables à ces deux instruments financiers un nombre limité de dispositions de la loi du 14 juillet 1991, notamment en matière de publicité et de clauses abusives.

Examen du texte

1. La question se pose de savoir si le procédé esquissé ci-dessus, qui déclare que certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 s'appliquent par analogie à certains instruments financiers, titres et valeurs, est bien le plus adéquat pour garantir la sécurité juridique dans l'application de ces dispositions et la transparence de la réglementation.

1.1. L'absence de définition générale de ce qu'il convient d'entendre précisément en droit financier belge par "instruments financiers", "titres" et "valeurs" rend cependant malaisée la rédaction d'un texte cohérent en la matière. En effet, chaque loi ou réglementation donne sa propre définition et a ainsi son propre champ d'application. Il serait dès lors recommandé, sous cet angle, que les auteurs du projet se limitent à indiquer limitativement et avec précision les instruments financiers, titres et valeurs auxquels s'appliquent certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 précitée plutôt que de partir d'une définition la plus large possible, en ayant recours à la technique de la référence, pour formuler ensuite des exceptions à cette définition.

1.2.1. Toujours en ce qui concerne la définition du champ d'application, il est à remarquer que l'article 2 du projet entend soustraire à l'application des dispositions de la loi du 14 juillet 1991 certains émetteurs qui fournissent des informations sur certaines opérations, sous le contrôle de la Commission bancaire et financière. Toutefois, à cet égard, toutes les dispositions de cette loi sont déclarées inapplicables, y compris les dispositions relatives aux clauses abusives et pas seulement celles relatives aux informations financières.

1.2.2. En outre, selon l'article 2 du projet, ce ne sont pas l'opération et les informations afférentes en soi qui sont soustraites à l'application de l'arrêté en projet, mais bien l'émetteur. Le projet ne précise pas ce qu'il convient d'entendre par la notion d'"émetteur". C'est ainsi que cette notion peut faire référence à la société ou autre personne morale qui met en circulation les droits de l'associé (actions) ou du créancier (obligations). En tout état de cause, il convient de préciser si la notion visée concerne également les personnes - par exemple des actionnaires - qui, après avoir acquis les titres de la société, les offrent en vente dans le cadre d'une émission publique. En effet, ces opérations font aussi l'objet d'une diffusion d'informations sous le contrôle préalable de la Commission bancaire et financière.

Si telle devait être l'intention des auteurs du projet, il y aura lieu de préciser l'article 2 en ce sens que ce n'est pas l'"émetteur" qui est visé, mais bien "les informations qui ont fait l'objet du contrôle préalable de la Commission bancaire et financière". Ainsi, d'autres opérations, telles que l'offre publique d'achat, seront également soustraites à l'application de la loi précitée du 14 juillet 1991 et il sera garanti que seule l'information approuvée par la Commission bancaire et financière ou ne devant pas faire l'objet de pareille approbation, sera soustraite à l'application de cette loi.

2. Le projet soulève également des questions relatives à l'applicabilité de certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 aux instruments financiers visés par le projet. Ainsi l'application de cette loi sera tantôt préjudiciable aux transactions sur titres de l'investisseur et tantôt elle posera des problèmes d'efficacité. C'est notamment le cas pour les dispositions suivantes de la loi du 14 juillet 1991 :

— l'article 23, 7°, interdisant la publicité comparative qui permet d'identifier les parties;

— l'article 23, 10°, interdisant la publicité pour des avantages tributaires du hasard; à ce propos, la question se pose de savoir si les options et contrats analogues sont tributaires du hasard, à savoir du fonctionnement global des marchés;

— l'article 23, 12°, interdisant la publicité qui se réfère à des tests comparatifs effectués par des organisations de consommateurs; dans la pratique, ceux-ci peuvent être utilisés pour comparer des certificats

van het ontwerp, wordt hierbij uitzondering gemaakt voor de rechten van deelneming in collectieve beleggingsinstellingen (artikel 1, 2° van de voornoemde wet van 6 april 1995 en artikel 105 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten) en voor de vastgoedbewijzen (2) (artikel 1 van de wet van 10 juli 1969 op het solliciteren van het openbaar spaarwezen, onder meer inzake roerende waarden en artikel 106 van de voornoemde wet van 4 december 1990). Op deze twee financiële instrumenten verklaart artikel 4, eerste lid, van het ontwerp, een beperkt aantal bepalingen van de wet van 14 juli 1991, meer bepaald inzake reclame en onrechtmatige bedingen, van toepassing.

Onderzoek van de tekst

1. De vraag rijst of de zoëven geschetste werkwijze waarbij een aantal bepalingen van de wet van 14 juli 1991 van overeenkomstige toepassing wordt verklaard op sommige financiële instrumenten, effecten en waarden, vanuit het oogpunt van een rechtszekere toepassing van die bepalingen en van transparantie van de regelgeving, wel de meest adequate is.

1.1. Het opstellen van een coherente tekst terzake wordt weliswaar bemoeilijkt door het ontbreken van een allesomvattende definitie van wat in het Belgisch financieel recht precies onder "financiële instrumenten", "effecten" en « waarden » moet worden verstaan. Iedere wet of reglementering hanteert immers haar eigen definitie en heeft daardoor haar eigen toepassingsgebied. In dat licht zou het dan ook aanbeveling verdienen dat de stellers van het ontwerp er zich toe bepalen op limitatieve en nauwkeurige wijze de financiële instrumenten, effecten en waarden waarop sommige bepalingen van de voornoemde wet van 14 juli 1991 van toepassing zijn, aan te duiden, veeleer dan te vertrekken van een zo ruim mogelijke definitie, via de techniek van de verwijzing, en daarop dan uitzonderingen te formuleren.

1.2.1. Nog in verband met de omschrijving van het toepassingsgebied, moet worden opgemerkt dat artikel 2 van het ontwerp beoogt bepaalde emittenten, die onder het toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen over bepaalde verrichtingen informatie verschaffen, van de toepassing van de bepalingen van de wet van 14 juli 1991 vrij te stellen. Daarbij worden echter alle bepalingen van deze wet buiten toepassing verklaard, inclusief deze betreffende de onrechtmatige bedingen, en niet enkel die welke betrekking hebben op de financiële informatie.

1.2.2. Bovendien wordt door artikel 2 van het ontwerp niet de verrichting en de daarbij behorende informatie op zichzelf vrijgesteld, maar wel de emittent. Wat onder de notie "emittent" moet worden verstaan, wordt in het ontwerp niet verduidelijkt. Zo kan dit begrip betrekking hebben op de vennootschap of op de andere rechtspersoon, die de rechten van vennoot (aandelen) of van de schuldeiser (obligaties) in omloop brengt. Of bedoelde notie ook betrekking heeft op personen - bijvoorbeeld aandeelhouders die, na de effecten verworven te hebben van de vennootschap, deze in het kader van een openbare uitgifte te koop aan bieden - verdient alleszins verduidelijking. Deze verrichtingen geven immers evenzeer aanleiding tot informatieverbreiding, welke plaats heeft onder het voorafgaand toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen.

Indien zulks zou stroken met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, zal artikel 2 dan ook in die zin verduidelijkt moeten worden dat niet de "emittent" gevisieerd wordt doch wel "de informatie die het voorwerp is geweest van het voorafgaand toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen". Zo zullen ook andere verrichtingen, waaronder het openbaar overnamebod, aan de toepassing van de voornoemde wet van 14 juli 1991 worden onttrokken, en wordt gewaarborgd dat enkel de informatie die door de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen is goedgekeurd of van goedkeuring is vrijgesteld, buiten de toepassing van die wet valt.

2. Het ontwerp doet ook vragen rijzen met betrekking tot de toepasbaarheid van sommige bepalingen van de wet van 14 juli 1991 op de in het ontwerp bedoelde financiële instrumenten. Zo zal de toepassing van die wet nu eens nadelig zijn voor de effectentransacties van de belegger, dan weer problematisch vanuit een oogpunt van efficiëntie. Zulks is onder meer het geval met de volgende bepalingen van de wet van 14 juli 1991 :

— artikel 23, 7°, bepaling die vergelijkende reclame met identificatie van de partijen onmogelijk maakt;

— artikel 23, 10°, waarbij het niet toegelaten is reclame te maken voor voordelen afhankelijk van het toeval; in dat verband rijst de vraag of opties en gelijkaardige contracten afhankelijk zijn van toeval, d.w.z. — van de algehele werking van de markten;

— artikel 23, 12°, houdende het verbod van reclame die verwijst naar vergelijkende tests van consumentenorganisaties; deze kunnen in de praktijk worden gebruikt voor de vergelijking van vastgoedcertificaten,

immobiliers, des fonds de placement, etc. L'application de cette disposition pourrait priver le consommateur d'un élément de comparaison précieux. Du reste, ces informations sont déjà diffusées actuellement et elles sont particulièrement utiles pour le consommateur;

— l'article 25 ne peut, de par sa nature même, s'appliquer aux instruments financiers;

— l'article 26; l'application de cette disposition peut poser problème, par exemple lorsque des fonds de placement sont offerts en vente pendant la période de souscription, pendant laquelle il est d'usage de ne pas imputer de droits d'entrée. On peut se demander alors s'il y a lieu d'appliquer les articles 3 à 6 de la loi du 14 juillet 1991, alors que ces dispositions légales n'ont pas été déclarées applicables en tant que telles par le projet;

— l'article 32, 1°, n'est pas conciliable avec les règles usuelles qui régissent le placement d'actions. L'investisseur s'engage à acheter une quantité donnée et, en cas de sursouscription, le vendeur - membre du syndicat de prise ferme - fixe la quantité d'actions qui sera attribuée à chacun des investisseurs. Cette quantité ne peut être déterminée à l'avance;

— l'application de l'article 32, 2°, pose le même problème : le placement peut en effet se faire en fonction du nombre de souscriptions et le prix montera suivant que le nombre de souscriptions augmentera. Conformément à l'usage, si le nombre de souscriptions excède le nombre de titres offerts en vente, le vendeur se réserve le droit de fournir des titres supplémentaires issus d'une réserve que l'émetteur ou un tiers met à sa disposition;

— vu la nature de l'interdiction, l'article 32, 7°, ne peut s'appliquer aux instruments financiers;

— l'article 32, 9°, laquelle disposition est inconciliable avec le remboursement d'obligations avant termes par tirage au sort ou simplement de manière unilatérale (par exemple, en cas de baisse du taux du marché);

— l'article 32, 14°, selon lequel il est abusif d'interdire au consommateur de compenser une dette envers le vendeur avec une créance qu'il aurait sur lui. Les opérations sur titres s'effectuant la plupart du temps sur des comptes ouverts auprès de l'organisme financier. Cela implique une compensation. L'application de cette règle aurait dès lors pour effet que les opérations sur titres ne pourraient se faire que contre paiement au comptant, ce qui est contraire aux pratiques au marché généralement admises;

— l'article 32, 18°, est également difficilement applicable en ce qu'il interdit de limiter les moyens de preuve que le consommateur peut utiliser. Il est concevable que des particuliers passeront également des commandes de titres par voie électronique. En ce qui concerne les transactions sur titres effectuées par voie électronique, les moyens de preuve sont toutefois limités aux données introduites dans le système d'enregistrement électronique, sans preuve contraire possible. Cela vaut également pour les distributeurs de billets;

— l'article 32, 19°, selon lequel il est interdit de stipuler qu'en cas de conflit, le consommateur renonce à tout moyen de recours contre le vendeur. Sans doute peut-on mentionner à ce propos le cas du consommateur qui, n'ayant pas payé dans les délais les titres qu'il a achetés, doit accepter que le courtier vende ses titres, éventuellement à perte, sur le marché, afin de se rattraper sur le produit de cette vente;

— l'article 85, une disposition qui interdit d'offrir en vente ou de vendre en faisant abusivement état d'actions philanthropiques, humanitaires, ou de nature à éveiller la générosité du consommateur. L'application de cette disposition pourrait avoir pour effet de rendre illicites des opérations financières - dépôts et acquisition de titres - dont le produit profite en partie à des organisations sans but lucratif. La question se pose de savoir si telle est bien l'intention des auteurs du texte;

— les articles 93 à 95, concernant les pratiques contraires aux usages honnêtes et l'action en cessation y afférente. En ce qui concerne ces dispositions, la question se pose de savoir dans quelle mesure l'action en cessation visée ne fait pas double emploi avec l'action visée à l'article 220 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers. Déclarer les articles 93 à 95 applicables par analogie reviendrait à abroger implicitement l'article 220 précité, dont la portée est nettement plus limitée;

beleggingsfondsen, enz. De toepassing van deze bepaling kan tot gevolg hebben dat de consument van een waardevol element van vergelijking verstoken blijft. Overigens worden deze gegevens thans reeds verspreid, en zijn zij bijzonder nuttig voor de consument;

— artikel 25 kan door de aard van de bepaling zelf niet worden toegepast op financiële instrumenten;

— artikel 26; de toepassing van deze bepaling kan problemen doen rijzen, bijv. wanneer beleggingsfondsen worden aangeboden tijdens de inschrijvingsperiode, en het daarbij gebruikelijk is geen intredekosten aan te rekenen. De vraag rijst dan of de artikelen 3 tot 6 van de wet van 14 juli 1991 moeten worden toegepast, ofschoon deze wetsbepalingen op zichzelf niet van overeenkomstige toepassing zijn verklaard door het ontwerp;

— artikel 32, 1°, is niet verenigbaar met de gebruikelijke regelen betreffende de plaatsing van aandelen. De belegger verbindt zich ertoe een bepaalde hoeveelheid te kopen en de verkoper - lid van het vast overnamesyndicaat - bepaalt in geval van overinschrijving hoeveel aan elk van de beleggers zal worden toegekend. Deze hoeveelheid kan niet vooraf worden bepaald;

— artikel 32, 2°, levert in zijn toepassing hetzelfde probleem op : de plaatsing kan immers gebeuren in functie van het aantal inschrijvingen en de prijs zal stijgen naargelang er meer inschrijvingen zijn. Gebruikelijk behoudt de verkoper zich het recht voor, indien het aantal inschrijvingen meer bedraagt dan het aantal aangeboden effecten, bijkomende effecten te leveren uit een voorraad die hem door de emittent, of een derde, ter beschikking wordt gesteld;

— artikel 32, 7°, kan, gelet op de aard van de verbodsregel, geen toepassing vinden op financiële instrumenten;

— artikel 32, 9°, met welke bepaling de terugbetaling van obligaties voor termijn, krachtens loting, of op louter eenzijdige wijze (bijv. bij daling van de markttrente), niet verenigbaar is;

— artikel 32, 14°, luidens welke bepaling het onrechtmatig is de consument te verbieden zijn schuld tegenover de verkoper te compenseren met een schuldverklaring die hij op hem zou hebben. Verrichtingen inzake effecten worden meestal afgewikkeld over rekeningen bij de financiële instelling. Deze impliceren compensatie. De toepassing van deze regel zou er dan ook toe strekken dat effecten transacties enkel tegen contante betaling kunnen worden afgewikkeld, wat strijdig is met de algemeen aanvaarde marktpraktijken;

— artikel 32, 18°, bepaling die verbiedt de bewijsmiddelen die de consument kan aanwenden, te beperken, is eveneens moeilijk toepasbaar. Men kan zich indenken dat ook particulieren effectenorders elektronisch zullen doorgeven. Inzake elektronisch afgewikkelde effectentransacties worden de bewijsmiddelen echter beperkt tot de gegevens die in de elektronische registratiesystemen zijn opgenomen, zonder mogelijkheid van tegenbewijs. Dat is ook het geval voor de biljettendistributeurs;

— artikel 32, 19°, luidens welke bepaling het verboden is te bedingen dat, in geval van betwisting, de consument afziet van elk middel tot verhaal tegen de verkoper. Wellicht kan men in dit verband het geval vermelden waarbij de consument die niet tijdig zijn aangekochte effecten betaalt, verplicht wordt toe te zien dat de makelaar zijn effecten, desgevallend met verlies, op de markt verkoopt, teneinde zich te verhalen uit de opbrengst van deze verkoop;

— artikel 85, bepaling die verbiedt bij te koop aanbidding of verkoop ten onrechte gewag te maken van acties van menslievende en humanitaire aard of die gevoelens van vrijgevigheid bij de consument opwekken. De toepassing van deze bepaling zou ertoe kunnen leiden dat financiële verrichtingen - deposito's en verwerving van effecten - waarvan de opbrengst ten dele ten goede komt aan non-profit organisaties ongeoorloofd zouden worden. De vraag rijst of dit wel de bedoeling is van de stellers van de tekst;

— artikelen 93 tot 95, in verband met praktijken strijdig met de eerlijke gebruiken en de daarop stoelende vordering tot staking. In verband met die bepalingen rijst de vraag in welke mate de bedoelde vordering tot staking dubbel gebruik uitmaakt met die bedoeld in artikel 220 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en op de financiële markten. Het van overeenkomstige toepassing verklaren van de artikelen 93 tot 95 zou erop neerkomen dat het voornoemde artikel 220, dat veel beperkter is van gelding, impliciet opgeheven wordt;

— les articles 102 à 110, dispositions pénales qui ne sont applicables que dans la mesure où les articles qui y sont visés trouvent à s'appliquer. Vu le caractère pénal de ces dispositions, il est recommandé d'apporter cette précision dans le texte de l'arrêté en projet.

3. Il y a lieu de conclure des observations ci-dessus que le projet doit être remanié en profondeur.

La chambre était composée de :

MM. :

J. De Brabandere, président de chambre;

M. Van Damme, D. Albrecht, conseillers d'Etat;

G. Schrans, E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Albrecht.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. Vanherck, référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le premier président,

J. De Brabandere.

Note

(1) Voir l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, *Doc. pari., Sénat*, 1994-1995, n 1218J1, P. 79.

DEUXIEME AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Economie, le 18 mai 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "rendant applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur", a donné le 7 septembre 2000 l'avis suivant :

Portée et fondement légal du projet

Le projet d'arrêté soumis pour avis vise à rendre certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur applicables à certains instruments financiers, titres et valeurs.

Son fondement légal lui est procure par l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1991 précitée, telle qu'elle a été complétée par la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

L'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1991 s'énonce comme suit :

« La présente loi ne s'applique pas aux valeurs mobilières et autres instruments financiers visés par la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers. Dans les conditions et compte tenu des adaptations qu'il détermine, le Roi peut toutefois déclarer certaines dispositions de la présente loi applicables aux valeurs mobilières et autres instruments financiers précités ou à des catégories d'entre eux ».

Observations préalables

1. La réglementation qui fait l'objet de l'arrêté en projet a déjà été soumise pour avis au Conseil d'Etat, section de législation. Dans l'avis L. 27.448/1, rendu à ce propos le 26 mars 1998, le Conseil d'Etat, section de législation, s'est abstenu d'examiner les différents articles de l'arrêté en projet parce qu'il avait de sérieux doutes quant à la sécurité juridique et à la transparence de la réglementation en projet, d'une part, et parce qu'il a estimé, d'autre part, que le projet soulevait des questions quant à l'applicabilité aux instruments financiers concernés de certaines dispositions de la loi susvisée du 14 juillet 1991 énumérées dans l'avis.

Afin de satisfaire à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il conviendra par conséquent d'annexer au rapport au Roi et de publier en même temps que ce dernier non seulement l'avis rendu ce jour, mais aussi l'avis L. 27.448/1 du 26 mars 1998.

— artikelen 102 tot 110, welke strafbepalingen slechts kunnen gelden in de mate dat de artikelen waarop zij betrekking hebben, toepasselijk zijn. Het verdient aanbeveling dit te verduidelijken in de tekst, gelet op de strafrechtelijke aard van deze bepalingen.

3. Uit hetgeen voorafgaat moet dan ook geconcludeerd worden dat het ontwerp grondig herwerkt dient te worden.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. De Brabandere, kamervoorzitter;

M. Van Damme, D. Albrecht, staatsraden;

G. Schrans, E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Albrecht.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer E. Vanherck, referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

J. De Brabandere.

Nota

(1) Zie de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen geworden is, *Parl. St., Senaat*, 1994-1995, nr. 1218/1, p. 79.

(2) Men leze « vastgoedcertificaten ».

TWEEDE ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 18 mei 2000 door de Minister van Economie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij sommige bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, van toepassing worden verklaard op financiële instrumenten, effecten en waarden", heeft op 7 september 2000 het volgende advies gegeven :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit strekt ertoe sommige bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, van toepassing te verklaren op bepaalde financiële instrumenten, effecten en waarden.

Rechtsgrond daartoe wordt geboden door artikel 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 14 juli 1991, zoals die bepaling luidt na te zijn aangevuld bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

Artikel 1, tweede lid, van de wet van 14 juli 1991 luidt :

« Deze wet is niet van toepassing op effecten en andere financiële instrumenten bedoeld in de wetgeving betreffende de financiële transacties en de financiële markten. Onder de voorwaarden en rekening houdend met de aanpassingen die Hij bepaalt, kan de Koning evenwel sommige bepalingen van deze wet van toepassing verklaren op voornoemde effecten en andere financiële instrumenten of op categorieën daarvan ».

Voorafgaande opmerkingen

1. De in het ontwerpbesluit vervatte regeling werd voorheen reeds om advies voorgelegd aan de Raad van State, afdeling wetgeving. In advies L. 27.448/1, dat in dat verband op 26 maart 1998 werd uitgebracht, onthield de Raad van State, afdeling wetgeving, zich van een artikelsgewijze onderzoek van het ontwerpbesluit, omdat, eensdeels, hij ernstige twijfels had op het vlak van de rechtszekerheid en de transparantie van de ontworpen regelgeving en, anderdeels, er volgens hem vragen rezen met betrekking tot de toepasbaarheid op de betrokken financiële instrumenten van sommige, in het advies opgesomde bepalingen van de meermaals genoemde wet van 14 juli 1991.

Opdat zou zijn voldaan aan het voorschrift van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zal derhalve niet enkel het heden uitgebrachte advies moeten worden gehecht aan het verslag aan de Koning en samen met dat verslag moeten worden bekendgemaakt, doch dient ook advies L. 27.448/1 van 26 maart 1998 aan het verslag aan de Koning te worden gehecht en tegelijk met dat verslag te worden bekendgemaakt.

Le rapport au Roi, qui se réfère à plusieurs reprises à l'avis L. 27.448/1 rendu précédemment, restera ainsi pleinement compréhensible.

2. Comme l'indique le rapport au Roi, l'arrêté en projet vise notamment à transposer en droit belge "la directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, en rendant applicables aux titres et valeurs, moyennant de légères adaptations, les articles 30 à 36 LPC relatifs aux clauses abusives".

Le cas échéant, il appartiendra à la Cour de justice des Communautés européennes de déterminer, en dernière analyse, si cette transposition s'est effectuée comme il se doit.

Examen du texte

Préambule

1. L'article 177 de la loi du 21 décembre 1994 précitée n'a pas ajouté un nouvel alinéa 3 à l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1991. Il a, par contre, ajouté une phrase à l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée.

Au premier alinéa du préambule de l'arrêté en projet soumis pour avis, il convient dès lors de remplacer la référence à "l'article 1^{er}, alinéa 3", de la loi du 14 juillet 1991 par une référence à "l'article 1^{er}, alinéa 2", de cette loi.

2. Il convient d'insérer, entre les deuxième et troisième alinéas du préambule, un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'avis du Conseil de la consommation, donné le 24 octobre 1997; ».

3. Conformément à la nouvelle circulaire de légistique formelle, on supprimera, au troisième alinéa du préambule de l'arrêté en projet soumis pour avis, la référence à la date de la délibération du Conseil des ministres, et on rédigera le début du quatrième alinéa comme suit : "Vu l'avis du Conseil d'Etat L. 27.448/1, donné le...; ».

Le cinquième alinéa du préambule sera, dès lors, rédigé comme suit :

« Vu l'avis du Conseil d'Etat, L. 30.195/1/V, donné le 7 septembre 2000; ».

Article 2

1. Les mots « que le vendeur ne contrôle pas » figurant à la fin du texte français de l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, sont rendus en néerlandais par les mots "waarop de verkoper geen vat heeft". On peut se demander s'il ne serait pas indiqué d'utiliser, dans le texte néerlandais, une terminologie plus appropriée du point de vue juridique et s'il ne serait pas préférable d'écrire, par exemple, "waarop de verkoper geen invloed kan uitoefenen" ou, par analogie avec le texte français, « waarover de verkoper niet de controle heeft ».

Cette observation s'applique également à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté en projet.

2.1. L'article 2, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté en projet implique, pour les instruments financiers et les titres et valeurs qui y sont mentionnés et dont l'émission est placée sous le contrôle de la Commission bancaire et financière, l'octroi d'une dispense de l'application des dispositions de la loi du 14 juillet 1991 mentionnées à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté en projet. Dans la mesure où cette dispense porte également sur les clauses abusives, et pas uniquement sur les dispositions relatives à l'information financière, on peut se poser la question de savoir si cette dispense n'est pas trop étendue, dès lors que la compétence de la Commission précitée n'est pas telle qu'elle lui permettrait de qualifier une clause d'abusives, quant à son contenu, et d'ordonner que cette clause soit, dès lors, écartée.

2.2. Conformément à la phrase introductive de l'article 2, alinéa 2, et par souci de clarté, on rédigera le début de l'article 2, alinéa 2, 1^o, du texte néerlandais comme suit : "1^o op de financiële instrumenten of effecten en waarden die openbaar te koop worden gesteld, openbaar te koop worden geboden of openbaar verkocht, zoals bedoeld in...;".

Il serait bon de clarifier de la même manière la rédaction du texte néerlandais de l'article 2, alinéa 2, 2.

Article 4

Le texte néerlandais de l'article 4 sera rédigé, d'une manière plus usuelle, comme suit :

« Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand na die waarin het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

Op die wijze blijft dan tevens het verslag aan de Koning, waarin bij herhaling wordt gerefereerd aan het eerder uitgebrachte advies L. 27.448/1, ten volle begrijpelijk.

2. Zoals wordt verduidelijkt in het verslag aan de Koning, strekt het ontwerpbesluit mede tot omzetting van Richtlijn 93/13/EEG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten, in Belgisch recht (...) door de artikelen 30 tot 36 WHP over oneerlijke bedingen - weliswaar licht aangepast - van toepassing te verklaren op effecten en waarden".

Of die omzetting naar behoren is gebeurd zal, in voorkomend geval, uiteindelijk ter definitieve beoordeling staan van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

1. Artikel 177 van de voornoemde wet van 21 december 1994 heeft aan artikel 1 van de wet van 14 juli 1991 geen nieuw derde lid toegevoegd, doch heeft, integendeel, artikel 1, tweede lid, van de laatstgenoemde wet met een zin aangevuld.

Derhalve dient in het eerste lid van de aanhef van het om advies voorgelegde ontwerpbesluit de verwijzing naar "artikel 1, derde lid", van de wet van 14 juli 1991 te worden vervangen door een verwijzing naar "artikel 1, tweede lid", van die wet.

2. Tussen het tweede en het derde lid van de aanhef dient een als volgt geredigeerd lid te worden ingevoegd :

« Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 24 oktober 1997; ».

3. Rekening houdend met de nieuwe aanwijzingen voor de wetgevingstechniek, schrappen men in het derde lid van de aanhef van het ontwerpbesluit, zoals het om advies is voorgelegd, de verwijzing naar de datum waarop de beraadslaging in de Ministerraad heeft plaatsgevonden, en late men het vierde lid aanvangen als volgt : "Gelet op advies L. 27.448/1 van de Raad van State, gegeven op...; ».

Het vijfde lid van de aanhef redigere men dan als volgt :

« Gelet op advies L. 30.195/1/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2000; ».

Artikel 2

1. De woorden "que le vendeur ne controle pas", op het einde van de Franse tekst van artikel 2, eerste lid, 3^o, worden in de Nederlandse tekst weergegeven met de woorden Waarop de verkoper geen vat heeft". Vraag is of, in de Nederlandse tekst, niet een juridisch meer geëigende terminologie aangewezen is en of, bijvoorbeeld, niet beter wordt geschreven "waarop de verkoper geen invloed kan uitoefenen" of, naar analogie van de Franse tekst, "waarover de verkoper niet de controle heeft".

Dezelfde opmerking kan worden gemaakt bij artikel 3, tweede lid, van het ontwerpbesluit.

2.1. Artikel 2, tweede lid, 1^o, van het ontwerpbesluit houdt in dat, wat de erin beoogde financiële instrumenten of effecten en waarden betreft, waarvan de uitgifte onder het toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen gebeurt, er een vrijstelling wordt verleend van de bepalingen van de wet van 14 juli 1991, zoals die worden vermeld in artikel 2, eerste lid, van het ontwerpbesluit. In zoverre die vrijstelling ook betrekking heeft op de onrechtmatige bedingen, en niet enkel op de bepalingen betreffende de financiële informatie, rijst de vraag of die vrijstelling niet te ruim is, ermee rekening houdend dat de bevoegdheid van de voornoemde Commissie niet zo ver reikt dat zij bedingen, op inhoudelijke grond, als onrechtmatig zou kunnen catalogeren en zou kunnen bevelen dat die bedingen om die reden moeten worden geweerd.

2.2. In aansluiting op de inleidende zin van artikel 2, tweede lid, en ter wille van de duidelijkheid, late men artikel 2, tweede lid, 1, in de Nederlandse tekst aanvangen als volgt : "1^o op de financiële instrumenten of effecten en waarden die openbaar te koop worden gesteld, openbaar te koop worden geboden of openbaar verkocht, zoals bedoeld in...;".

Ook de redactie van artikel 2, tweede lid, 2^o, wordt, wat de Nederlandse tekst betreft, beter in die zin verduidelijkt.

Artikel 4

Men redigere artikel 4, in de Nederlandse tekst, op een meer gebruikelijke wijze als volgt :

« Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand na die waarin het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

La chambre des vacations était composée de :

MM. :

A. Beirlaen, président de chambre, président;

M. Van Damme, président de chambre;

D. Albrecht, conseiller d'Etat;

E. Wymeersch, A. Spruyt, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme K. Bams, référendaire adjoint.

Le greffier,

F. Lievens.

Le président,

A. Beirlaen.

5 DECEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment l'article 1^{er}, alinéa 2, modifié par la loi du 21 décembre, 1994;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le 24 octobre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat L.27.448/1, donné le 26 mars 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L.30.195/1/V, donné le 7 septembre 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, de Notre Ministre de la Protection de la consommation, de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur;

2° les instruments financiers : les instruments financiers repris à l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement;

3° les titres et valeurs : les titres et valeurs visés à l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs tel qu'interprété par l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, et par l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières;

4° les parts et titres émis par un organisme de placement collectif et les certificats immobiliers : les titres émis par un organisme de placement collectif visé à l'article 105, alinéa 1^{er}, 1°, b) et c) de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, les parts d'un organisme visé à l'article 105, alinéa 1^{er}, 1°, a) et 2° de ladite loi et les certificats immobiliers visés à l'article 106 de ladite loi.

Art. 2. Sont applicables aux instruments financiers et aux titres et valeurs, à l'exception des parts et titres émis par un organisme de placement collectif et des certificats immobiliers, les articles suivants de la loi :

1° l'article 1^{er} de la loi; toutefois, le terme "produit" y désigne les instruments financiers et les titres et valeurs;

2° les articles 22 à 24 et 27 à 29 de la loi;

3° les articles 30 à 36 de la loi, à l'exception de l'article 32, points 7, 12 et 13; toutefois, le terme "produits", défini à l'article 31, § 2, 1°, de la loi, y désigne les instruments financiers et les titres et valeurs.

De vakantiekamer was samengesteld uit :

de heren :

A. Beirlaen, kamervoorzitter, voorzitter;

M. Van Damme, kamervoorzitter;

D. Albrecht, staatsraad;

E. Wymeersch, A. Spruyt, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer M. Van Damme.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. Depuydt, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. K. Bams, adjunct-referendaris.

De griffier,

F. Lievens.

De voorzitter,

A. Beirlaen.

5 DECEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij sommige bepalingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, van toepassing worden verklaard op financiële instrumenten, effecten en waarden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op artikel 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 24 oktober 1997;

Gelet op het advies L.27.448/1 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies L.30.195/1/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2000;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie, Onze Minister van Consumentenzaken, Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument;

2° de financiële instrumenten : de financiële instrumenten vermeld in artikel 1 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;

3° de effecten en waarden : de effecten en waarden als bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, zoals uitgelegd door artikel 22 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, en door artikel 1 van de wet van 10 juli 1969 op het solliciteren van het openbaar spaarwezen, onder meer inzake roerende waarden;

4° de rechten van deelneming en effecten uitgegeven door een instelling voor collectieve belegging en de vastgoedcertificaten : de effecten uitgegeven door een instelling voor collectieve belegging als bedoeld in artikel 105, eerste lid, 1°, b) en c) van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, de rechten van deelneming van een instelling als bedoeld in artikel 105, eerste lid, 1°, a) en 2° van diezelfde wet en de vastgoedcertificaten als bedoeld in artikel 106 van diezelfde wet.

Art. 2. De volgende artikelen van de wet zijn van toepassing op alle financiële instrumenten, effecten en waarden, met uitzondering van de rechten van deelneming en de effecten uitgegeven door een instelling voor collectieve belegging en de vastgoedcertificaten :

1° artikel 1 van de wet; de term "product" duidt hier evenwel op de financiële instrumenten en op de effecten en waarden;

2° de artikelen 22 tot 24 en 27 tot 29 van de wet;

3° de artikelen 30 tot 36 van de wet, met uitzondering van artikel 32, punt 7, 12 en 13; de in artikel 31, § 2, 1° van de wet gedefinieerde term "producten" duidt hier evenwel op de financiële instrumenten en op de effecten en waarden.

Ne sont toutefois pas réputées abusives les clauses et les conditions ou les combinaisons de clauses et de conditions dont l'objet est défini à l'article 32, points 2, 4 et 9 de la loi, lorsqu'elles s'appliquent à des contrats concernant des titres et valeurs ou des instruments financiers dont le prix est lié aux fluctuations d'un cours ou d'un indice boursier ou d'un taux de marché financier que le vendeur ne contrôle pas;

4° l'article 76 de la loi;

5° les articles 84 et 85 de la loi;

6° les articles 93 à 101 de la loi;

7° les articles 102 à 110 de la loi, dans la mesure où les articles qui y sont visés trouvent à s'appliquer;

8° les articles 113 à 117 de la loi.

Pendant la durée de l'exposition, de l'offre ou de la vente publique concernée, l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable :

1° aux instruments financiers ou aux titres et valeurs qui font l'objet d'expositions, d'offres ou de ventes publiques visées par le titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 précité, pour autant que ces émissions aient fait l'objet, soit d'un prospectus approuvé ou reconnu par la Commission bancaire et financière, soit d'une dispense totale de prospectus accordée ou reconnue par la Commission bancaire et financière;

2° aux instruments financiers ou aux titres et valeurs qui font l'objet d'expositions, d'offres ou de ventes publiques soustraites à l'application du titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 précité, en vertu de l'article 34, § 1^{er}, 1°, 1°*bis*, et 2°, et § 2, 1° dudit arrêté royal n° 185.

Art. 3. Les articles 22, 23, 1° à 10° et 12°, 28 et 30 à 36 de la loi, à l'exception de l'article 32, points 7, 12 et 13, sont applicables à toute publication, tout document et toute publicité, diffusés par écrit ou au moyen de tout autre support, portant sur l'émission publique ou l'offre en vente en Belgique de parts ou de titres d'un organisme de placement collectif ou de certificats immobiliers.

Ne sont toutefois pas réputées abusives les clauses et les conditions ou les combinaisons de clauses et de conditions dont l'objet est défini à l'article 32, points 2, 4 et 9 de la loi, lorsqu'elles s'appliquent à des contrats concernant des parts ou des titres d'un organisme de placement collectif ou des certificats immobiliers dont le prix est lié aux fluctuations d'un cours ou d'un indice boursier ou d'un taux de marché financier que le vendeur ne contrôle pas.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables aux parts d'organismes de placement collectif à nombre fixe de parts et aux certificats immobiliers qui font l'objet d'une émission publique ou d'une offre en vente régie par le livre III de la loi du 4 décembre 1990 précité. Cette exception ne produit ses effets que pendant l'émission publique ou l'offre en vente concernée.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre ayant la Protection de la consommation dans ses attributions, Notre Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions, Notre Ministre ayant les Finances dans ses attributions et Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Classes moyennes,
J. GABRIELS

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

De bedingen en voorwaarden of combinaties van bedingen en voorwaarden waarvan het doel is omschreven in artikel 32, punt 2, 4 en 9 van de wet, worden evenwel niet als onrechtmatig beschouwd wanneer zij gelden voor contracten betreffende effecten en waarden of financiële instrumenten waarvan de prijs is gekoppeld aan de schommelingen van een beurskoers of een beursindex, dan wel van een financiële marktkoers waarover de verkoper niet de controle heeft;

4° artikel 76 van de wet;

5° de artikelen 84 en 85 van de wet;

6° de artikelen 93 tot 101 van de wet;

7° de artikelen 102 tot 110 van de wet, in zoverre de daarin bedoelde artikelen van toepassing zijn;

8° de artikelen 113 tot 117 van de wet.

Tijdens de looptijd van de openbare tekoopaanbieding, het openbaar bod of de openbare verkoop, is het eerste lid niet van toepassing :

1° op de financiële instrumenten of effecten en waarden die openbaar te koop worden gesteld, openbaar te koop worden geboden of openbaar verkocht, zoals bedoeld in titel II van het voornoemde koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, in zoverre voor die uitgiften hetzij een prospectus is goedgekeurd of erkend door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, hetzij een volledige prospectusvrijstelling is verleend of erkend door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen;

2° op de financiële instrumenten of effecten en waarden die openbaar te koop worden gesteld, openbaar te koop worden geboden of openbaar verkocht, waarbij titel II van het voornoemde koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 niet van toepassing is op grond van artikel 34, § 1, 1°, 1°*bis* en 2° en § 2, 1° van dat koninklijk besluit nr. 185.

Art. 3. De artikelen 22, 23, 1° tot 10° en 12°, 28 en 30 tot 36 van de wet, met uitzondering van artikel 32, punt 7, 12 en 13, zijn van toepassing op elke publicatie, elk stuk en elke reclame die schriftelijk of anderszins wordt verspreid en betrekking heeft op de openbare uitgifte of tekoopaanbieding in België van rechten van deelneming of effecten van een instelling voor collectieve belegging of van vastgoedcertificaten.

Bedingen en voorwaarden of combinaties van bedingen en voorwaarden waarvan het doel is omschreven in artikel 32, punt 2, 4 en 9 van de wet, worden evenwel niet als onrechtmatig beschouwd wanneer zij gelden voor contracten betreffende rechten van deelneming of effecten van een instelling voor collectieve belegging of vastgoedcertificaten waarvan de prijs is gekoppeld aan schommelingen van een beurskoers of een beursindex, dan wel van een financiële marktkoers waarover de verkoper niet de controle heeft.

Het eerste en het tweede lid zijn niet van toepassing op de rechten van deelneming in instellingen voor collectieve belegging met een vast aantal rechten van deelneming, en op de vastgoedcertificaten die openbaar worden uitgegeven of te koop aangeboden en waarbij boek III van de voornoemde wet van 4 december 1990 van toepassing is. Deze uitzondering geldt slechts tijdens de looptijd van de bedoelde openbare uitgifte of tekoopaanbieding.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand na die waarin het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Onze Minister tot wiens bevoegdheid Consumentenzaken behoren, Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort, Onze Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoren en Onze Minister tot wiens bevoegdheid Economische Zaken behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Middenstand,
J. GABRIELS

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 4

[C — 2000/36258]

17 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 27 oktober 1993 tot veralgemening van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, 2° gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 januari 1989;

Gelet op de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 27 oktober 1993 tot veralgemening van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor begroting, gegeven op 7 augustus 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regelgeving dringend dient aangepast te worden met het oog op een snelle en adequate aanpassing aan het inclusieve beleid;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Werkgelegenheid en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 15 van het besluit van de Vlaamse regering van 27 oktober 1993 tot veralgemening van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Het totaal van alle tussenkomsten in de loonkosten, van om het even welke oorsprong, die aan eenzelfde tewerkstelling worden toegekend, mag nooit de totale loonkost van die tewerkstelling overschrijden. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 3. De Vlaamse minister van Werkgelegenheid en Toerisme is belast met de uitvoering van het besluit.
Brussel, 17 november 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Werkgelegenheid en Toerisme,
R. LANDUYT

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 4

[C — 2000/36258]

17 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 1993 portant généralisation du régime des contractuels subventionnés

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, IX, 2°, modifié par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989;

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 1993 portant généralisation du régime des contractuels subventionnés, tel que modifié jusqu'à présent;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 7 août 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;
 Considérant qu'il y a lieu d'adapter sans délai la réglementation en vue d'une adaptation rapide et adéquate à la politique d'inclusion;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 1993 portant généralisation du régime des contractuels subventionnés, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le total de toutes les interventions dans les coûts salariaux, quelle qu'en soit l'origine, affectées à une même mise au travail ne peut jamais dépasser le coût salarial global de cette mise au travail. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 3. Le Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 novembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 P. DEWAEL

Le Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme,
 R. LANDUYT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 5

[C — 2000/27591]

4 DECEMBRE 2000. — Arrêté ministériel relatif à une dérogation temporaire concernant les castors prise en vertu de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 7 février 1984 et notamment les articles 1^{er} et 4, §§ 1^{er} et 2;

Vu l'urgence;

Considérant que le relèvement du plan d'eau du ruisseau du Fond de Mincé dû à l'érection de barrages par le castor provoque le reflux de l'égouttage et menace la salubrité de l'immeuble occupé par les consorts Brouckaert-Sterck, rue Saint-Jean, 39A, à Wibrin (Houffalize);

Considérant les sérieux risques de reconstruction du barrage au même endroit;

Considérant que l'entretien dudit ruisseau (3e catégorie) est à charge de l'administration communale Houffalize;

Considérant la requête du 20 octobre 2000 de ladite commune;

Considérant qu'il y a lieu de prendre sans délai les mesures appropriées pour garantir la salubrité de l'immeuble ci-avant désigné et de suivre à titre scientifique les conséquences de ces mesures sur le site,

Arrête :

Article 1^{er}. L'administration communale de Houffalize est autorisée à déroger temporairement à l'interdiction prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés vivant à l'état sauvage.

Art. 2. La présente dérogation porte sur la capture des castors et la levée des barrages et la restauration dans son pristin état du ruisseau du Fonds de Mincé à Wibrin (Houffalize) à hauteur de l'immeuble occupé par les consorts Brouckaert-Sterck et dans les limites indiquées au plan au 1/10.000^{ème} ci-annexé.

Art. 3. La validité de la présente dérogation expire dans les soixante jours de la date de la signature du présent arrêté pour l'enlèvement des barrages et dans les six mois pour la capture des castors à partir de la même date.

Art. 4. La Division de la Nature et des Forêts est chargée de suivre à titre scientifique les conséquences de la présence du castor dans cette région.

Namur, le 4 décembre 2000.

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 5

[C — 2000/27591]

4. DEZEMBER 2000 — Ministerialerlass über eine aufgrund des Artikels 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz bestimmter einheimischer wildlebender Wirbeltiere getroffene zeitlich befristete Ausnahmeregelung bezüglich der Biber

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz bestimmter einheimischer wildlebender Wirbeltiere, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 7. Februar 1984 und insbesondere der Artikel 1 und 4, §§ 1 und 2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der auf den Bau von Staudämmen durch den Biber zurückzuführende Anstieg des Wasserstands des Baches "du Fond du Mincé" den Rückstau des Kanalisationswassers verursacht und die gesundheitliche Zuträglichkeit des von den Mitbeteiligten Brouckaert-Sterck bewohnten Gebäudes gelegen rue Saint-Jean 39A, in Wibrin (Houffalize) gefährdet;

In der Erwägung, dass die ernsthafte Gefahr eines Wiederaufbaus des Staudamms an der gleichen Stelle besteht;

In der Erwägung, dass der Unterhalt besagten Baches (3te Kategorie) zu Lasten der Gemeindeverwaltung von Houffalize geht;

In der Erwägung des von besagter Gemeinde eingereichten Antrags vom 20. Oktober 2000;

In der Erwägung, dass unverzüglich angemessene Maßnahmen im Hinblick auf die Gewährleistung der gesundheitlichen Zuträglichkeit des oben angegebenen Gebäudes zu treffen und die Auswirkungen dieser Maßnahmen auf dem Gelände zu wissenschaftlichen Zwecken zu verfolgen sind,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Gemeindeverwaltung von Houffalize ist befugt, zeitweise von dem in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz bestimmter einheimischer wildlebender Wirbeltiere vorgesehenen Verbot abzuweichen.

Art. 2 - Die vorliegende Ausnahmeregelung bezieht sich auf den Biberfang, die Beseitigung der Staudämme und die Zurückversetzung des Baches "du Fond de Mincé" in Wibrin (Houffalize) in seinen ursprünglichen Zustand, und zwar auf Höhe des von den Mitbeteiligten Brouckaerts-Sterck bewohnten Gebäudes und innerhalb der auf dem beigefügten Plan im Maßstab 1/10.000 angegebenen Grenzen.

Art. 3 - Für die Beseitigung der Staudämme wird die Gültigkeit der vorliegenden Ausnahmeregelung innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum der Unterzeichnung des vorliegenden Erlasses und für den Biberfang innerhalb von sechs Monaten ab dem gleichen Datum fällig.

Art. 4 - Die Abteilung Natur und Forstwesen wird damit beauftragt, die Auswirkungen des Bibervorkommens in diesem Gebiet zu wissenschaftlichen Zwecken zu verfolgen.

Namur, den 4. Dezember 2000

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 5

[C — 2000/27591]

4 DECEMBER 2000. — Ministerieel besluit betreffende een tijdelijke afwijking m.b.t. bevers overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 7 februari 1984 en inzonderheid op artikelen 1 en 4, §§ 1 en 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verhoging van de waterspiegel van de beek "Fonds du Mincé", vanwege de oprichting van stuwdammen door bevers, het terugstromen van afwateringsstoffen met zich meebrengt en de gezondheid bedreigt van het gebouw dat bezet is door de deelgenoten Brouckaert-Sterck, rue Saint-Jean 39A, te Wibrin (Houffalize);

Overwegende de vermoedelijke wederopbouw van de stuwdam op dezelfde plaats;

Overwegende dat het onderhoud van voornoemde beek (3^e de klasse) ten laste is van het gemeentebestuur van Houffalize;

Overwegende het verzoekschrift van 20 oktober 2000 van die gemeente;

Overwegende dat gepaste maatregelen onverwijld genomen moeten worden om de gezondheid van bovenvermeld gebouw te waarborgen en dat de gevolgen van die maatregelen op de site onder wetenschappelijke titel onderzocht moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. Het gemeentebestuur van Houffalize wordt ertoe gemachtigd om tijdelijk af te wijken van het verbod bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten.

Art. 2. Voorliggende afwijking heeft betrekking op de vangst van bevers, het verwijderen van stuwdammen en het herstel in zijn oorspronkelijke staat van de beek "Fonds de Mincé" te Wibrin (Houffalize) ten hoogte van het door de deelgenoten Brouckaert-Sterck bezette gebouw en binnen de grenzen die vermeld zijn op het bijgevoegde plan op een schaal van 1/10.000.

Art. 3. De geldigheid van voorliggende afwijking vervalt binnen zestig dagen na de datum van ondertekening van dit besluit wat betreft het verwijderen van stuwdammen en binnen zes maanden vanaf dezelfde datum wat betreft de vangst van bevers.

Art. 4. De Afdeling Natuur en Bossen heeft opdracht, onder wetenschappelijke titel, de gevolgen van de aanwezigheid van bevers in dat gebied te onderzoeken.

Namen, 4 december 2000.

J. HAPPART

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 6

[C - 2000/31495]

30 NOVEMBRE 2000. — Arrêté 2000/1128 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de l'arrêté 99/1464 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution coordonnées par la Loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 21 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 février 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par les lois du 9 août 1980 et du 16 juin 1989,

Considerant qu'il est nécessaire d'assurer un fonctionnement optimal du Complexe Sportif du CERIA et un service de qualité aux publics concernés,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4 § 3 est complété de l'ajout "2 et" entre les mots "activité " et "3".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Les membres du Collège de la Commission communautaire française sont chargés chacun pour ce que le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 novembre 2000.

E. TOMAS,

Ministre, Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnelle, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

F.-X. DE DONNEA,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique.

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse.

W. DRAPS,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Formation professionnelle et permanente des classes moyennes et de la Politique des Handicapés.

A. HUTCHINSON,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 6

[C — 2000/31495]

30 NOVEMBER 2000. — Besluit 2000/1128 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 99/1464 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende reglementering van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166 en 176 van de Grondwet gecoördineerd door de Wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 inzake de hervorming van de instellingen, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter voltooiing van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 dat bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap toekent aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 juli 1993 dat bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap toekent aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 houdende reglementering van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 februari 1973, inzonderheid artikel 3 zoals gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Overwegende de noodzaak om een optimale werking te verzekeren van het Sportcomplex CERIA evenals een kwalitatieve dienstverlening aan het betrokken publiek,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 § 3 wordt aangevuld met de toevoeging « 2 » tussen de woorden « activiteit » en « 3 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden elk afzonderlijk belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 november 2000.

E. TOMAS,

Minister, Voorzitter van het College, belast met Onderwijs, met de Beroepsomschakeling en de Bijscholing, het Schoolvervoer, de Cohabitatie van de Plaatselijke Leefgemeenschappen, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, evenals met de Internationale Betrekkingen.

F.-X. DE DONNEA,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met het Openbaar Ambt.

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Gezondheidszorg, de Cultuur, het Toerisme, de Sport en de Jeugd.

W. DRAPS,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Beroepsopleiding en de Voortgezette Opleiding van de Middenstand en het Beleid voor Personen met een Handicap.

A. HUTCHINSON,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Begroting, de Sociale Actie en het Gezin.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/10169]

Ordre judiciaire

Par arrêtés ministériels du 22 décembre 2000 :

— M. De Wreede, L., rédacteur principal au greffe de la justice de paix du premier canton de Saint-Nicolas, est délégué aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton, jusqu'au 31 août 2001;

— Mme Bombeke, G., employée principale au greffe du second canton de Saint-Nicolas, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton, jusqu'au 31 août 2001.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/10169]

Rechterlijke Orde

Bij ministeriële besluiten van 22 december 2000 :

— is de heer De Wreede, L., eerstaanwezend opsteller bij de griffie van het vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier te vervullen bij het vrederecht van dit kanton, tot 31 augustus 2001;

— is Mevr. Bombeke, G., eerstaanwezend beambte bij de griffie van het vrederecht van het tweede kanton Sint-Niklaas, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier te vervullen bij het vrederecht van dit kanton, tot 31 augustus 2001.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[2000/07321]

17 NOVEMBRE 2000. — Arrêté ministériel relatif à la composition de la commission permanente des jurys linguistiques

Le Ministre de la Défense,

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée modifiée par les lois des 30 juillet 1955 et 27 décembre 1961, par l'arrêté royal du 15 octobre 1963, par les lois des 10 juin 1970, 13 novembre 1974, 13 juillet 1976, 22 juillet 1980, 24 juillet 1981, 28 décembre 1990 et 20 mai 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1984 portant organisation des jurys d'examen chargés de faire subir les épreuves des examens linguistiques définis par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, notamment l'article 3,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont inscrits sur la liste visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1984, portant organisation des jurys d'examen chargés de faire subir les épreuves des examens linguistiques définis par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, les officiers indiqués à l'annexe ci-jointe.

Art. 2. L'arrêté ministériel n° 79393 du 22 décembre 1998 est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2001.

Bruxelles, le 17 novembre 2000.

A. FLAHAUT

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[2000/07321]

17 NOVEMBER 2000. — Ministerieel besluit betreffende de samenstelling van de permanente commissie der taaljury's

De Minister van Landsverdediging

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961, bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1963, bij de wetten van 10 juni 1970, 13 november 1974, 13 juli 1976, 22 juli 1980, 24 juli 1981, 28 december 1990 en 20 mei 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1984 houdende inrichting van de examencommissies belast met het afnemen van de proeven van de taalexamens bepaald door de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, inzonderheid op artikel 3,

Besluit :

Artikel 1. Zijn ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1984, houdende inrichting van de examencommissies belast met het afnemen van de proeven van de taalexamens bepaald door de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, de op de bijgevoegde bijlage vermelde officieren.

Art. 2. Het ministerieel besluit nr. 79393 van 22 december 1998 wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2001.

Brussel, 17 november 2000.

A. FLAHAUT

Liste des officiers visés par l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1984, portant organisation des jurys d'examen chargés de faire subir les épreuves des examens linguistiques définis par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Lijst der officieren bedoeld bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1984, houdende inrichting van de examencommissies belast met het afnemen van de proeven van de taalexamens bepaald door de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
	1. Subcommissie van de Landmacht Sous-commission de la Force terrestre			
1.	BAELEN, MARC R.C.	GenMaj	O60928	NF
2.	CRAVILLON, JEAN, P.E.A.S.	GenMaj	O63852	NF
3.	DELCOUR, CHARLES, H.P.L.M.G.A.	GenMaj	O68422	FN
4.	HERREWEGHE, JEAN-PIERRE, C.	GenMaj	O68425	NF
5.	HYE, FRANK, H.J.	GenMaj	O67027	NF
6.	JENNART, HENDRIK, J.M.J.C.	GenMaj	O67022	NF
7.	MICHAUX, JOSE, H.L.G.	GenMaj	O65424	FN
8.	VERLINDEN, HERMAN, J.E.	GenMaj	O67048	NF
9.	BINAME, RAYMOND, H.J.J.	Col BEM	O69541	FN
10.	CLAESEN, FRANCIS, T.M.	Kol SBH	O12726	NF
11.	CLEMENT, GUY, M.V.	Kol SBH	O15569	NF
12.	D'HOLLANDER, GEORGES, M.A.	Kol SBH	O69512	NF
13.	DE MUYER, MARC, L.M.	Kol SBH	O10828	NF
14.	DEBAILLE, JEAN, F.A.	Kol IMM	O67023	NF
15.	DEGEZELLE, PATRICK, M.	Kol SBH	O14848	NF
16.	DEROEP, MARC, G.J.	Kol MAB	O13502	NF
17.	FOUYN, THEODORE, F.	Col IMM	O69510	FN
18.	GERMAIN, FRANCIS, M.A.	Col IMM	O69509	FN
19.	GHENNE, CHRISTIAN, L.R.G.J.	Col	O10815	FN
20.	HAYEZ, BERTRAND, M.P.	Col BEM	O12545	FN
21.	HERMAN, MICHEL, L.M.	Col BAM	O10810	FN
22.	HOUGARDY, PIERRE, A.R.F.	Col BEM	O12547	FN
23.	JACOBS, BERNARD, M.-J.A.J.	Kol SBH	O12546	NF
24.	JACQUES, YVAN, L.J.	Col BEM	O68474	FN
25.	LEJOLY, ANDRE, J.G.	Col BEM	O65431	FN
26.	LIEVENS, FRANÇOIS, W.	Kol IMM	O13483	NF
27.	MARTIN, PHILIPPE, M.J.G.	Col Bem	O13499	FN
28.	MASSAUX, FRANCIS, A.G.G.	Col	O13484	FN
29.	MEEZE, GUSTAVE, L.	Kol IMM	O69525	NF
30.	MEGANCK, DANIEL, F.I.	Kol SBH	O15582	NF
31.	MERLYN, CHRISTIAN, B.V.	Kol IMM	O68417	NF
32.	MOMMENS, PATRICK, J.J.E.L.	Kol	O69533	NF
33.	OPSOMMER, BERNARD, J.M.	Kol	O15867	NF
34.	PEENE, GEORGES, J.	Kol SBH	O14847	NF
35.	PLASMAN, RENE, A.	Col BEM	O12535	FN
36.	REYNAERT, ALAIN, M.R.	Kol	O14865	NF
37.	ROOTHOFT, MARC, S.	Kol IMM	O14849	NF
38.	RO TSAERT, JAN, J.	Kol IMM	O13485	NF
39.	SCARNIET, VINCENT, J.R.G.	Kol	O10809	FN
40.	SCHRYVERS, KAREL, M.F.	Kol SBH	O69532	NF
41.	VAN DER MEEREN, ROLAND, P.R.	Kol SBH	O12738	NF
42.	VAN PUT, GUY, P.A.	Kol	O11194	NF
43.	VAN VELTHOVEN, WALTER, J.F.	Kol MAB	O14949	NF
44.	VANDENBROELE, RONNY, A.	Kol	O68452	NF
45.	VANDEPUTTE, MICHEL	Col BAM	O10808	FN
46.	VERECKE, ALAIN, H.M.	Kol SBH	O68448	NF

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
47.	VANDERVELDE, PIERRE, M.	Col BEM	O14948	FN
48.	VANDENBERGHE, JEAN, L.M.	Kol	O67013	NF
49.	BAUWENS, ERIC, R.C.	LtKol MAB	O24767	NF
50.	BUCHSENSCHMIDT, GUY, J.T.C.	LtCol BEM	O17142	FN
51.	CALLENS, RONNY, M.J.	LtKol MAB	O24751	NF
52.	CARPANTIER, JOSE, M.N.	LtCol	O12553	FN
53.	CEUTERICK, LUC, A.A.	LtKol SBH	O17855	NF
54.	COENE, FRANCIS, A.	LtKol IMM	O17107	NF
55.	COLLETTE, GEORGES, C.	LtKol	O13510	NF
56.	COMPENOL, MARC, R.A.	LtKol SBH	O17233	NF
57.	DE BOCK, EDUARDUS, G.E.C.	LtKol SBH	O15406	NF
58.	DEBAENE, RUDY, R.F.J.M.	LtKol SBH	O24736	NF
59.	DEJONGHE, WILLY, H.C.	LtKol SBH	O15663	NF
60.	DECAMPS, LUDWIG, J.M.	LtKol SBH	O24749	NF
61.	DE VOOGHT, JEAN, C.L.M.T.	LtKol SBH	O17115	NF
62.	DE VOS, HUBERT, A.O.L.	LtKol SBH	O16340	NF
63.	DE VROE, JOSEPH, G.L.L.A.	LtCol BEM	O13697	FN
64.	DOHET-ERALY, PHILIPPE, A.L.	LtCol BEM	O24771	FN
65.	GEENS, HERMAN, A.A.M.	LtKol SBH	O17866	NF
66.	DOUMONT, DANIEL, R.G.	LtCol	O16337	FN
67.	GERITS, ROBERT	LtKol MAB	O23168	NF
68.	GORIS, THIERRY, E.L.J.	LtCol IMM	O15570	FN
69.	HAUWAERT, ALEXIS, J.A.	LtKol	O17850	NF
70.	HEMERYCK, DIRK	LtKol IMM	O13489	NF
71.	HOUBRECHTS, JEAN-BAPTISIT, M.M.	LtKol MAB	O17846	NF
72.	KEPPENS, PASCAL, A.J.	LtKol SBH	O24772	NF
73.	KINDT, GEERT, V.I.	LtKol MAB	O17903	NF
74.	LESCREVE, FRANÇOIS, J.M.E.	LtKol	O24422	NF
75.	LIVENS, ANTOON, M.A.L.	LtKol MAB	O16338	NF
76.	MAENE, GUIDO, R.G.	LtKol SBH	O24729	NF
77.	MARTEL, MARC	LtKol MAB	O17117	NF
78.	MEYVAERT, RAYMOND, I.	LtKol	O69818	NF
79.	MOTMANS, FABIEN, R.P.	LtKol	O15602	NF
80.	PAUWELS, DOMINIQUE, R.J.M.	LtKol SBH	O17844	NF
81.	PIETTE, DANIEL, M.J.	LtCol	O12570	FN
82.	PIRLOT, MARC, C.	LtCol IMM	O17832	FN
83.	REYNAERT, GHISLAIN, R.A.	LtKol	O23192	NF
84.	SCHEIR, MARC	LtKol IMM	O16311	NF
85.	SEVENS, MICHEL, P.J.J.	LtCol BAM	O24868	FN
86.	SWENNEN, JOHAN, J.M.	LtKol SBH	O17122	NF
87.	THIRION, DANIEL, J.H.	LtCol BEM	O56377	FN
88.	VAN DEN EYNDE, JULIEN J.M.L.	LtKol	O17395	NF
89.	VAN MULDER, KAREL, J.	LtKol SBH	O16312	NF
90.	VERDONCK, RENE, A.	LtKol MAB	O12732	NF
91.	VERLINDE, PATRICK, S.A.	LtKol IMM	O24723	NF
92.	VINDEVOGEL, HARRY, A.G.	LtKol SBH	O17101	NF
93.	WALTHER, DANIEL, L.R.C.	LtCol	O69557	FN
94.	WATTEL, MARC, A.C.	LtKol SBH	O12542	NF
95.	WOUTERS, MARC, E.M.	LtKol IMM	O24741	NF
96.	WOUTERS, MICHEL, J.L.M.	LtKol SBH	O17136	NF
97.	BOUCKE, PHILIPPE, D.	Maj	O30320	NF

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
98.	BRECX, ROBERT, R.M.G.	Maj VI	O26442	NF
99.	BRYON, PATRICK	Maj	O28192	NF
100.	CAMMAERT, EMMANUEL P.A.M.J.	Maj	O28204	NF
101.	CLAEYS, FRANK, M.A.G.	Maj	O24794	NF
102.	CLAEYS, JEAN-PAUL, M.	Maj	O30289	FN
103.	CUVELIER, YVES, C.G.	Maj SBH	O28174	NF
104.	D'HOEST, VINCENT, M.V.G.	Maj	O24748	NF
105.	DAENENS, JEAN-PIERRE, V.M.	Maj	O13500	NF
106.	DASSEVILLE, PHILIPPE, E.H.P.	Maj SBH	O17679	NF
107.	DE DURPEL, ERIK, M.	Maj SBH	O26441	NF
108.	DE HEMPTINNE, CHRISTOPHE, B.F.M.	Maj	O30272	NF
109.	DE KEYSER, JACQUES, F.	Maj	O24764	NF
110.	DE LAERE, JOHAN, E.A.	Maj SBH	O26472	NF
111.	DE LEENEER, ISABELLE, D.C.	Maj	O26455	NF
112.	DELANDE, JACQUES, J.M.	Maj	O69558	NF
113.	DE MUYNCK, ERIK	Maj	O25338	NF
114.	DE WOLF, DANY, V.O.	Maj	O28229	NF
115.	DEMEDTS, JOS, J.G.A.	Maj	O17877	NF
116.	DEROLEZ, FREDERIK, M.E.	Maj	O28153	NF
117.	DERWAEL, DIRK, J.S.A.	Maj SBH	O28185	NF
118.	DIRICKX, MICHEL, V.A.	Maj	O27869	FN
119.	DU FOUR, LUC, L.J.	Maj	O26486	NF
120.	DUYCK, BART, M.M.W.	Maj	O26507	FN
121.	DYCKMANS, GUNTHER, J.M.	Maj	O28155	NF
122.	GIJPEN, ROLAND, C.D.G.	Maj	O16634	FN
123.	HALLARD, ROBERT	Maj BEM	O28239	FN
124.	HAST, PETER, A.M.	Maj	O28203	NF
125.	LODEWYCKX, PETER, J.J.	Maj IMM	O28158	NF
126.	MARCHAL, RICHARD, P.F.	Maj IMM	O24724	FN
127.	MULS, ALAIN, F.C.	Maj	O26440	NF
128.	PAPE, CHRISTIAAN, L.	Maj	O16496	NF
129.	PEETERS, DANIEL	Maj	O26450	NF
130.	RABET, LUC, M.H.	Maj	O26451	NF
131.	SCHOUWAERTS, GEERT, J.M.	Maj	O26470	NF
132.	SOUTAER, ERIK, W.J.	Maj	O14863	NF
133.	STERKENDRIES, JEAN, M.R.R.G.	Maj	O16328	FN
134.	SURKIJN, PHILIPPE, L.M.	Maj	O26498	NF
135.	SWALES, JEAN, P.	Maj	O69547	FN
136.	VAN ACKER, GUY, J.M.	Maj	O30283	NF
137.	VAN ASCH, GUY, J.M.	Maj	O17120	NF
138.	VAN CAUTER, ERIK, M.J.L.G.	Maj	O15607	NF
139.	VAN DAMME, GUY, C.	Maj	O17845	NF
140.	VAN GENECHTEN, ANTOINE, M.P.C.	Maj SBH	O26462	NF
141.	VANDEN BERGHE, POL, F.L.	Maj SBH	O28195	NF
142.	VANDERHAEGHEN, PATRICK, T.	Maj	O23189	FN
143.	VANDEVELD, THIERRY, F.R.	Maj IMM	O30270	FN
144.	VANHOUTTE, JAN, R.A.	Maj MAB	O17236	NF
145.	ANTHIERENS, PASCAL	Cdt	O34139	NF
146.	BEHEYDT, WOUTER, W.R.	Cdt	O23167	NF
147.	BELS, FRANK, P.J.	Cdt IMM	O34111	NF
148.	COUNE, JEAN, C.R.	Cdt	O36201	FN

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
149.	DECOSTER, DIRK, J.H.	Cdt	O32222	NF
150.	DESCHEEMAEKER, VINCENT, I.G.	Cdt	O34121	NF
151.	DE SEJOURNET DE RAMEIGNIES, ERIC	Cdt	O13724	FN
152.	DE SOIR, ERIK, L.J.L.	Cdt	O36181	NF
153.	DUJARDIN, PAUL, J.A.M.	Cdt	O14858	NF
154.	DE KERPEL, GUNTHER, R.	Cdt	O36200	NF
155.	ENGELLEN, PHILIPPE, P.E.C.	Cdt	O23152	NF
156.	FERTINEL, JEAN, P.	Cdt	O30456	NF
157.	GELLENS, MARC, G.P.M.	Cdt	O34127	NF
158.	GHEKIERE, PHILIPPE, E.M.R.	Cdt	O23419	NF
159.	GOETYNCK, FREDERIC, C.J.G.	Cdt	O34110	FN
160.	HUBRECHTSEN, BART, P.M.F.	Cdt	O36195	NF
161.	LANGENAEKEN, GUY, J.J.J.	Cdt	O36160	NF
162.	PATERNOSTER, ROLAND, G.	Cdt	O30449	NF
163.	PIHARD, MICHEL, R.L.G.	Cdt	O34126	FN
164.	PIRLOT, JEAN-YVES, L.	Cdt	O34129	FN
165.	PLESSERS, PATRICK, J.A.	Cdt IMM	O30405	NF
166.	RUEBENS, JOHAN, E.C.	Cdt	O23401	NF
167.	STORMS, DIRK, F.J.	Cdt	O28549	NF
168.	TAS, ALAIN	Cdt	O12538	NF
169.	VANWINNENDAEL, GUIDO, H.L.	Cdt	O24762	NF
170.	ABTS, JAN, A.P.M.	Kapt	O40429	NF
171.	BALTUS, DANIEL, P.L.	Capt	O40445	FN
172.	BIBERT, PIERRE, J.A.G.	Capt	O40492	FN
173.	BILO, TOM, J.E.	Kapt	O40438	NF
174.	BRIERS, PASCAL, A.B.G.	Capt	O36178	FN
175.	CARNOL, YVONNE, E.L.	Capt	O42844	FN
176.	COEL, THIERRY, A.P.G.	Capt	O38860	FN
177.	DE BRABANDER, KARIN, M.K.	Kapt	O38192	NF
178.	DE KEYSER, PIETER, M.F.	Kapt	O34105	NF
179.	DE TROCH, BRUNO, J.F.	Kapt	O42584	NF
180.	DELHOUX, LUC, P.M.G.	Capt	O38276	FN
181.	DEWAEGHENEIRE, LODE, P.	Kapt VI	O40463	NF
182.	DUFOUR, LUDO, E.	Kapt	O38199	NF
183.	ESSER, THIERRY, P.G.	Capt	O44545	FN
184.	FRANCKX, LAURENT, A.M.A.	Kapt	O38191	NF
185.	GALLANT, JOHAN, H.G.	Kapt	9180124	NF
186.	HART, GUIDO, M.A.	Kapt	O38202	NF
187.	HEIRMAN, CARL, A.J.	Kapt	O34106	NF
188.	LAURENT, TOM	Kapt	O44629	NF
189.	LEROY, STEVEN, J.G.	Kapt	O40335	NF
190.	MAENHOUDT, JAN, R.J.	Kapt	O44641	NF
191.	MOERMAN, CLAUDE, C.N.	Kapt	O36092	NF
192.	MROZOWSKI, JAN, K.	Kapt	O33017	NF
193.	OLEFS, HERBERT, G.T.	Capt	O38200	FN
194.	OOSTHOEK, PIETER	Kapt	O42641	NF
195.	PARREYN, KURT, A.R.	Kapt	O42649	NF
196.	PIERARD, FRANCIS, P.L.M.F.	Capt	O38086	FN
197.	PIRENNE, THIERRY, M.P.M.L.	Kapt	O42624	NF
198.	RAEDTS, XAVIER, S.L.R.L.	Kapt	O36129	NF
199.	RAUWOENS, MICHEL, G.	Kapt	O44659	NF

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
200.	RECKER, ELMAR, G.T.	Capt Avi	O44612	FN
201.	RENARD, FREDERIC, P.	Capt	O40453	FN
202.	SERRE, SVEN, L.S.G.	Kapt	9180288	NF
203.	STROOBANTS, SERGE, D.C.	Capt	O44674	FN
204.	VAN GYSEGHEM, KURT, R.M.	Kapt	O42581	NF
205.	VAN STRYTHEM, MICHEL, A.M.	Capt	O38176	FN
206.	VANHENTENRYCK, MARC, P.R.	Capt	O38232	FN
207.	VASTMANS, CARL, J.-M.J.	Capt	O42647	FN
208.	VERBIST, BART, J.A.	Kapt	O44642	NF
	2. Subcommissie van de Luchtmacht Sous-commission de la Force aérienne			
209.	DE WINTER, JACQUES, E.R.G.	GenMaj d'Avi	O54925	FN
210.	SEGERS, PIERRE, H.J.	GenMaj v/h Vlw	O54330	NF
211.	HARDY, DENIS, J.	GenMaj d'Avi	O60890	FN
212.	AUDRIT, MICHEL, P.J.	Col Avi BEM	O55249	FN
213.	BARET, HERMAN, D.S.Y.G.	Col d'Avi BEM	O55585	FN
214.	CORNELIS, THEOPHIEL, J.	Kol v/h Vlw	O54929	NF
215.	COUCKE, JEAN, P.P.	Kol v/h Vlw MAB	O55284	NF
216.	EGGERMONT, ROBERT, C.E.	Kol v/h Vlw	O54927	NF
217.	GABRIEL, LIONEL, M.H.	Kol v/h Vlw SBH	O55820	NF
218.	GENNOTTE, JEAN-PIERRE, A.G.M.	Col d'Avi	O55590	FN
219.	LIPPENS, JACKIE, F.	Col Avi	O56068	FN
220.	SINGELE, MICHEL, H.C.	Col Avi BEM	O55828	FN
221.	VAN AEL, KAREL, J.L.	Kol v/h Vlw SBH	O54507	NF
222.	VAN CAELENBERGE, GERARD, L.M.	Kol VI SBH	O55819	NF
223.	VAN DE VEN, DANIEL, E.J.	Col d'Avi BEM	O55588	FN
224.	VANPEPERSTRAETE, MICHEL, G.M.	Kol v/h Vlw	O54685	NF
225.	WOUTERS, CARLO, H.V.	Kol v/h Vlw SBH	O55285	NF
226.	WOUTERS, PATRICK, R.	Kol VI SBH	O56774	NF
227.	ANDRIES, JOHAN, M.J.	LtKol VI SBH	O24821	NF
228.	BARBAIX, PHILIPPE, E.M.	LtKol v/h Vlw	O55028	NF
229.	COEN, PATRICK, J.M.	LtKol v/h Vlw SBH	O56580	NF
230.	DELOBEL, MIKE, P.	LtKol v/h Vlw	O56768	NF
231.	FLORKIN, FRANÇOIS, P.	LtKol v/h Vlw MAB	O56655	NF
232.	GODFROID, PIERRE, M.F.G.	LtKol v/h Vlw	O56778	NF
233.	HUSNIAUX, ALBERT, I.P.J.	LtKol v/h Vlw SBH	O56770	NF
234.	HUYBRECHTS, ERIC, A.J.	LtKol v/h Vlw SBH	O56771	NF
235.	HUYLEBROECK, ROLAND, E.	LtKol v/h Vlw SBH	O55586	NF
236.	LIBAERS, MARK, J.L.	LtKol VI SBH	O56472	NF
237.	NAETS, PETER, L.A.	LtKol VI SBH	O57056	NF
238.	OCULA, MICHEL, L.	LtKol v/h Vlw SBH	O24808	NF
239.	PIL, JACQUES, J.V.	LtKol VI	O56896	NF
240.	ROBYNS DE SCHNEIDAUER, PHILIPPE	LtCol d'Avi BEM	O57025	FN
241.	SALMON, JEAN-PAUL, L.R.	LtCol d'Avi BEM	O55266	FN
242.	SEUNTIENS, STEPHAN, H.M.	LtKol VI SBH	O23227	NF
243.	SULEAU, GILBERT, L.J.	LtCol s'Avi BEM	O56582	FN
244.	TAMSYN, GEERT, M.C.	LtKol v/h Vlw SBH	O57034	NF
245.	VAN REYBROECK, ROLAND, E.H.	LtKol v/h Vlw SBH	O24812	NF
246.	VAN WESEMAEL, GUDMUND, F.L.	LtKol VI SBH	O56629	NF
247.	ANCIAUX, CEDRIC, T.F.	Maj VI	O28630	NF

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
248.	ANTOINE, CLAUDE	Maj d'Avi	O28247	FN
249.	CLAES, LUTGARDIS, M.	Maj v/h Vlw	O24813	NF
250.	CONSTANT, MICHEL, L.J.G.	Maj v/h Vlw	O56782	NF
251.	FEUILLEN, JEAN-LUC, M.M.	Maj VI	O56988	NF
252.	FLAMANT, TANGUY, F.X.M.J.	Maj VI	O38281	NF
253.	GIELEN, JEAN, C.D.W.	Maj v/h Vlw	O55029	NF
254.	MARTIN, CHRISTIAN, J.G.	Maj d'Avi	O55591	FN
255.	MEEUSEN, JAN, A.-M.J.	Maj v/h Vlw	O28246	NF
256.	MEGANCK, MARCUS, A.S.	Maj d'Avi BAM	O55833	FN
257.	ROELANDTS, LUC, E.A.	Maj v/h Vlw	O26530	NF
258.	ROOSE, ALEX	Maj Avi	O40507	FN
259.	SAMYN, FILIEP, H.M.	Maj v/h Vlw MAB	O25764	NF
260.	TACK, WILLY, G.M.	Maj v/h Vlw	O55269	NF
261.	VAN BOXSOM, ALEXANDER, W.M.	Maj v/h Vlw MAB	O26823	NF
262.	VAN DEN EYNDE, BERNARD, J.M.	Maj v/h Vlw	O55025	NF
263.	WAEKENS, DIDIER, N.J.	Maj Avi	O57028	FN
264.	COLLIN, RUDI, G.G.	Cdt Avi	O36266	FN
265.	DE BEIR, JEAN-LUC	Cdt Avi	O40506	FN
266.	DERYCKER, ARNAUD, E.J.M.	Cdt d'Avi	O36179	FN
267.	DEKLEERMAEKER, BRUNO	Cdt v/h Vlw	O34190	NF
268.	LECLUYSE, HANS, G.	Cdt v/h Vlw	O36267	NF
269.	LECOCQ, DANIEL, K.	Cdt v/h Vlw	O23222	NF
270.	MERKEN, PATRICK, J.M.	Cdt v/h Vlw	O34191	NF
271.	NAESSENS, DIRK, A.G.L.	Cdt v/h Vlw	O34224	NF
272.	NULMANS, JEAN, M.L.	Cdt v/h Vlw	O32251	NF
273.	PARIS, PIERRE, A.L.	Cdt Avi	O24816	FN
274.	ROSEZ, CHRISTIAAN, J.J.	Cdt Avi	O32621	FN
275.	SARTILLO, LUC, G.M.A.	Cdt v/h Vlw	O57039	NF
276.	SIX, NICOLAS, C.	Cdt v/h Vlw	O32268	NF
277.	VAN SCHOOR, MICHAEL	Cdt v/h Vlw	O32252	NF
278.	VETS, JAN	Cdt v/h Vlw	O28244	NF
279.	VIENNE, ARLETTE	Cdt d'Avi	O22765	FN
280.	BEECKMANS, BRUNO, L.M.G.	Kapt VI	9208361	NF
281.	BERLAIMONT, CHRISTOPH, A.L.	Kapt v/h Vlw	O42674	NF
282.	CARREMANS, CARL, J.	Kapt v/h Vlw	O42693	NF
283.	DE VOS, XAVIER, D.	Kapt v/h Vlw	O32276	NF
284.	GERARDY, ALAIN, P.J.	Capt d'Avi	O40525	FN
285.	GILLEIR, JORIS, B.H.	Capt d'Avi	9180246	FN
286.	JANSSENS, JAN, H.	Kapt v/h Vlw	O38284	NF
287.	LOPEZ LOOSVELT, JAIME, R.	Capt d'Avi	9180168	FN
288.	MASUREEL, THOMAS	Kapt v/h Vlw	O40527	NF
289.	PUYLAERT, KOEN, F.	Kapt v/h Vlw	O30346	NF
290.	SOYEZ, PHILIPPE	Capt d'Avi	O44706	FN
291.	SUY, OLIVIER, E.A.	Kapt v/h Vlw	O44705	NF
292.	VAN WILDER, SVEN, A.A.	Kapt v/h Vlw	O44707	NF
	3. Subcommissie van de Marine Sous-commission de la Marine			
293.	DEGROOTE, LUC, C.G.	KTZ SBH	O96624	NF
294.	GOETHALS, WILLY, C.J.	KTZ SBH	O96558	NF
295.	HELLEMANS, MICHAEL, E.A.P.	KTZ SBH	O96563	NF

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
296.	VANHAEKENDOEVER, MICHEL, G.G.	KTZ SBH	O96560	NF
297.	VERMAERE, LEO, B.R.	KTZ	O96388	NF
298.	ECTORS, MARC, A.A.	FKP SBH	O96746	NF
299.	GODDYN, MARC, A.J.	FKP SBH	O96747	NF
300.	GOUSSAERT, FILIP, G.A.	FKP IMM	O96889	NF
301.	HEEREN, GEORGES, J.A.	FKP SBH	O24833	NF
302.	VAN DE WALLE, MICHEL, F.A.G.A.	FKP MAB	O96790	NF
303.	VANDEN HAUTE, EDWIN, B.G.	FKP	O96855	NF
304.	WITTOCK, LUC, E.E.	FKP IMM	O96791	NF
305.	CARON, ALAIN, R.N.	KVK	O96767	NF
306.	DEBOUVRY, CHARLES, A.J.F.H.	KVK MAB	O23660	NF
307.	RENQUET, MARC, R.R.	KVK	O17843	NF
308.	VANOVERBEKE, PHILIPPE, O.M.	KVK	O96893	NF
309.	DE BEURME, JAN, M.D.	ILZ	O34233	NF
310.	DE GRIEVE, WARD, J.J.	ILV	O36312	FN
311.	DUPONT, YVES, P.G.	ILV IMM	O34230	FN
312.	FLAMANT, RENAUD, L.M.J.G.	ILZ	O34235	NF
313.	ABELOOS, MICHEL, M.H.	LTZ	O38321	NF
314.	COPPIETERS DE GIBSON, B.G.	LDV	O44738	FN
315.	DE BAETS, WILLIAM, J.M.	LTZ	O40542	NF
316.	DEGRAER, PETER, H.J.C.	LTZ	O44737	NF
317.	GOUSSAERT, LIEVEN, L.R.	LTZ	O42717	NF
318.	PORTA, MICHELINE, L.M.J.	LTZ	O38320	NF
319.	SCHOTTE, GUY, A.J.P.	LTZ	9180233	NF
	4 Subcommissie van de Medische Dienst Sous-commission du Service médical			
320.	ACKE, GERMAIN, A.C.	Kol	O11215	NF
321.	STAELENS, IVAN, A.E.	Med Kol	O12596	NF
322.	BELLANGER, CORNEEL, G.	Med LtKol	O20519	NF
323.	CHENOIS, PAUL, E.P.F.J.G.	LtCol BEM	O22064	FN
324.	DE REU, ERIC, H.I.A.	Med LtKol	O22091	NF
325.	GOEDERT, JEAN, A.I.M.G.	Med LtCol BEM	O21090	FN
326.	VAN ERPS, STEFAAN, A.N.	Med LtKol	O27554	NF
327.	VAN LAERE, CHRISTIAAN, L.A.	Med LtKol	O11421	NF
328.	BAUDUIN, GILLES, J.G.	Med Maj	O32627	FN
329.	BORGERS, GUY, G.K.	Med Maj	O32638	NF
330.	CASTERMANS, JAN, K.C.F.	Med Maj	O27275	NF
331.	DE GEYTER, BRIGITTE, R.	Med Maj	O30565	FN
332.	DELCOR, HUBERT	Maj MAB	O23254	NF
333.	DHONDT, ERWIN, L.E.	Med Maj	O30561	NF
334.	DUMALIN, MICHELE, M.M.M.	Med Maj	O30559	NF
335.	GOOSSENS, MICHEL, M.G.S.	Med Maj	O21091	NF
336.	HEUNINCKX, WALTER, A.J.G.	Pha Maj	O29289	NF
337.	LESCREVE, JEAN, P.F.M.	Med Maj	O13861	FN
338.	VANPEPERSTRAETE, ALAIN, H.O.	Med Maj	O12600	NF
339.	BRICMONT, PATRICK, P.L.	Cdt	O21084	NF
340.	DE SMET, STEPHAN, A.R.	Med Cdt	O28651	FN
341.	DUFRANE, PHILIPPE, J.V.A.	Med Cdt	O33348	FN
342.	LEROY, SERGE, J.M.	Cdt	O21080	FN
343.	OSSIEUR, DIEDERIK, J.S.M.	Med Cdt	O31111	NF

Reeks — Série	Naam en voornaam — Nom et prénom	Graad — Grade	Stamboek- nummer — Numéro matricule	Taalregime — Régime linguistique
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
344.	DUMAREY, PETER, B.E.	Kapt	O44744	NF
345.	GYSENBERG, GERWINE, L.T.D.M.	Capt	O40292	FN

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 17 novembre 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 17 november 2000.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2000/12975]

Règlement général pour la protection du travail Démolition et retrait d'asbeste (Article 148^{decies} 2.5.9.3.4.)

Par arrêté ministériel du 12 décembre 2000, la S.P.R.L. Entreprises L. Dassy, rue de Namur 95, à 6041 Gosselies, est agréée pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste-ciment jusqu'au 1^{er} décembre 2003.

Par arrêté ministériel du 12 décembre 2000, la S.A. Fourisol Multi Services, Terbekehofdreef 16-18, à 2610 Wilrijk, est agréée dans la classe 5 pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste jusqu'au 1^{er} janvier 2004.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2000/12975]

Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming Afbreken en verwijderen van asbest (Artikel 148^{decies} 2.5.9.3.4.)

Bij ministerieel besluit van 12 december 2000 is de B.V.B.A. Entreprises L. Dassy, rue de Namur 95, te 6041 Gosselies, erkend geworden voor het afbreken en verwijderen van asbestcement tot 1 december 2003.

Bij ministerieel besluit van 12 december 2000 is de N.V. Fourisol Multi Services, Terbekehofdreef 16-18, te 2610 Wilrijk, erkend geworden in klasse 5 voor het afbreken en verwijderen van asbest tot 1 januari 2004.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/10168]

Ordre judiciaire. — Place vacante

— employé au greffe du tribunal de police de Gand : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/R.O. II, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/10168]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekking

— beambte bij de griffie van de politierechtbank te Gent : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het *Gerechtelijk Wetboek*).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[2000/16340]

**Avis aux organisations représentatives de travailleurs indépendants.
Place vacante de juge social, au titre de travailleur indépendant,
près les tribunaux du travail de Courtrai, d'Ypres et de Furnes**

Les organisations intéressées sont invitées à présenter les candidatures au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Les présentations de candidats ou candidates se font sur des listes doubles adressées au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, Administration du Statut social des Indépendants, W.T.C. Tour III, 19^e étage, boulevard Simon Bolivar 30, à 1000 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un certificat de bonnes vie et mœurs pour chacune des candidatures présentées.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[2000/16340]

**Bericht aan de representatieve organisaties van de zelfstandigen. —
Openstaande plaats van rechter in sociale zaken, als zelfstandige,
bij de arbeidsrechtbanken te Kortrijk, te Ieper en te Veurne**

De betrokken organisaties worden verzocht de candidaturen voor te dragen uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van kandidaten, mannen of vrouwen, geschieden op dubbeltallen gericht aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw, Bestuur van het Sociaal Statuut der Zelfstandigen, W.T.C. Toren III, 19^e verdieping, Simon Bolivarlaan 30, te 1000 Brussel.

Bij de lijsten zal er voor elk der voorgedragen candidaturen een bewijs van goed zedelijk gedrag worden gevoegd.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Orion Petroleum, naamloze vennootschap,
Antwerpsebaan 4, 2040 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 271558 – BTW 427.082.291

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 12 januari 2001, om 10 u. 30 m. — Agenda : 1. Verdaging van de jaarvergadering. 2. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de jazarrekening. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 6. Bezoldiging van de bestuurders. 7. Varia. (1)

**Bauma, naamloze vennootschap,
Kattenbroek 33, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 314689 – BTW 457.099.038

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 12 januari 2001, te 16 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 september 2000. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. Om toegelaten te worden tot de vergadering dient men zich te schikken naar artikel 20 der statuten. (2)

**And Co, naamloze vennootschap,
Pantheonlaan 83, 1081 Brussel**

H.R. Brussel 620500

De jaarvergadering zal gehouden worden te 1081 Brussel, Pantheonlaan 83, op 12 januari 2001, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Varia. (3)

**Lecocq, naamloze vennootschap,
Lazerijstraat 46, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 97583 – BTW 437.066.657

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 12 januari 2001, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (4)

**Fin.Co, naamloze vennootschap,
Verbindingsdok (Oostkaai) 13, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 331635 – BTW 464.527.159

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden te Antwerpen, Arenbergstraat 4, op 12 januari 2001, om 9 u 30 m., met de volgende agenda :

1. Voorstel tot omzetting van het kapitaal van de vennootschap in euro waarbij het kapitaal eerst zal worden verhoogd met een bedrag van BEF 24 957 door incorporatie van beschikbare reserves in kapitaal.
2. Voorstel tot aanpassing van artikel 5 van de statuten aan de omzetting van het kapitaal in euro.
3. Voorstel tot verplaatsing van de datum van de jaarvergadering naar de tweede vrijdag van de maand juni om elf uur.
4. Voorstel tot schrapping naar de verwijzing van artikelen van de vennootschapswet in de artikelen 36 en 41 van de statuten.
5. Machtiging aan de raad van bestuur om een gecoördineerde tekst van de statuten op te stellen.
6. Benoeming van een nieuwe commissaris-revisor. (5)

**Entreprises Deplus et Cie, société anonyme, en liquidation,
rue de la Briqueterie 182, à Fontaine l'Evêque**

R.C. Charleroi 76397 – T.V.A. 401.642.752

MM. les actionnaires sont invités aux assemblées générales extraordinaires qui se tiendront au cabinet du liquidateur, rue Lieutenant Tasse 61, à Fontaine-l'Evêque (section de Forchies-la-Marche), le mercredi 24 janvier 2000 :

1. à 14 heures — L'ordre du jour porte sur :
rapport de clôture de la liquidation présenté par le liquidateur;
désignation du commissaire-vérificateur;
divers;
2. à 14 h 30 m — L'ordre du jour porte sur :
présentation du rapport du commissaire-vérificateur;
approbation du rapport du liquidateur;
décharge au liquidateur;
clôture de la liquidation;
désignation de l'endroit où seront déposés et conservés les livres et documents sociaux;
divers.
Dépôt des titres au siège de la société conformément aux statuts. (6)

**Wilco, société anonyme,
Voie Melotte 11, 4020 Liège (Jupille-sur-Meuse)**

R.C. Liège 163342 – T.V.A. 433.822.008

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le 11 janvier 2001, à 9 h 30 m, en l'étude du notaire Benjamin Poncelet, à Liège, rue de la Casquette 17, avec l'ordre du jour suivant :

1. Révocation de M. Roger Sequaris de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur délégué.
2. Révocation de M. Christian Van Langenacker de ses fonctions d'administrateur.
3. Nomination d'un nouvel administrateur.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés cinq jours francs avant l'assemblée, conformément à l'article 22 des statuts, de déposer leurs titres au porteur au siège social ou auprès d'une agence de la BACOB. (7)

Le conseil d'administration.

**SB Gullegem, naamloze vennootschap,
te Wevelgem (Gullegem), Driemasten 109**

H.R. Kortrijk 139660 — BTW 459.028.942

De aandeelhouders worden uitgenodigd aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering welke zal doorgaan op het kantoor van notaris Luc de Mûelenaere, te Gullegem, thans Wevelgem, Bissegemstraat 79, op 11 januari 2001, om 11 u. 30 m., welke bijeenkomst met navolgende agenda :

1. Voorstel om het kapitaal uit te drukken in euro. Vaststelling dat het kapitaal van de vennootschap 247 893,52 euro bedraagt.

2. Kapitaalverhoging met 2 106,48 euro, om het kapitaal te brengen van 247 893,52 euro op 250 000 euro, door incorporatie van een deel van de beschikbare reserves, zonder creatie van nieuwe aandelen, maar met verhoging van de fractiewaarde van elk aandeel. Aanpassing van artikel 5 van de statuten.

3. Verlenging van het lopend boekjaar om het thans af te sluiten op 30 september 2001. Aanpassing van artikel 35 van de statuten.

4. Verplaatsing van de datum van de jaarvergadering om deze voortaan te houden op de eerste zaterdag van de maand maart, om 11 uur. Aanpassing van artikel 24 van de statuten.

5. Hernieuwing van de machtiging door de raad van bestuur om over te gaan tot inkoop van eigen aandelen. Aanpassing van artikel 11 van de statuten.

6. Aanpassing van de artikelen 6, 7, 10, 11, 12, 17, 34, 36, 39 en 42 van de statuten ingevolge de nieuwe codificatie van de vennootschappenwet.

7. Machtiging van de werkende notaris tot het opmaken van de gecoördineerde tekst van de statuten.

De aandeelhouders zijn telkens gehouden tot naleving van artikel 26 van de statuten aangaande de neerlegging van de effecten. (8)

**ABL Top-Projects, naamloze vennootschap,
Joos de ter Beerstlaarsstraat 70, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 71334 — BTW 439.844.817

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 13/01/2001, om 17 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40001)

**Artson, naamloze vennootschap,
Kanaalstraat 6, 8020 Oostkamp**

H.R. Brugge 73609 — BTW 433.812.909

De vennoten worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Bernard Maertens, te Brugge, Guido Gezellelaan 3, op vrijdag 12/01/2001, om 9 uur, om te beraadslagen over volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met vijfhonderdduizend en twee frank om het te brengen van twee miljoen en veertigduizend frank tot twee miljoen vijfhonderd veertigduizend en twee frank door inbreng in speciën en verhoging van de fractiewaarde per aandeel onder opschortende voorwaarde van daadwerkelijke verwezenlijking ervan binnen de twee weken en machtiging aan de raad van bestuur om op authentieke wijze vaststelling te doen van de inschrijving op de verhoging. 2. Beslissing om het kapitaal uit te drukken in euro. Vaststelling dat het kapitaal van de vennootschap tweeeenzestigduizend negenhonderd vijfenzestig euro bedraagt. 3. Aanpassing artikel vijf van de statuten aan de te nemen beslissing. 4. Machtiging aan de raad van bestuur over te gaan tot aanpassing van de statuten (wet 7/5/99). De vennoten worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. Op de eerste vergadering dd 18/12/2000 werd het vereiste quorum niet bereikt. (40002)

**Braboikos, naamloze vennootschap,
Zwijnaardsesteenweg 21C, 9000 Gent**

H.R. Gent 169032 — BTW 449.865.610

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 12/01/2001, om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/07/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40003)

**Brood- en Banketbakkerij Gaelens, naamloze vennootschap,
Kustlaan 68, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 56240 — BTW 422.587.329

De vennoten worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Bernard Maertens, te Brugge, Guido Gezellelaan 3, op vrijdag 12/01/2001, om 9.30 uur, om te beraadslagen over volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met één miljoen tweehonderdeenveertigduizend vierenzeventig frank om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftigduizend frank tot twee miljoen vijfhonderdeneenduizend vierenzeventig frank door incorporatie van reserves en verhoging van de fractiewaarde per aandeel. 2. Beslissing om het kapitaal uit te drukken in euro. Vaststelling dat het kapitaal van de vennootschap tweeeenzestigduizend euro bedraagt. 3. Aanpassing artikel vijf van de statuten aan de te nemen beslissing. 4. Machtiging aan de raad van bestuur over te gaan tot aanpassing van de statuten (wet van 7/5/1999). De vennoten worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. Op de eerste vergadering d.d. 18/12/2000 werd het vereiste quorum niet bereikt. (40004)

**"Cabinet dentaire L. De Brabanter", en abrégé : « L.D.B. »,
société civile sur forme d'une société anonyme,
avenue de la Liberté 154, 1080 Bruxelles**Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 3427

Dans la mesure où le quorum de présence était insuffisant lors de la première assemblée générale, les actionnaires sont invités à assister à la deuxième assemblée générale, qui aura lieu le 12/01/2001, à 19 heures, au siège de la société, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion sur l'exercice écoulé; 2. Approbation des comptes annuels et de l'affectation bénéficiaire; 3. Décharge aux administrateurs. 4. (Re)nomination(s) d'administrateur(s). 5. Pouvoirs. Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés.

(40005)

Le conseil d'administration.

**Catalpa, naamloze vennootschap,
De Vlasvink 5, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 122845

De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 13/01/2001, om 11 uur. — Agenda : 1. Rapport en beraadslaging inzake handelingen beoogd door artikel 60 Venn.Wet. 2. Jaarverslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 4. Bezoldigingen bestuurders. 5. Resultaatbestemming. 6. Kwijting bestuurders. 7. Benoeming bestuurders. 8. Rondvraag. Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn dienen de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden. Neerlegging van de aandelen geschiedt op de maatschappelijke zetel.

(40006)

De raad van bestuur.

**Covent, naamloze vennootschap,
De Pascalestraat 33, 1040 Brussel**
H.R. Brussel 569815 — BTW 449.906.190

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op zaterdag 13/01/2001, om 15 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (40007)

**Ecobo, naamloze vennootschap,
Otegemstraat 180, 8550 Zwevegem**
H.R. Kortrijk 104726 — BTW 425.143.080

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 16/01/2001, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Omvorming maatschappelijk kapitaal in euro. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden gevraagd zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40008)

**Elserik, naamloze vennootschap,
Bitterzoetlaan 11A, 8670 Oostduinkerke**
H.R. Veurne 30602

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op 09/01/2001, om 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/08/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. (40009)

**Immocamp, naamloze vennootschap,
Parklaan 99, 2300 Turnhout**
H.R. Turnhout 58241

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 16/01/2001, om 10 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Rapportering door de raad van bestuur. 2. Bespreking van de jaarrekening per 31/07/2000. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40010)

**Laboratoires S.M.B., société anonyme,
rue de la Pastorale 26-28, 1080 Bruxelles**
R.C. Bruxelles 416322 — T.V.A. 418.956.361

Assemblée générale extraordinaire, le 12/01/2001, à 11 heures, au cabinet de Me Houet, chaussée de Louvain, à Wavre. — Ordre du jour : Fusion par absorption de la société anonyme MANN PHARMA suivant projet de fusion par absorption déposé au greffe du tribunal de commerce le 1er octobre 1999 et publié au *Moniteur belge*. Nomination d'un administrateur. (40011)

**Lamco Technology, naamloze vennootschap,
Frankrijklaan 27, 8970 Poperinge**
H.R. Ieper 30855 — BTW 430.031.088

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 15 januari 2001, om 10.30 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslagen van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. (Met inbegrip van de toegepaste bestuursvergoedingen en resultaatverwerking.) 4. Kwijting aan

de bestuurders en commissaris-revisor. 5. Benoeming commissaris-revisor. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40012)

**Lisec Benelux, naamloze vennootschap,
Trekschurenstraat 302, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 70456 — BTW 434.067.476

De aandeelhouders/ vennoten worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die plaatsvindt op vrijdag 12 januari 2001, om 11 uur, ter studie van notaris Herman Dessers, te Antwerpen, Leopold de Waelplaats 5. Deze vergadering zal definitief beslissen, gezien de vergadering van tweeëntwintig december tweeduizend niet in getal was, over de volgende agenda : 1. Voorafgaande verslagen conform artikel 178bis van de vennootschappenwet met betrekking tot vereffening, onderzoek van de volgende verslagen en documenten, die gratis ter beschikking werden gesteld van de aandeelhouders : c) verantwoordingsverslag van de raad van bestuur, wat aan een samenvattende staat is gehecht van de activa en passiva; d) bijzonder verslag van de bedrijfsrevisor aangesteld door het bestuursorgaan, over de samenvattende staat van activa en passiva. 2. Voorstel tot ontbinding en invereffeningstelling van de vennootschap. 3. Benoeming van een of meer vereffenaars. 4. Vaststelling van hun bevoegdheden en bezoldiging. 5. Aanpassing en coördinatie van de statuten. De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen worden verzocht hun aandelen aan toonder neer te leggen in overeenstemming met de statuten. (40013)

De raad van bestuur.

**Lomar, naamloze vennootschap,
Aarschotsebaan 299, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 63988 — BTW 432.880.019

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 15/01/2001, te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarvergadering per 31/07/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Diversen. De aandeelhouders dienen zicht te schikken naar de statuten. (40014)

**Malyssimmo, naamloze vennootschap,
Hans Memlingstraat 11, 8510 Kortrijk (Marke)**

H.R. Kortrijk 129283 — NN 449.121.975

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 12/01/2001, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 31/07/2000. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. 5. Allerlei. Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (40015)

**Marcel Degeneffe, naamloze vennootschap,
Grote Markt 62, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 55496 — BTW 420.530.038

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op donderdag 18 januari 2001, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Het jaarverslag; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 juli 2000; 3. Besluit nopens de resultaten; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Uittredingen, benoemingen; 6. Varia. Neerlegging van de aandelen het zij op de maatschappelijke zetel, hetzij bij de Generale Bank. (40016)

De raad van bestuur.

**Mécanographic Service, en liquidation,
drève des Deux Bois 20, 1490 Cour-Saint-Etienne**

R.C. Nivelles 79450 — T.V.A. 416.346.170

Une assemblée générale extraordinaire se tiendra le 12/01/2001, à 10 heures, au siège social, dont l'ordre du jour est le suivant :
1. Approbation des comptes au 15/12/2000. 2. Rapport du liquidateur.
3. Décision de ne pas nommer de commissaire-vérificateur. 4. Approbation des comptes de la liquidation et décharge au liquidateur.
5. Clôture de liquidation. Les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social, cinq jours avant l'assemblée.

(40017)

Le liquidateur.

**Medisch Administratief Centrum (M.A.C.), naamloze vennootschap,
E. Vlietinckstraat 20b, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 49538 — BTW 449.634.689

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op zaterdag 13/01/2001, om 14 uur. — Agenda :
1. Bespreking van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders 4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (40018)

**Schouwen, naamloze vennootschap,
Postelweg 22, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 61802 — BTW 436.884.040

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 11/01/2001, om 15 uur, met als agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/08/2000. 2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40019)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Centre public d'aide sociale de Sambreville

Recrutement et constitution d'une réserve de recrutement d'infirmier(e)s gradué(e)s, d'infirmier(e)s breveté(e)s, d'infirmier(e)s A2 (ancien régime), d'hospitalier(e)s et d'assistant(e)s en soins hospitaliers.

Le Centre public d'aide sociale de Sambreville va procéder au recrutement et à la constitution d'une réserve de recrutement d'infirmier(e)s pour la Maison de Repos, rue de Bachères 40, à 5060 Tamines.

Les emplois sont conférés à titre définitif (régime statutaire) à temps plein, 3/4 temps ou mi-temps.

Les horaires sont fixes et de nombreux avantages extralégaux sont accordés au personnel.

Les demandes devront parvenir au plus tard le 23 janvier 2001.

Les renseignements concernant les conditions à remplir et les formulaires à compléter seront transmis à tous les demandeurs dès réception de leur demande. (9)

Gemeente Zele

Volgende betrekkingen voor m/v zijn vacant met een wervingsreserve van drie jaar : 1 bouwkundig tekenaar-ontwerper (niv. C), 1 tuinier-machinist (niv. D), 1 tuinier (niv. D), 1 metser (niv. D) en 1 wegenwerker/riolering (niv. D) met onmiddellijke indiensttreding.

Een wervingsreserve met een duur van drie jaar wordt aangelegd voor chauffeur-machinist (niv. D) met indiensttreding in 2002.

Voorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt, burger zijn van de Europese Unie, een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking, de burgerlijke en politieke rechten genieten, aan de dienstplichtwetten voldoen, lichamenlijk geschikt zijn;

slagen voor een aanwervingsexamen;

in bezit zijn van volgende getuigschriften of attesten :

voor bouwkundig tekenaar-ontwerper : een diploma of studiegetuigschrift van hoger secundair onderwijs, richting bouwkundig tekenaar, technisch tekenaar of architectuurtekenen of een hoger diploma.

voor tuinier en tuinier-machinist :

1. een getuigschrift van drie jaar secundair of gelijkgesteld onderwijs afgeleverd door een tuinbouwschool of van een getuigschrift van drie jaar secundair onderwijs aangevuld met hetzij een attest van leertijd, hetzij een attest van ondernemersopleiding

2. een bewijs van geneeskundige schifting voor het besturen van voertuigen en een rijbewijs van de cat. B.

voor chauffeur-machinist :

1. drie jaar nuttige ervaring bewijzen

2. een bewijs van geneeskundige schifting voor het besturen van voertuigen en een rijbewijs van de cat. C.

voor wegenwerker/riolering : drie jaar nuttige ervaring bewijzen.

voor metser :

getuigschrift van drie jaar secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs, behaald in de richting bouw,

of van een getuigschrift van drie jaar secundair onderwijs aangevuld met :

hetzij een volledige beroepsopleiding polyvalent metselaar, afdeling metselen,

hetzij een attest van leertijd of van ondernemingsopleiding in de specialiteit metselaar-betonwerken.

Functiebeschrijvingen, examenprogramma, weddenschalen, en alle andere inlichtingen kunnen aangevraagd bij de personeelsdienst, tel. 052/45 98 15.

Kandidaatstellingen dienen bij aangetekend schrijven gericht aan de burgemeester van de gemeente Zele, Markt 50, 9240 Zele, postgedateerd uiterlijk op 26 januari 2001. Er dient uitdrukkelijk vermeld voor welke functie of functies men kandidaat is. Een gewone kopie van de gevraagde attesten of getuigschriften dient bijgevoegd. De vooreensluitend verklaarde kopie van de attesten of getuigschriften en de overige documenten zullen nadien worden gevraagd aan de voor het examen geslaagde kandidaten. (10)

Gemeente Dessel

Het gemeentebestuur gaat over tot de aanwerving van een m/v gemeenteontvanger.

Aanwervingsvoorwaarden : o.a.

Belg zijn.

De kandidaten moeten tenminste houder zijn van :

1. één van de diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de Rijksbesturen;

2. het diploma of studiegetuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen in overeenstemming met het door de Koning bepaalde minimumprogramma;

slagen in een wervingsexamen;
psycho-technisch onderzoek.

De eigenhandig geschreven kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae* en een afschrift van het diploma dienen bij aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Hannekestraat 1, 2480 Dessel uiterlijk op 19 januari 2001.

De informatie i.v.m. de aanwervingsvoorwaarden (examen, functiebeschrijving, profiel, enz.) zijn te verkrijgen op het gemeentesecretariaat, administratief centrum De Plaetse, Hannekestraat 1, 2480 Dessel, tel. 014/38 99 20. (11)

Gemeente Wachtebeke

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Wachtebeke maakt bekend dat een betrekking van bibliotheek-assistent (C1-3) vacant is.

Kandidaturen dienen aangetekend gestuurd naar het college van burgemeester en schepenen, Dorp 61, 9185 Wachtebeke en er ten laatste toekomen op 31 januari 2001.

Bij de kandidaturen dient gevoegd :

1. bewijs van nationaliteit;
2. bewijs van goed gedrag en zeden (openbaar bestuur);
3. militiegetuigschrift voor mannelijke kandidaten;
4. gelijkvormig afschrift van diploma's en akten van bekwaamheid of bewijs van vrijstelling ervan.

De toelatings- en bijzondere aanwervingsvoorwaarden zijn te bekomen op het gemeentesecretariaat Dorp 61, 9185 Wachtebeke (tel. 09/34 50 35) op eenvoudige aanvraag. (12)

Gemeente Pittem

De gemeente Pittem gaat over tot de aanwerving van een gemeentesecretaris (m/v).

Voorwaarden :

minimumleeftijd 21 jaar bij indiensttreding en maximum 50 jaar bij afsluiten kandidaturen;

houder van een diploma of studiegetuigschrift voor aanwerving in betrekking niveau 2 in de Rijksbesturen en houder van een diploma of studiegetuigschrift uitgereikt na een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen;

slagen in een aanwervingsexamen.

De volledige aanwervingsvoorwaarden, de functiebeschrijving en het profiel alsook het bijzonder inschrijvingsformulier, kunnen bekomen worden bij de personeelsdienst van de gemeente Pittem, Markt 1, 8740 Pittem, tel. 051/46 03 60 (fax : 051/46 03 70).

Uiterste inschrijvingsdatum : 22 januari 2001. (13)

Gemeente Dilbeek

Bij het gemeentebestuur van Dilbeek is een deeltijdse betrekking (statutair) (12 u./week) open verklaard en wordt overgegaan tot de aanleg van een werfreserve voor voltijdse of deeltijdse functies van :

Bibliotheekassistent (m/v).

A. Functiebeschrijving.

Verrichten van bibliotheektechnische taken, publieke dienstverlening, bibliotheekpromotie en imago-opbouw, ...

B. Voorwaarden.

Voldoen aan de algemene toelatings- en aanwervingsvoorwaarden.

C. Diploma.

Houder zijn van een diploma hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

In het bezit zijn van een akte van bekwaamheid tot het houden van een openbare bibliotheek.

De kandidaten moeten slagen in een aanwervingsexamen.

De geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve die drie jaar geldig blijft.

Kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae*, een kopie van de akte van bekwaamheid en een afschrift van het diploma, moeten op de post afgegeven worden uiterlijk op 31 januari 2001 en aangetekend gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 1700 Dilbeek.

Info en algemene voorwaarden, examenprogramma en functiebeschrijving zijn te bekomen bij de personeelsdienst, tel. 02/467 21 26/27. (15)

Sociale Hogeschool KVMW Gent

De Sociale Hogeschool KVMW Gent (Sint-Annaplein 31, 9000 Gent) heeft een vacature voor één voltijds (100 %) ambt van universitair niveau binnen het administratief en technisch personeel (niveau A, graad 1).

Oprichting : ondersteuning van diverse projecten.

Profiel :

diplomavereiste : licentiaat in de politieke wetenschappen;

relevante beroepservaring op vlak van Europese onderwijsprojecten;

informatica-kennis;

christelijk geïnspireerd.

Aanstelling :

De betrekking is vacant in een contract van onbepaalde duur, startend op 1 januari 2001.

Deze opdracht is opsplitsbaar in partims.

Salarisschaal : A11 (barema 585).

Schriftelijke sollicitatie met motivatie en *curriculum vitae* worden verwacht vóór 30 december 2000 t.a.v. Mevr. Lieve Deneir Pedé, verantwoordelijke personeelsadministratie. (17)

Vlaamse Autonome Hogeschool Gent

De Vlaamse Autonome Hogeschool Gent verklaart volgende betrekkingen extern vacant.

Centrale administratie.

Betrekkingen :

CA PER E 001/2001 stafmedewerker sector personeel, A21, 100 % van een voltijdse opdracht.

BIB E 003/2001 hoofdbibliothecaris, A31, 100 % van een voltijdse opdracht.

Kandidaatstelling.

De toelatingsvoorwaarden en de profielbeschrijving zijn te bekomen op de web-site van de Hogeschool Gent <http://www.hogent.be> of kunnen afgehaald worden op het secretariaat van de sector personeel van de Hogeschool Gent, J. Kluyskensstraat 2, 9000 Gent.

De kandidaatstelling, samen met het *curriculum vitae* en een kopie van het diploma, dient uiterlijk op 12 januari 2001 aangetekend verstuurd te worden aan de Hogeschool Gent, t.a.v. dr. ir. G. Aelterman, algemeen directeur, J. Kluyskensstraat 2, 9000 Gent. (20)

Groep T Hogeschool Leuven

Groep T Hogeschool Leuven is anders, is autonoom in de echte zin van het woord. Anticipeert continu, is resoluut alliantiegericht, in een internationale, voornamelijk Aziatische context.

Daarom zijn wij dan ook steeds op zoek naar enthousiaste medewerkers om in team de hogeschool verder succesvol uit te bouwen. Ter versterking van het onderwijsteam van de Pedagogische Hogeschool is er een vacature voor een :

Lector (m/v) voltijds.

Tot zijn of haar taken zal behoren :

onderwijs en begeleiding in de lerarenopleidingen, in het bijzonder met betrekking tot de opleidingsonderdelen mechanica en elektriciteit;

de verdere uitbouw van het studentendecanaat en de studentenbegeleiding;

ondersteuning op het vlak van multimediatoepassingen en ODL-ontwikkeling;

actieve medewerking aan onderwijsinnovatieprojecten, onderwijs-ondersteunende activiteiten, informatieverstrekking en de internationalisering van de hogeschool.

Wij verwachten een duidelijk engagement ten aanzien van de missie en de waarden van de hogeschool, openheid voor andere culturen en een internationale oriëntatie.

De kandidaten beschikken minstens over een relevant diploma van academisch niveau.

Zij zijn, onder de voorwaarden van het decreet, bereid te werken met de nodige flexibiliteit in werktijden, evenwel verzekerd van ons respect voor zijn of haar persoonlijk sociaal leven.

Wij verwachten de schriftelijke sollicitaties met *curriculum vitae* vóór 15 januari eerstkomend op onderstaand adres :

Groep T Hogeschool Leuven, Vesaliusstraat 31, 3000 Leuven, tel. 016/30 10 30, fax 016/30 10 40, e-mail : groept@groept.be, web : www.groept.be. (21)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor de Faculteit economische en toegepaste economische wetenschappen, bibliotheek, zoeken wij bibliotheekmedewerker/medewerker onthaal faculteit (m/v), graad 3, VB/C/2000/55/W.

Doel van de functie :

In samenwerking met het bibliotheekteam zorgen voor de goede werking van de bibliotheek en het informeren en wegwijs maken van bibliotheekgebruikers en bezoekers van de faculteit.

Opdrachten :

Het verzorgen van de uitleenadministratie : inschrijvingen, ontleeningen, reservaties en inning van maningen.

Het verstrekken van informatie aan de lezers en het toezicht houden in de leeszaal en op het verplichte vestiaire-gebruik.

Het beveiligen van boeken en tijdschriften en de boekverzorging.

Het bijhouden van de documentatie-dienstverlening : het kopiëren en versturen van externe artikelaanvragen en het factureren en controleren van de betalingen.

Het uitvoeren van de courante IBL-aanvragen.

Het uitvoeren van algemene secretariaatstaken.

Profiel :

Kandidaten bezitten minimum een diploma hoger secundair onderwijs.

Kandidaten zijn contactvaardig, gebruikersgericht, nauwgezet en hebben organisatietalent.

Kennis van het bibliotheekwezen en bibliotheekervaring (DOBIS/LIBIS) zijn een pluspunt, de bereidheid zich op korte termijn in te werken is essentieel.

Kennis van passieve catalografie is een pluspunt.

Kandidaten kunnen vlot met verschillende PC-toepassingen werken : tekstverwerking, eenvoudig bestandsbeheer, e-mail en internet.

Kandidaten zijn bereid tot de nodige flexibiliteit inzake arbeidsuren (op grond van de openingsuren van de bibliotheek).

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor bepaalde duur, eventueel verlengbaar voor onbepaalde duur.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Ann Schillemans, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 11, fax 016/32 29 98, e-mail : Ann.Schillemans@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 12 januari 2001. (22)

Voor de Faculteit psychologie en pedagogische wetenschappen, departement psychologie, zoeken wij een administratief medewerker (m/v), graad 4, VB/C/2000/54/W.

Doel van de functie :

Het administratief en organisatorisch ondersteunen van het academisch personeel binnen de afdeling.

Opdrachten :

Het opstellen en versturen van brieven en e-mails in het Nederlands, Frans en Engels.

Administratieve hulp verlenen bij examens : het beheer van een databank met examenvragen, het klaarmaken van examenmateriaal, ...

Het opstellen en bijhouden van de lijst wetenschappelijke publicaties (ProCite).

Het uitvoeren en opvolgen van alle financiële verrichtingen van de afdeling (SAP), waken over de afgesproken besteding van de kredieten, rapportering.

Het typen en verzorgen van de lay-out van cursussen en wetenschappelijke artikels.

Het verzorgen van de praktische organisatie van wetenschappelijke bijeenkomsten (prospectie, logistieke ondersteuning, drukwerk, reorganisatie).

Het beheren van elektronische bestanden.

Het bijhouden van het klassement.

Het maken van kopies.

Profiel :

Kandidaten bezitten minimaal een diploma hoger onderwijs van het korte type of een gelijkwaardige ervaring.

Kandidaten bezitten uitstekende administratieve en organisatorische vaardigheden en kunnen nauwgezet en zelfstandig werken.

Kandidaten kunnen zich, zowel mondeling als schriftelijk, vlot uitdrukken in het Nederlands, Frans en Engels.

Kandidaten kunnen vlot werken met verschillende PC-toepassingen (MS Office). Kennis van SAP is een pluspunt, de bereidheid zich in te werken op korte termijn is essentieel.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor bepaalde duur (één jaar), in de toekomst verlengbaar voor onbepaalde duur.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Ann Schillemans, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 11, fax 016/32 29 98, e-mail : Ann.Schillemans@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 12 januari 2001. (23)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Middelkerke

De raad van het O.C.M.W.-Middelkerke richt een examen in voor een vacature en voor de aanleg van een werfreserve voor de functie van voltijdse kok (m/v) in vast dienstverband (niveau hoger secundair technisch of beroepsonderwijs).

De kandidaturen dienen samen met een afschrift van het diploma binnen te zijn uiterlijk op vrijdag 19 januari bij het O.C.M.W.-Middelkerke, Sluisvaartstraat 17, te 8430 Middelkerke.

Het brutoloon bedraagt 56 471 frank/maand (niveau C1 trap 0) te vermeerderen met een haard- of standplaatsvergoeding van 3 010 frank of 1 505 frank/maand. Jaren dienst in een overheidsinstelling tellen mee voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

De voorwaarden, taakomschrijving, functieprofiel en examenprogramma zijn te verkrijgen bij het O.C.M.W.-Middelkerke, Sluisvaartstraat 17, te 8430 Middelkerke bij de personeelsdienst, Mevr. Devoldere of Mevr. Mortier, tel. 059/31 92 15 of 16. (24)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Lierde

Het O.C.M.W. van Lierde gaat over tot het aanleggen van een wervingsreserve van :

Poetsvrouw - gesubsidieerd contractueel.

De wervingsreserve wordt aangelegd voor de duur van twee jaar.

Er is een deeltijdse betrekking vacant.

Voor de toelating tot een betrekking gelden volgende algemene voorwaarden :

1. burger zijn van de Europese Unie;
2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de beoogde betrekking (getuigschrift goed gedrag en zeden);
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. aan de dienstplichtwetten voldoen.

Als personeelslid kan alleen aangeworven worden wie aan de volgende voorwaarden voldoet :

1. de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;
2. slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen;
3. de nodige attesten voorleggen om als gesubsidieerd contractueel tewerkgesteld te kunnen worden.

Hoofddoel van de functie :

Verrichten van het « normale » poetswerk aan huis bij cliënten die daar tijdelijk of blijvend niet meer zelf kunnen voor instaan, om toch een zo optimaal mogelijk gezinsleven in stand te kunnen houden, of de bejaarde of mindervalide zo lang mogelijk zelfstandig te kunnen laten wonen.

Functieprofiel :

a) Kennis :

Onderhoudsmaterialen, -producten, -technieken.

Elementaire kennis van E.H.B.O. en brand blussen.

Hulpverleners en diensten voor dringende gevallen.

b) Vaardigheden :

Zelfstandig, systematisch, ordelijk, oplettend en vooruitziend onderhoudstaken kunnen organiseren en afwerken.

Vlot contacten kunnen leggen, kunnen luisteren.

Een vertrouwensrelatie kunnen aangaan zonder te grote familiariteit met de cliënt.

Zich kunnen inleven in de levensgeschiedenis van de cliënt.

Kunnen omgaan met bejaarden, zieken, mindervaliden, ...

Adequat kunnen reageren in crisissituaties.

Kunnen werken in georganiseerd verband en leiding kunnen aanvaarden.

c) Attitudes :

Beroepsgeheim respecteren, en tact, discretie, respect en verantwoordelijkheidszin hebben.

Solidair zijn met collega's.

Eerbied voor de menselijke persoon, de vrijheid van opvatting en de levensbeschouwing van de cliënten.

Stiptheid en afspraken nakomen.

Langdurig individueel en zonder nabijheid van collega's of leiding kunnen werken.

Kandidaturen moeten aangetekend worden verstuurd. De kandidaturen moeten uiterlijk op 31 januari 2001 toekomen bij de heer voorzitter van O.C.M.W.-Lierde, Nieuwstraat 19, 9570 Lierde. (25)

Het O.C.M.W. van Lierde gaat over tot het aanleggen van een wervingsreserve van :

Karweiman - gesubsidieerd contractueel.

De wervingsreserve wordt aangelegd voor de duur van twee jaar.

Er is een deeltijdse betrekking vacant.

Voor de toelating tot een betrekking gelden volgende algemene voorwaarden :

1. burger zijn van de Europese Unie;
2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de beoogde betrekking (getuigschrift goed gedrag en zeden);
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. aan de dienstplichtwetten voldoen.

Als personeelslid kan alleen aangeworven worden wie aan de volgende voorwaarden voldoet :

1. de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;
2. slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen;
3. de nodige attesten voorleggen om als gesubsidieerd contractueel tewerkgesteld te kunnen worden.

Hoofddoel van de functie :

Verrichten van allerlei onderhoudswerken en technische klussen aan huis bij cliënten die daar tijdelijk of blijvend niet meer zelf kunnen voor instaan, om toch een zo optimaal mogelijk gezinsleven in stand te kunnen houden, of de bejaarde of mindervalide zo lang mogelijk zelfstandig te kunnen laten wonen.

Het verrichten van allerlei onderhoudswerken en technische klussen rond en in de gebouwen van het O.C.M.W. zodat de bezoekers en het personeel in optimale omstandigheden gebruik kunnen maken van verzorgde en veilige infrastructuur, accommodaties en materiaal.

Functieprofiel :

a) Kennis :

Een basiskennis van onderhoudsmaterialen, -producten en -technieken.

Basiskennis op meerdere domeinen van manuele arbeid.

Elementaire kennis van het juiste en veilige gebruik van machines en materiaal.

Noties van arbeidsveiligheid en E.H.B.O.

b) Vaardigheden :

Zelfstandig en ordelijk kunnen werken.

Efficiënt kunnen werken zodat taken verzorgd, snel en correct afgewerkt worden.

Een plan kunnen lezen.
 Kunnen berekenen van hoeveelheid benodigd product en materiaal.
 Problemen zelfstandig en met inzicht kunnen oplossen.
 Kunnen overleggen, samenwerken en leiding aanvaarden.
 c) Attitudes :
 Sterke bekommernis om eigen en andermans veiligheid.
 Zin voor orde, netheid en hygiëne.
 Voldoende zin voor verantwoordelijkheid.
 Spontaan zoeken naar een effectief en efficiënt gebruik van middelen en tijd, zin voor initiatief.
 Zorgzaam en zuinig omspringen met materialen.
 Kunnen luisteren en vlot contacten leggen.
 Vriendelijkheid.
 Beroepsgeheim respecteren.
 Tact, discretie en respect in contact met anderen.
 Zich loyaal kunnen opstellen als medewerker van het O.C.M.W.
 d) Andere persoonskenmerken :
 Goede lichamelijke conditie.
 Goede persoonlijke hygiëne.
 Bereid en in staat zijn om in ongunstige weersomstandigheden te werken.
 Bereid en in staat zijn om op onregelmatige tijdstippen te werken.
 Kandidaturen moeten aangetekend worden verstuurd. De kandidaturen moeten uiterlijk op 31 januari 2001 toekomen bij de heer voorzitter van O.C.M.W.-Lierde, Nieuwstraat 19, 9570 Lierde. (26)

**Actes judiciaires
 et extraits de jugements
 Gerechtelijke akten
 en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 490
 du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
 van het Strafwetboek

*Infractions liées à l'état de faillite
 Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement*

Tribunal de première instance de Tournai

Par jugement du tribunal de première instance, séant à Tournai, section correctionnelle, rendu contradictoirement le 24 octobre 2000 P.M.,

708 - Lowie, Claude Gentil, né à Mouscron le 24 août 1953, domicilié à 7800 Ath, rue de Gand 14, bte 3, actuellement à 7800 Ath, boulevard de l'Hôpital 71,

a été condamné :

avec sursis simple de trois ans à l'exécution de la condamnation à la peine d'emprisonnement principal et à la peine d'amende;

a trois mois d'emprisonnement et cent francs d'amende majorés de mille neuf cent nonante décimes par franc, soit vingt mille francs, du chef de :

étant commerçant en état de faillite;

avoir soustrait des livres comptables;

avoir détourné une partie de son actif;

n'avoir pas fait l'aveu de la faillite dans le délai prescrit;

ne pas s'être rendu aux convocations faites par le juge-commissaire ou par les curateurs;

abus de confiance,

et aux frais envers la partie publique taxés en totalité à 1 531 francs + 1 000 francs.

Faits commis à Irchonwelz, entre le 29 juillet 1995 et le 1 mars 1996.

Y-a-t-il constitution de partie civile en la cause ? Non.

Le jugement a ordonné la publication de la décision par extrait au *Moniteur belge*, aux frais du condamné.

Pour extrait conforme à la requête du ministère public.

Le greffier, (signé) M. Janssens.

Le présent jugement est passé en force de chose jugée.

Tournai, le 30 novembre 2000.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (27)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij definitief vonnis, d.d. 6 september 2000, heeft de correctionele rechtbank van het arrondissement Hasselt, 15e kamer, bij verstek (betekend: aan politie d.d. 13 oktober 2000 + kennisname d.d. 31 oktober 2000).

Cornelissen, Christof, bediende, geboren te Neerpelt op 13 februari 1973, wonende te 3900 Overpelt, de Heuf 7:

Plichtig verklaard van te Overpelt, op diverse data tussen 1 november 1998 en 6 mei 1999:

als natuurlijk persoon handelaar (H.R. Hasselt 90359), in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 6 mei 1999:

met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen;

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, een gedeelte van zijn activa te hebben verduisterd of verborgen.

Hem veroordeeld tot:

een gevangenisstraf van vier maanden en een geldboete van tweehonderd frank, gebracht op veertigduizend frank, subsidiair zestig dagen gevangenisstraf, een vergoeding van 1 000 frank, een verplichte bijdrage van 2 000 frank en tot de kosten van het geding, begroot op de som van 725 frank.

Verbod om gedurende een termijn van vijf jaar, persoonlijk of door een tussenpersoon, een koopmansbedrijf uit te oefenen.

Tot betaling aan de burgerlijke partij, ten titel van schadevergoeding, de som van dertigduizend frank.

Beveelt dat bij toepassing van artikel 490 Strafwetboek huidig vonnis op kosten van beklagde, bij uittreksel en op de wijze en vormen bepaald bij voornoemd artikel, zal bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Hasselt, 13 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) C. Schuermans. (28)

Hof van beroep te Antwerpen

Uit het arrest, op tegenspraak, uitgesproken door het hof van beroep, achtste correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen, op 20 januari 2000, blijkt dat :

nr. 109 : Vandaele, Robert Gaston Jozef, maatschappelijk assistent, geboren te Turnhout op 14 mei 1954, wonende te Antwerpen, Lange Brilstraat 12;

veroordeeld is tot :

voor de vermengde feiten A.I.a, A.I.b, A.II.a (beperkt tot 1 754 098 F), A.II.b, A.II.c, B.I (beperkt tot de R.S.Z.-schuld), B.II (allen zoals geactualiseerd) en C :

een hoofdgevangenisstraf van 8 maanden met uitstel 3 jaar;

een geldboete van $500 F \times 200 = 100\ 000 F$ of 2 maanden vervangende gevangenisstraf;

uit hoofde van :

als zaakvoerder van de B.V.B.A. Paradox, met zetel te Antwerpen, Lange Brilstraat 12, bus 2, H.R. Antwerpen 231301, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 21 september 1995;

A.I.a-b: valsheid in geschriften en gebruik van valse stukken, wetende dat ze vals zijn (zoals geactualiseerd);

A.II.a (beperkt tot F 1 754 098) en A.II.b-c 1-6 : een gedeelte van zijn activa te hebben verduisterd of verborgen (zoals geactualiseerd);

B.I (beperkt tot de schuld ten aanzien van de directe belastingen en de BTW) : met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, aankopen te hebben gedaan tot wederverkoop beneden de koers of toegestemd te hebben in leningen, effectencirculaties en andere al te kostelijke middelen om zich geld te verschaffen (zoals geactualiseerd);

B.II : met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, verzuimd binnen de gestelde termijn aangifte te hebben gedaan (zoals geactualiseerd);

C. : inbreuk op de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van ondernemingen.

Het hof beveelt de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Antwerpen, 19 december 2000.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Geysmans. (29)

Uit het arrest, op tegenspraak, uitgesproken door het hof van beroep, negende correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen, op 29 november 2000, blijkt dat :

nr. 2406 : Franken, Sven, paardenfokker, geboren te Mortsel op 28 januari 1963, wonende te 2500 Lier, Hagenbroeksesteenweg 161, thans wonende te Sint-Katelijne-waver, Spoorweglei 3/A;

nr. 2407 : Horemans, Henri François Rosa, zonder gekend beroep, geboren te Herentals op 9 maart 1957, wonende te 2290 Vorselaar, Kempenlaan 23D;

veroordeeld zijn tot :

voor wat betreft Franken, Sven :

voor de hiernavermelde vermengde feiten (zoals geactualiseerd, gepreciseerd en verbeterd) :

een hoofdgevangenisstraf van 3 jaar met uitstel van 5 jaar;

een geldboete van $500 F \times 150 = 75\ 000 F$ of een vervangende gevangenisstraf van 3 maanden;

ontzetting uit rechten volgens art. 31.1, 3, 4 en 5 SW voor 5 jaar;

voor wat betreft Horemans, Henri :

voor de hiernavermelde vermengde feiten (zoals geactualiseerd, gepreciseerd en verbeterd) :

een hoofdgevangenisstraf van 1 jaar met uitstel van 5 jaar;

een geldboete van $300 F \times 90 = 27\ 000 F$ of een vervangende gevangenisstraf van 2 maanden;

uit hoofde van :

voor wat betreft Franken, Sven :

zaak I : not. nr. 20.CP.2159-95 :

I. te Mechelen, zelfde kanton en met samenhang te Ravels, gerechtelijk arrondissement Turnhout, tussen 10 september 1990 en 19 februari 1992, de feiten de uiting zijnde van eenzelfde opzet, zonder onderbreking van meer dan drie jaar, het laatste feite gepleegd zijnde op 10 februari 1992, de verjaring van de strafvordering gestuit zijnde door huidige vordering :

als dader of mededader :

als aandeelhouder en afgevaardigd bestuurder van de N.V. General Software, met zetel te Ravels, arrondissement Turnhout, en vervolgens vanaf 1 januari 1991 te Mechelen, Biest 8, H.R. Mechelen 69762, en vanaf 1 oktober 1991 als vereffenaar van de N.V. R & S, in vereffening (naamswijziging) tot 7 februari 1992;

A.1.2.3 :

een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen;

B.1abcd :

inbreuk op de faillissementswet, nl. ten einde faillissement uit te stellen aankopen te hebben gedaan tot wederverkoop, toegestemd in leningen, effectencirculaties of andere al te kostelijke middelen om zich geld te verschaffen;

B.2 :

inbreuk faillissementswet, schuldeiser bevoordeeld ten nadele van de boedel;

B.3 :

inbreuk faillissementswet, niet tijdige aangifte dat hij opgehouden heeft te betalen;

II. 1e : te Mechelen op 22 november 1991 en 2e. bij samenhang te Vorselaar in het gerechtelijk arrondissement Turnhout, op 12 november 1991 :

misbruik van vertrouwen;

en in zaak II : not. nr. 75.CP.142.94;

te Mechelen;

I.1 op 21 juli 1993;

valsheid in handels- of bankgeschriften of in private geschriften;

I.2. op niet nader te bepalen data, ononderbroken tussen 21 juli 1993 en 14 juni 1994 :

gebruik van valse stukken wetende dat ze vals waren;

II1) op 28 december 1992 :

valsheid in geschriften;

II2) op niet nader te bepalen data, ononderbroken tussen 28 december 1992 en 14 juni 1994 :

gebruik valse stukken wetende dat ze vals waren;

III A) op 24 februari 1994 :

poging oplichting;

II B) op 31 augustus 1993 :

misbruik van vertrouwen;

IV A) op 24 februari 1994 :

valsheid in handels- of bankgeschriften of in private geschriften;

IV B) op 24 februari 1994 :

misbruik van vertrouwen;

V.a. meermaals, tussen 22 juli 1993 en 31 december 1993 :

valsheid in geschriften + gebruik valse stukken;

V.b) meermaals, op niet nader te bepalen tijdstippen, tussen 22 juli 1993 en 31 december 1993 :

als afgevaardigd bestuurder van de N.V. Socrates, vennootschap die ingeschreven is in het H.R. Mechelen 69763, met zetel te Mechelen, Grote Nieuwendijkstraat 251, en die bij vonnis rechtbank van koophandel, d.d. 21 februari 1994, in staat van faillissement is gesteld;

een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen;

voor wat betreft Horemans, Henri :

zaak I : not. nr. 20.CP.2159-95 :

I : te Mechelen, zelfde kanton en met samenhang te Ravels, gerechtelijk arrondissement Turnhout, tussen 10 september 1990 en 19 februari 1992, de feiten de uiting zijnde van eenzelfde opzet, zonder onderbreking van meer dan drie jaar, het laatste feit gepleegd zijnde op 10 februari 1992, de verjaring van de strafvordering gestuit zijnde door huidige vordering :

als dader/mededader :

als manager en meerderheidsaandeelhouder van de N.V. General Software, met zetel te Ravels, arrondissement Turnhout, en vervolgens vanaf 1 januari 1991 te Mechelen, Biest 8, H.R. Mechelen 69762, en vanaf 1 oktober 1991 als vereffenaar van de N.V. R & S, in vereffening (naamswijziging) tot 7 februari 1992;

A.1.2.3) :

een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen;

B.1abcd :

inbreuk op de faillissementswet, nl. ten einde faillissement uit te stellen aankopen te hebben gedaan tot wederverkoop, toegestemd in leningen, effectencirculaties of andere al te kostelijke middelen om zich geld te verschaffen;

B.2 :

inbreuk faillissementswet; schuldeiser bevoordeeld ten nadele van de boedel;

B.3 :

inbreuk faillissementswet, niet tijdige aangifte dat hij opgehouden heeft te betalen.

Het hof beveelt de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Antwerpen, 19 december 2000.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Geysmans. (30)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

—
Justice de paix du canton d'Andenne

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Andenne, en date du 21 décembre 2000, le nommé Matagne, Georges, né à Vezin le 6 mars 1919, domicilié rue de l'Hôpital 19, à 5300 Andenne, résidant au Home Kengil, rue Saint-Mort 195, à 5300 Coutisse, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Matagne, Claudine, domiciliée rue du Portail 501A, à 5300 Andenne (Vezin).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grégoire, Martine. (60000)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Andenne, en date du 21 décembre 2000, le nommé D'Agostino, Angelo, né à Namur le 8 septembre 1980, domicilié et résidant rue Villette 458, à 5300 Andenne (Sclayn), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de D'Agostino, Pasquale, maçon, domicilié rue Villette 458, à 5300 Andenne (Sclayn).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grégoire, Martine. (60001)

Justice de paix du premier canton d'Anderlecht

—
Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 14 décembre 2000, faisant suite à la requête du 24 novembre 2000, la nommée Engelbeen, Marthe, née à Tubize le 31 juillet 1913, domiciliée à Anderlecht, Home Vanhellemont, rue Puccini 22, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dierickx, Eric, avocat, juge de paix suppléant, domicilié rue Georges Moreau 160, 1070 Anderlecht.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Luc Vanduyck. (60002)

Justice de paix du premier canton de Charleroi

—
Par ordonnance en date du 27 novembre 2000 de M. le juge de paix du premier canton de Charleroi, le nommé Bouchez, Alain, né le 16 avril 1973, domicilié à 6000 Charleroi, rue Vauban 13, a été déclaré hors d'état de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Françoise van Drooghenbroeck, avocate à Charleroi, boulevard Defontaine 11/7.

Charleroi, le 21 décembre 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Franz Ballériaux. (60003)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

—
Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 14 décembre 2000, la nommée Samain, Lucie, née à Anderlues le 3 janvier 1915, résidant actuellement à 6180 Courcelles, rue de Trazegnies 16, domiciliée à 4683 Oupeye (Vivegnies), rue de la Paix 85, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Collart, Luc, avocat, dont le cabinet est établi à 6530 Thuin, drève des Alliés 28.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pierre Goens. (60004)

Justice de paix du canton de Gembloux

—
Par ordonnance du juge de paix du canton de Gembloux, rendue le 19 décembre 2000, la nommée Mme Fontana, Anna-Lina, née à Vicenza (Italie) le 30 octobre 1932, retraitée, domiciliée rue de Prahý 19, à 5060 Velaine-sur-Sambre, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de son fils : M. Greggio, Alexandre, carreleur, domicilié rue de Prahý 35, à 5060 Velaine-sur-Sambre.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Denil, Véronique. (60005)

Justice de paix du canton de Grivegnée

—
Suite à la requête déposée le 11 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 19 décembre 2000, Mme Hansen, Maria Magdalena, veuve Dupont, Jean, née à Reuland le 20 mai 1911, domiciliée rue Fernand Tilquin 45, à 4030 Grivegnée (Liège), résidant Résidence Charlemagne, rue de Bois de Breux 53, à 4020 Jupille-sur-Meuse, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Dupont, Madeleine, domiciliée rue Fernand Tilquin 45, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (60006)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 5 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 11 décembre 2000, Mme Missaire, Louise, veuve de Dony, Albert, née à Amay le 16 juillet 1921, domiciliée à L'Etérel, chaussée Roosevelt 83, à 4540 Amay, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Saey, Pierre, né à Anvers le 15 novembre 1938, prépensionné, domicilié route Napoléon 63, à 4400 Ivoz-Ramet.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien-Gautot, Liliane. (60007)

Justice de paix du premier canton d'Ixelles

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Ixelles, en date du 19 décembre 2000, le nommé Hillebrand, Georg, né le 22 juin 1961, résidant actuellement à Ixelles, rue de l'Arbre Bénit 102, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Luttiger, Renate Elisabeth, sans profession, domiciliée avenue du Château 34/4, 1081 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier délégué, (signé) Decoster. (60008)

Justice de paix du canton de Le Rœulx

Par ordonnance du juge de paix du canton de Le Rœulx, en date du 18 décembre 2000, la nommée Petrocelli, Pierina, née à Acquaviva d'Isernia (Italie) le 7 décembre 1911, domiciliée à 7070 Thieu, rue de La Déportation 7, résidant actuellement à 7110 Strépy-Bracquagnies, au Home Familial, rue Docteur Coffé 15, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Boulvin, Pascal, avocat, domicilié à 7110 Houdeng-Goegnies, rue Hector Ameys 26.

Requête en désignation déposée le 4 décembre 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Borgniet, Jacques. (60009)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Le Rœulx, en date du 18 décembre 2000, la nommée Meunier, Edith, née à La Louvière le 27 mars 1906, domiciliée à 7100 La Louvière, rue Fernand Clarat 19, résidant actuellement à 7110 Houdeng-Goegnies, Château de La Providence, rue André Renard 18, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Boulvin, Pascal, avocat, domicilié à 7110 Houdeng-Goegnies, rue Hector Ameys 26.

Requête en désignation déposée le 5 décembre 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Borgniet, Jacques. (60010)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Le Rœulx, en date du 18 décembre 2000, la nommée Decamps, Odette, née à Likasi le 16 avril 1927, domiciliée à 7100 La Louvière, rue du Hocquet 197, résidant actuellement à 7110 Maurage, Manoir Saint-Jean, rue Reine Astrid 238, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Boulvin, Pascal, avocat, domicilié à 7110 Houdeng-Goegnies, rue Hector Ameys 26.

Requête en désignation déposée le 11 décembre 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Borgniet, Jacques. (60011)

Justice de paix du canton de Louveigné

Par ordonnance du juge de paix du canton de Louveigné, en date du mardi 19 décembre 2000, M. Maguet, Jean Alphonse Ghislain, divorcé, né à Louveigné le 23 juin 1955, domicilié rue des Eglantiers 12, 4920 Aywaille, résidant C.H.P. Petit Bourgogne, rue Professeur Mahaim 84, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, à savoir, Me Mathieu, Paul, juge de paix suppléant honoraire, domicilié rue des Sœurs 10, 4920 Aywaille.

Louveigné, le 21 décembre 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Joseph Michotte. (60012)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Louveigné, en date du 15 décembre 2000, M. van den Heuvel, Pierre, célibataire, né à Leiden (NL) le 10 juin 1926, domicilié et résidant « Les Prunus », rue de la Goffe 25, 4130 Esneux, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, à savoir, M. van den Heuvel, Emile, retraité, domicilié chemin d'Enonck 11, 4130 Esneux.

Louveigné, le 21 décembre 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Joseph Michotte. (60013)

Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 13 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 21 décembre 2000, Mme Parmentier, Elisabeth Jeanne Louise Nicole, Belge, née à Verviers le 7 février 1932, divorcée, domiciliée square Alfred Micha 2/54, à 4020 Liège, demeurant à la Clinique « Le Péri » à 4000 Liège, Montagne Sainte-Walburge 4B, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me van Langenacker, Christian, avocat, domicilié rue Agimont 3, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Doyen, Anne-Françoise. (60014)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 8 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 18 décembre 2000, Mme Mathy, Adèle, née à Liège le 7 avril 1931, domiciliée rue Louise Jehotte 12, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Franken, Alain, avocat, administrateur provisoire, domicilié rue de l'Yser 286, 4430 Ans.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée, Christiane. (60015)

Suite à la requête déposée le 28 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 6 décembre 2000, M. Giannone, Angelo, né à Villanova (Italie) le 2 octobre 1942, domicilié chaussée Roosevelt 89, 4420 Saint-Nicolas (Liège), résidant à l'Hôpital Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Franken, Alain, avocat, administrateur provisoire, domicilié rue de l'Yser 286, 4430 Ans.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée, Christiane. (60016)

Suite à la requête déposée le 28 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 6 décembre 2000, M. Burczyk, Henryk, né en France le 7 septembre 1925, domicilié rue des Armuriers 20, 4000 Liège, résidant à l'Hôpital Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Dubois, François, avocat, administrateur provisoire, domicilié boulevard d'Avroy 60/012, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée, Christiane. (60017)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 30 novembre 2000, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue le 21 décembre 2000, M. Finet, Georges, né à Saint-Ghislain le 2 août 1913, domicilié avenue Maréchal Foch 783, 7012 Jemappes, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Rizzo, Dominique, domiciliée rue Brunehault 75, 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Collet, Claude. (60018)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur, en date du 21 décembre 2000, la nommée Massart, Marie-Thérèse, née à Namur le 8 mai 1937, domiciliée et résidant à 5000 Namur, rue du Travail 78/6, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Françoise Dorange, avocat, domiciliée à 5000 Namur, rue Juppim 6-8.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (60019)

Justice de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode, en date du 21 décembre 2000, la nommée Van Campenhout, Monique, née à Uzès le 25 septembre 1949, domiciliée à 1030 Bruxelles, rue G. Devreese 37, résidant actuellement à 1210 Bruxelles, Clinique Sanata, rue du Moulin 27-29, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Gillet, Pierre Jean, avocat, boulevard Louis Schmidt 16/7, 1040 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Decraux, V. (60020)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 14 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing rendue le 21 décembre 2000, Mme Serkijn, Linda Léontine Philippine, épouse de Remy, Luc, de nationalité belge, née le 7 juin 1957 à Uccle, sans profession, domiciliée rue du Croupet 359/6, à 4100 Seraing, résidant C.H.U. Sart-Tilman, Domaine du Sart Tilman 35B, à 4000 Liège (Angleur), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de son époux : Remy, Luc Germain Albert, né le 13 août 1949 à Haine-Saint-Paul, domicilié rue du Croupet 359/6, à 4100 Seraing.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fouarge, Jean-Marie. (60021)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 19 décembre 2000, Mme Renard, Marie-Anne, née le 22 juin 1924 à Ere, domiciliée à 7500 Ere, rue Maurice Brébart 5, résidant C.H.R. Hôpital civil, service révalidation, ch. 681, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat à 7500 Tournai, rue Childéric 47.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60022)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 19 décembre 2000, M. Wilfart, Eugène, né le 31 août 1926 à Tournai, domicilié à 7500 Tournai, rue de la Culture 44, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Poncin, Corinne, avocate à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60023)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 19 décembre 2000, M. Guinet, Patrick, né le 29 septembre 1958 à Péruwelz, domicilié à 7973 Stambruges, rue du Cola 33, résidant Centre hospitalier psychiatrique Les Marronniers, pavillon « Les Pins », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue Chidéric 47.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60024)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 19 décembre 2000, Mme Hauet, Nancy, née le 8 juillet 1974 à Binche, domiciliée à 7080 Frameries, rue César Depaeppe 27/21, résidant Hôpital psychiatrique Les Marronniers, pavillon « Les Pins », rue des Fougères 135, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Maindix, Xavier, avocat à 7000 Mons, rue de la Terre du Prince 17.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60025)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 19 décembre 2000, Mme Richez, Annouck, née le 10 octobre 1969 à Watermael-Boitsfort, domiciliée à 7500 Tournai, boulevard Léopold 21/1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue Chidéric 47.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (60026)

Justice de paix du premier canton de Verviers

Suite à la requête déposée le 11 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Verviers rendue le 21 décembre 2000, Mlle Hannotte, Elisa Jean Catherine Julienne, née le 12 août 1922 à Verviers, domiciliée rue de l'Enseignement 20, 4800 Verviers, résidant à la Résidence du Châtelet, rue du Châtelet 41, 4821 Andrimont, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Lenzen, Claude, né le 27 mai 1942 à Andrimont, prépensionné, domicilié Cokaifagne 45, 4845 Jalhay.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Dumoulin, Patrick. (60027)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 21 décembre 2000, rep. 2769, par le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, le nommé M. Luc Baruh, né le 16 septembre 1927, résidant à 1150 Bruxelles, avenue Baron d'Huart 45, Maison de Repos Notre Dame, a été déclaré inapte à gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Valvekens, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6/36.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (60028)

Vrederecht van het eerste kanton Ieper

Bij beschikking van de vrederechter eerste kanton Ieper, verleend op 22 december 2000, werd Devroedt, Oscar, gepensioneerde, geboren te Houthout op 14 augustus 1912, weduwnaar van Garrein, Simonne, wonende en verblijvende in Huize Wieltjesgracht, te 8900 Ieper, Lange Torhoutstraat 29, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerders : de heer Devroedt, Gilbert, bewakingsagent, wonende te 8902 Ieper (Hollebeke), Komen-seweg 138, en de heer Devroedt, Georges, wonende te 8670 Koksijde (Oostduinkerke), Henegouwenpad 5.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 7 november 2000.

Ieper, 22 december 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Bohez, José. (60029)

Vrederecht van het vijfde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Gent, verleend op 26 december 2000 :

stellen vast dat Ravyts, Laura, geboren op 15 mei 1915 te Zele, wonende te 9050 Gent (Gentbrugge), Meidoornhof 44, niet in staat is zelf haar goederen te beheren;

voegen haar toe als voorlopige bewindvoerder Seghers, Jan, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, François Laurentplein 1, bus 4.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rudy Van de Wynkele, hoofdgriffier. (60030)

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Gent, verleend op 26 december 2000 :

stellen vast dat Martens, Marcellus, geboren op 20 juni 1912 te Gent, wonende te 9050 Gent (Gentbrugge), Meidoornhof 44, en verblijvende te 9050 Gent (Gentbrugge), R.V.T. Ter Hovingen, Kliniekstraat 29, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegen hem toe als voorlopige bewindvoerder, Seghers, Jan, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, François Laurentplein 1, bus 4.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rudy Van de Wynkele, hoofdgriffier. (60031)

Vrederecht van het zevende kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton Gent, verleend op 19 december 2000, werd De Vleeschauwer, Paulina, geboren te Gent op 9 mei 1913, gedomicilieerd en verblijvende te 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), Putkapelstraat 81, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Ghysels, Albert, te 9240 Zele, Eikenlaan 1.

Gent, 22 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get) M. Van Hecke. (60032)

Vrederecht van het vrederecht kanton Kapellen

Beschikking d.d. 12 december 2000.

Verklaart Cogels, Béatrice, geboren te Kapellen op 8 mei 1921, gedomicilieerd en verblijvende te 2950 Kapellen (Antwerpen), Hazenlei 9, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Cogels, Nicole Thérèse, gepensioneerde, wonende te 2950 Kapellen (Antwerpen), Hazenlei 9.

Kapellen (Antwerpen), 22 december 2000.

De adjunct-griffier, (get.) Van Dijck, Annick. (60033)

Vrederecht van het vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 21 december 2000, werd Hesters, Tamara, geboren op 6 maart 1981, wettelijk gedomicilieerd te 9100 Sint-Niklaas, Kalkstraat 53, bus 6, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum, Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van den Plas, Christel, met kantoor te 2500 Lier, Guldensporenlaan 136.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (60034)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 21 december 2000, werd Soli, Ann, geboren op 11 mei 1972, wettelijk gedomicilieerd te 2570 Duffel, Bruul 2, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum, Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanosselaer, Robert, met kantoor te 2800 Mechelen, Fr. de Merodestraat 49.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (60035)

Vrederecht van het kanton Ninove

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ninove, verleend op 18 december 2000, werd Keppens, Denise, geboren op 17 juli 1936 te Aalst, gepensioneerde, wonende te 9450 Denderhoutem, Daal 77, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Der Storm, Martine, kapster, wonende te 9450 Denderhoutem, Daal 77.

Ninove, 22 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) S. Poelaert. (60036)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 21 december 2000, werd Vispoel, Leen, geboren op 21 maart 1977, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Abingdonstraat 101, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Boever, Linda, wonende te 9230 Wetteren, Gentssteenweg 139.

Sint-Niklaas, 21 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) F. Moonen. (60037)

Vrederecht van het eerste kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 21 december 2000, werd Vandael, Maria, geboren te Turnhout op 30 maart 1919, wonende te 2300 Turnhout, Boomstraat 37, verblijvende R.V.T. Heiberg, Heibergstraat 17, te 2340 Beerse, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Jacobs, Roger, wonende te 2300 Turnhout, Rerum Novarumlaan 8.

Turnhout, 21 december 2000.
De griffier, (get.) Stijmans, Sylvie. (60038)

Vrederecht van het kanton Zele

Beschikking d.d. 20 december 2000:

Verklaart De Vos, Marc Jean, geboren te Ninove op 10 september 1944, gepensioneerde, wonende te 9400 Ninove, Denderhoutembaan 52, verblijvende Instelling Kruienberg, Turfputstraat 100, te 9290 Berlare, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Van Keer, Greta, advocaat, met kantoor te 9290 Berlare, Donklaan 77/12.

Zele, 22 december 2000.
De wnd. hoofdgriffier, (get.) Van Nuffel, Geert. (60039)

Verbeterend bericht

Vrederecht van het kanton Ronse

In het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 2000, pagina 42325, bericht nr. 68495, werd een uittreksel gepubliceerd inzake Degelas, Leon.

De verblijfplaats van betrokkene, Rusthuis Hogerlucht, Kamme-land 59, dient verbeterd te worden met Rusthuis Hogerlucht, Kamme-land 59, te Ronse.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) H. Verschuren. (60053)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Binche

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche en date du 18 décembre 2000, il a été mis fin au mandat de Wery, Alain, avocat, domicilié à 6150 Anderlues, rue Janson 40, en qualité d'administrateur provisoire de Vanbogget, Hélène, née à Bahout le 16 août 1909, résidant de son vivant à 7140 Morlanwelz, chaussée de Mariemont 92.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) M. Willain. (60040)

Justice de paix du canton de Hamoir

Par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir rendue le 22 décembre 2000, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 13 août 1998, et publiée au *Moniteur belge* du 29 août 1998, à l'égard de Calbert, Jean-Charles, domicilié à 4180 Hamoir, rue du Pont 18, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir: Pintiaux, Gérald, avocat, dont les bureaux sont sis à 4500 Huy, rue Vankeerberghen 7.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Simon, Maryse. (60041)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 11 décembre 2000, une ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège rendue le 20 décembre 2000, a mis fin à la mission confiée par ordonnance du 28 septembre 1999 à M. Joël Chapelier, avocat, dont le cabinet est sis à 4000 Liège, chaussée de Gaulle 20, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Christian Menten, né le 28 novembre 1962 à Liège, domicilié à 4000 Liège, rue Ernest Solvay 3.

En conséquence, cette personne est à nouveau capable de gérer ses biens.

Liège, le 20 décembre 2000.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Zanelli, Joséphine. (60042)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Suite à la requête déposée le 20 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tournai rendue le 22 décembre 2000, il a été mis fin à l'administration provisoire prise par ordonnance du 5 janvier 2000 à l'égard de M. Morelle, Jean-Bernard, né le 27 mars 1935, domicilié rue Ponchaux 6, à 7910 Arc-Wattpont, cette personne étant décédée en date du 25 novembre 2000.

En conséquence, il a été mis fin à la mission de son administrateur provisoire, Me Schamps, Alain, avocat, dont les bureaux sont sis place Reine Astrid 26, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Dehaen, Christophe. (60043)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 21 décembre 2000, il a été constaté que par le décès, survenu le 14 décembre 2000, de M. Paul Colon, né le 6 octobre 1925 à Bruxelles, résidant à la Maison de Repos et de Soins Nazareth, chaussée de Waterloo 961, à 1180 Bruxelles, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Bruno Putzeys, avocat, ayant son cabinet à 1180 Bruxelles, avenue Brugmann 311.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (60044)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 21 décembre 2000, il a été constaté que par le décès, survenu le 3 décembre 2000, de Mme Madeleine Bothy, née le 25 septembre 1905 à Schaerbeek, résidant au Centre gériatrique d'Uccle, rue Joseph Bens 82, à 1180 Bruxelles, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Martine Gaillard, avocate, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391, bte 7.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (60045)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du second canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht en date du 12 décembre 2000, il a été mis fin à la mission de M. Jean Corbreun, domicilié à 1301 Bierges, avenue des Hêtres 5, en tant qu'administrateur provisoire de sa sœur, Mlle Anne Corbreun, domiciliée à 1301 Bierges, avenue des Hêtres 5, désigné à ces fonctions par notre ordonnance du 24 septembre 1998 en lieu et place de sa mère, Mme Marthe Van Malleghem, celle-ci ayant été déclarée incapable de gérer ses biens en date du 21 janvier 1997.

Un nouvel administrateur lui a été désigné étant Me Philippe Galand, avocat, dont les bureaux sont établis à Etterbeek, avenue de la Chasse 132, et ce à dater du dépôt de la requête, soit le 7 décembre 2000.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) Jeanny Bellemans. (60046)

Justice de paix du canton de Binche

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche en date du 10 octobre 2000, Liefferinckx, Claude, domicilié à 7100 La Louvière, rue Machine à Feu 106, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de Lammers, Adeline, née à La Louvière le 25 mai 1921, résidant à 7140 Morlanwelz, Maison de Mariemont, chaussée de Mariemont 92, cette personne étant incapable de gérer ses biens en remplacement de Denis, Eric, avocat, domicilié à 6031 Monceau-sur-Sambre, rue de Dorlodot 21.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (60047)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 21 décembre 2000, il a été mis fin au mandat de Me Philippe Poncelet, avocat, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Giuseppina Paulon, résidant en la « Résidence Albertyn », à 1200 Bruxelles, avenue Albertyn 12.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir : Me Johnne Vandenheuvel, avocat, dont le cabinet est sis à 1080 Bruxelles, rue de Rotterdam 44.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (60048)

Vrederegerecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 21 december 2000, werd Buttcher, Ludwig, wonende te 2500 Lier, Koning Albertstraat 4, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 30 maart 2000 (R.V. 00B913-Rep.R. 1649) tot voorlopige bewindvoerder over Van Looy, Elisabeth, geboren op 20 oktober 1920, wonende in het rusthuis Sint-Jozef, Koningin Astridlaan 4, te 2500 Lier, thans verblijvende in de Paazafdeling van het Heilig-Hartziekenhuis te 2500 Lier, Mechelsestraat 24 (gepubliceerd in het *Begisch Staatsblad* van 7 april 2000, blz. 11053, en onder nr. 62459), met ingang van heden ontslagen van zijn opdracht.

De voornoemde beschermd persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Naveau, Petra, met kantoor te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Clemenceaustraat 86.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (60049)

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

De beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 13 december 2000, ontheft Smeets, Marie, advocaat, wonende te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 9, van haar opdracht als voorlopige bewindvoerder over Koll, Juri Jeannine, geboren te Sint-Truiden op 18 maart 1959, invalide, gedomicilieerd te 1060 Sint-Gillis, Parklaan 23/2, verblijvende in het P.C. Ziekeren, Halmaalweg 2, te 3800 Sint-Truiden, en zoals aangesteld bij beschikking van 29 mei 1998.

Stellen aan als nieuwe bewindvoerder : Tirions, Hubert, advocaat, Cabaretstraat 1, 3290 Diest.

Stellen vast dat de opdracht van de uittredende bewindvoerder eindigt op de dag van aanvaarding door de nieuwe bewindvoerder.

Sint-Truiden, 21 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (60050)

De beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 18 december 2000, ontheft evenwel de heer Plaquet, Joseph, wonende te 2230 Herselt, Binnenblok 28, van zijn opdracht als voorlopige bewindvoerder over Wauwermans, Maria, geboren te Geel op 14 september 1956, wonende te 2230 Herselt, Binnenblok 28, verblijvende in het P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, 3800 Sint-Truiden, met ingang op de dag van de aanvaarding door de nieuwe aangestelde voorlopige bewindvoerder.

Stellen aan als nieuwe bewindvoerder aan de voornoemde beschermd persoon : Van den Wouwer, Anita, advocaat, Tongerseenweg 30, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 18 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (60051)

De beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 18 december 2000, werd ontslag verleend aan Lambeets, Geert, advocaat, Toekomststraat 22, 3800 Sint-Truiden, als voorlopige bewindvoerder over Maurice, Rudi, geboren te Borgworm op 9 augustus 1967, invalide, wonende te 3800 Sint-Truiden, Halmaalweg 2, conform zijn verzoek.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de beschermd persoon : Biets, Karine, advocaat, Regentwijk 64, 3890 Gingelom.

Sint-Truiden, 18 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (60052)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Par ordonnance du 27 novembre 2000, M. le président du tribunal de première instance de Tournai a désigné Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, en qualité d'administrateur et liquidateur de la succession de Mme Paulette Gyre, née à Taintignies le 24 septembre 1929, veuve de M. Lucien Olikier, domiciliée en son vivant à Taintignies, rue du Temple 22, décédée à Tournai le 11 mai 2000. Les créanciers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec l'administrateur dans les trois mois de la présente publication.

Ath, le 8 décembre 2000.

(Signé) Dominique Surquin. (31)

Ingevolge akte verleden op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge op 9 augustus 2000, heeft ere-notaris Jacques Van Damme, te Brugge (Sint-Andries), handelend als lasthebber van Mevr. De Muynck, Marie Christine, wonende te Zilverstraat 10, dewelke zelf datieve voogdes is over Mej. De Muynck, Juliette Marie Georgette, geboren te Brugge op 15 juli 1934, verblijvende te Brugge, Sint-Annarei 6, in staat van verlengde minderjarigheid verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge van 24 juni 1975, verklaard voor voormelde minderjarige, de nalatenschap van hierna vermelde overledene te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Wijlen de heer De Muynck, Lucien Maurice, in leven buiten beroep, geboren te Sint-Andries op 5 februari 1924, ongehuwd, laatst wonende te Brugge, Visspaanstraat 10, is *ab intestato* overleden te Brugge op 2 april 2000.

De schuldeisers worden verzocht, bij aangetekend schrijven, hun rechten te doen gelden binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van de opneming in het *Belgisch Staatsblad*.

Dat aangetekend schrijven moet verzonden worden aan Mr. Michel Van Damme, notaris te Brugge (Sint-Andries), Gistelse Steenweg 138, bus 1.

Brugge (Sint-Andries), 21 december 2000.

(Get.) Michel Van Damme, notaris te Brugge (Sint-Andries). (34)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 22 december 2000, hebben :

De Buysscher, Benjamin Leontine Alfons, geboren te Antwerpen op 2 april 1949, wonende te 2950 Kapellen, Bergstraat 18;

De Buysscher, Octavie Constance Jeanine, geboren te Antwerpen op 28 september 1941, wonende te 9000 Gent, Sleepstraat 33;

De Buysscher, Jeanine Carola Martha, geboren te Antwerpen op 6 december 1954, wonende te 9000 Gent, Reigerstraat 49;

De Buysscher, Carine Katty Geneviève, geboren te Doornik op 17 augustus 1968, wonende te 8000 Brugge, Komvest 40;

De Buysscher, Arnaud Dany Octavie, geboren te Doornik op 22 december 1969, wonende te 9000 Gent, Lange Halsstraat 3;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen :

1. Van den Bussche, Martha Elisabeth Charline, geboren te Papendrecht in Nederland op 1 februari 1916, in leven laatst wonende te 2060 Antwerpen-6, Hollandstraat 23, en overleden te Antwerpen op 13 augustus 2000;

2. De Buysscher, Armand Jean Marie, geboren te Antwerpen op 22 september 1943, in leven laatst wonende te 2000 Antwerpen, Huikstraat 23, en overleden te Antwerpen op 16 maart 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Neve, Ferdinand, notaris te 9000 Gent, Burgstraat 122.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 22 december 2000.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (36)

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 22 december 2000, heeft Houben, Kevin, geboren te Antwerpen op 4 december 1982, wonende te 2070 Zwijndrecht, Dorp West 47;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Houben, Daniel Louis Cyriel, geboren te Heusden op 25 november 1956, in leven laatst wonende te 2070 Zwijndrecht, Statiestraat 91/2, en overleden te Antwerpen op 9 december 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Glorie, Freddy, notaris te 2070 Zwijndrecht, Melselestraat 25.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 22 december 2000.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (37)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 22 december 2000, heeft Boogers, Sara, advocaat, kantoorhoudende te 2300 Turnhout, de Merodelei 157;

handelende als onderhands gevolmachtigde van :

a) Misson, Jean-Pierre, notaris met standplaats te 5590 Ciney, rue Courtejoie 57,

handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, hiertoe aangewezen bij bevelschrift van de vrederechter van het kanton Ciney, d.d. 16 februari 1993, over :

Balthazar, Michel Edmond, zonder beroep, geboren te Huy op 9 juni 1964, wonende in het « Institut de l'Enfant Jésus », rue Tienne à la Justice 22, te 5590 Ciney;

tevens handelende ingevolge machtiging hem verleend, en dit in toepassing van artikel 488bis, f), § 3e) van het Burgerlijk Wetboek, bij bevelschrift van de vrederechter van het kanton Ciney, d.d. 13 juni 2000;

b) Vanhaelewijck, Mireille Berthe Irène, notaris, wonende te 7800 Ath, rue du Canon 35, handelende ingevolge notariële volmacht, verleden voor notaris Jacques, Robert, te Ath, op 7 april 2000, voor :

1. Debruxelles, Jean-Claude Ghislain, arbeider, geboren te Ath op 29 april 1954, ongehuwd, wonende te 7942 Mévergnies, thans gemeente Brugelette, rue Saint Gervais 58, handelende in eigen naam;

2. Capron, Jean-Pierre Alice, arbeider, geboren te Ath op 10 maart 1972, ongehuwd, wonende te 7866 Bois-de-Lessines, thans gemeente Lessines, rue du Bois 18, handelende in eigen naam;

3. Debruxelles, Jean-Claude, zonder beroep, geboren te Ath op 28 december 1969, ongehuwd, wonende te 7810 Maffle, thans gemeente Ath, rue de la Meunerie 24, bus 2, handelende in eigen naam;

4. Wamberchies, Fernande, zonder beroep, geboren te Ghlin op 14 juni 1933, wonende te 7943 Brugelette, rue Saint-Lambert 1, handelende in eigen naam;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Wamberchies, Jean, geboren te Ghlin op 14 juli 1926, in leven laatst wonende te 2440 Geel, Pas 200, en overleden te Geel op 26 januari 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Jacques, Robert, notaris met standplaats te 7800 Ath, rue de la Bienfaisance 7.

Turnhout, 22 december 2000.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (38)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 00-2203, passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 21 décembre 2000 :

Me Maria-Isabel Jimenez Rojas, avocat à 1200 Bruxelles, avenue Albert-Elisabeth 46, agissant en sa qualité de mandataire en vertu de deux procurations sous seing privé :

1. la 1^{re} datée du 6 décembre 2000 et donnée par Mme Maria Pilar Ortiz, Lapascua, domiciliée à 50650 Gallur, Zaragoza, (Espagne), calle Tudela 33;

2. la 2^e datée du 6 décembre 2000 et donnée par Mme Merino Roldan, Maria Dionosia, domiciliée à 1400 Nivelles, Faubourg Sainte-Anne 5,

a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Merino Roldan, Oscar Felipe, né à Barruelo de San Tullan (Espagne) le 26 mai 1932, de son vivant domicilié à Auderghem, chaussée de Wavre 1388, et décédé le 23 novembre 2000 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Indekeu, Gérard, notaire à 1050 Bruxelles, avenue Louise 126.

Bruxelles, le 21 décembre 2000.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (39)

Déclaration d'acceptation sous bénéfice d'inventaire devant le greffier du tribunal de première instance de Bruxelles, faite le 29 septembre 2000, par Mme Horlait, Dominique Charlotte S.M.L., née à Elisabethville (Congo belge) le 23 décembre 1954, domiciliée à 1050 Ixelles, chaussée de Boondaël 537, en qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur : Horlait, Antoine, né à Woluwe-Saint-Lambert le 16 août 1994.

Autorisation : délibération du conseil de famille tenue le 14 septembre 2000 sous la présidence de Mme le juge de paix du second canton d'Ixelles, délibération nous produite en extrait conforme, celui-ci restitué à la comparante.

Objet déclaration : acceptation sous bénéfice d'inventaire à la succession de Monfort, Michel Eugène Marie Ghislain, né à Vielsalm le 4 mai 1963, de son vivant domicilié à Ixelles, chaussée de Boondaël 537, et décédé le 20 mai 2000 à Bruxelles.

Dont acte, signé après lecture, (signé) Horlait, Dominique; Vera Aerts.
Le greffier, (signé) Vera Aerts. (33)

Tribunal de première instance de Namur

L'an deux mille, le vingt-deux décembre, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

Me Michel d'Harveng, notaire à 5300 Thon-Samson (Andenne), route de Liège 5, représentant en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 7 décembre 2000 :

Mme Bricteux, Mary, née à Namur le 11 mai 1969, domiciliée à 5024 Marche-les-Dames, rue aux Ruwales 27;

M. Bricteux, Jean François, né à Namur le 20 mai 1973, domicilié à Namèche, rue Fond de Wartet 17,

lequel comparant a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Yppersiel, Claire, en son vivant domiciliée à Namèche, rue Fonds de Wartet 17, et y décédée en date du 23 juillet 2000.

Dont acte requis par le comparant, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Michel d'Harveng, notaire à 5300 Thon-Samson, route de Liège 5.

Namur, le 22 décembre 2000.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (40)

Tribunal de première instance de Mons

L'an deux mille, le vingt-cinq octobre, au greffe et devant nous, Katherina Burlion, greffier adjoint délégué au tribunal de première instance séant à Mons, province de Hainaut, a comparu :

Mme Verucchi, Martine Suzanne, née à Mons le 9 janvier 1964, domiciliée à 7331 Saint-Ghislain (Baudour), rue des Hauts Monceaux 3/RCH2, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs, à savoir :

Cornez, Christelle, née à Boussu le 4 septembre 1986;

Cornez, Laurence Julia Mathilde, née à Boussu le 14 janvier 1989;

Cornez, Vincent Philippe Léon, né à Boussu le 4 septembre 1990, tous trois domiciliés avec leur mère,

la comparante, es dites qualités, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de Mme le juge de paix du second canton de Mons en date du 19 octobre 2000 et que nous annexons, ce jour, au présent acte en copie conforme, nous a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Cornez, Charles, né à Baudour le 20 février 1958, en son vivant domicilié à Baudour, rue Bolus 35, et décédé à Baudour le 23 août 2000.

Desquelles déclarations mais avons dressé le présent acte que la comparante a signé avec nous après lecture, suivent les signatures.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. le notaire Baudouin Cassart, notaire suppléant feu Marcel Leclercq, à Quaregnon, rue de Pâturage 13.

Pour copie conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) K. Burlion. (32)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du vendredi 22 décembre 2000, le tribunal de commerce de Liège a accordé le sursis définitif à M. Sacré, Théodore, né à Hermalle-sous-Argenteau le 7 septembre 1962, époux de Jolly, Marie-Noëlle, sans contrat de mariage, domicilié à 4600 Visé, rue de Mons 188A, inscrit au registre de commerce de Liège sous le n° 165493, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} octobre 1988, pour l'activité suivante : entreprise de charpenterie et de menuiserie du bâtiment, immatriculé à la T.V.A. sous le n° 757.219.711.

Ce sursis définitif est accordé pour une période de vingt-quatre mois prenant cours le 22 décembre 2000.

Me Pierre Henfling, en qualité de commissaire au sursis, exercera la surveillance et le contrôle de l'exécution du plan de paiement.

Pour extrait conforme : le greffier, chef de service, (signé) J. Tits. (41)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Ville de Wavre, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, place du Luxembourg 5, R.C. Bruxelles 423365, T.V.A. 419.855.194.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Uccle.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 24 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borght.

(Pro deo) (76)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 december 2000 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Ville de Wavre, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Luxemburgsplaats 5, H.R. Brussel 423365, BTW 419.855.194.

Rechter-commissaris : de heer De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 24 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander
Borghet.

(Pro deo) (76)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu,
la faillite de la société privée à responsabilité limitée Delta Tecnic, dont
le siège social est établi à 1140 Evere, rue de Genève 10, bte 8,
R.C. Bruxelles 636747, T.V.A. 459.668.449.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borghet, rue des Astronomes 14,
1180 Ukkel.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
24 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borghet.

(Pro deo) (77)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 december 2000 werd geopend verklaard, op
bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Delta Tecnic, met maat-
schappelijke zetel te 1140 Evere, Genevestraat 10, bus 8,
H.R. Brussel 636747, BTW 459.668.449.

Rechter-commissaris : de heer De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borghet, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 24 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander
Borghet.

(Pro deo) (77)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur
citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée U. Emes
Trading, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, boulevard
Lambermont 53, R.C. Bruxelles 629731, T.V.A. 464.609.511.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borghet, rue des Astronomes 14,
1180 Ukkel.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
24 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borghet.

(Pro deo) (78)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 december 2000 werd geopend verklaard, op
dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Emes Trading, met
maatschappelijke zetel te 1030 Schaerbeek, Lambermontlaan 53,
H.R. Brussel 629731, BTW 464.609.511.

Rechter-commissaris : de heer De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borghet, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 24 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander
Borghet.

(Pro deo) (78)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur
citation, la faillite de la société anonyme Great Western Assurance Cy,
dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, avenue des Cerisiers 15,
R.C. Bruxelles 580085, T.V.A. 415.493.956.

Juge-commissaire : M. De Kempeneer.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borghet, rue des Astronomes 14,
1180 Ukkel.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
24 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borghet.

(Pro deo) (79)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 december 2000 werd geopend verklaard, op
dagvaarding, het faillissement van de N.V. Great Western Assurance
Cy, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaerbeek, Kerselarenlaan 15,
H.R. Brussel 580085, BTW 415.493.956.

Rechter-commissaris : de heer De Kempeneer.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borghet, Sterrenkundigenstraat 14,
1180 Ukkel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 24 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander
Borghet.

(Pro deo) (79)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 21 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Bel Air et Associés, société civile à forme commerciale, dont le siège social est établi à 1083 Ganshoren, avenue Charles Quint 77, et ayant eu un siège d'exploitation sis rue des Brasseurs 31, à 1300 Wavre, R.S.C. Bruxelles 2666, activité commerciale principale : confection dames.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486, bte 6.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du jugement prononçant la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 24 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) L. Lemaire. (Pro deo) (80)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 21 december 2000, werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van Bel Air et Associés N.V., burgerlijke vennootschap onder handelsvorm, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1083 Ganshoren, Keizer Karellaan 77, en met exploitatiezetel gevestigd te 1300 Waver, rue des Brasseurs 31, R.B.V. Brussel 2666, voornaamste handelsactiviteit : dameskleding.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486, bus 6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 24 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) L. Lemaire. (Pro deo) (80)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 14 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Total E Belgium, dont le siège social est établi à 1140 Bruxelles, rue Colonel Bourg 127-129, R.C. Bruxelles 630982, T.V.A. 464.976.824, activité commerciale principale : vente et entretien en réseaux et AS 400.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me F. Hanssens-Ensch, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Curateur-adjoint : M. Gérard Delvaux, réviseur d'entreprises à 1380 Lasne, chaussée de Louvain 428.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du jugement prononçant la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 17 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) F. Hanssens-Ensch. (86)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 14 december 2000, werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van N.V. Total E Belgium, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1140 Brussel, Kolonel Bourgstraat 127-129, H.R. Brussel 630982, BTW 464.976.824, voornaamste handelsactiviteit : verkoop en onderhoud van netwerken en AS 400.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. F. Hanssens-Ensch, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Adjunct-curator : de heer Gérard Delvaux, bedrijfsrevisor te 1350 Lasne, Leuvensesteenweg 428.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 17 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) F. Hanssens-Ensch. (86)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement rendu le 19 décembre 2000, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré close, par liquidation, la faillite de la S.P.R.L. Les Ronches, R.C. Charleroi 153298.

Le même jugement a déclaré la société faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean Evaldre. (81)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 22 décembre 2000, a été déclarée en faillite la S.P.R.L. FA.RE.PA., rue A. Defuisseaux 78, à 4460 Grâce-Hollogne, R.C. Liège 184129, avec date du début des opérations commerciales le 15 février 1993, pour l'exploitation d'une entreprise de travaux de carrelage et de mosaïque, commerce de détail en matériaux pour la construction, T.V.A. 449.581.043.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 6 février 2001, à 9 h 30 m, salle des faillites, cabinet du greffier en chef, palais de justice, place Saint-Lambert, à Liège, 1^{er} étage.

Les déclarations de créance doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce de Liège dans les trente jours à dater du 22 décembre 2000.

Juge-commissaire : M. Guy Hardenne.

Curateurs : Me Francis Schroeder et Me Roland Props, rue des Augustins 26, à 4000 Liège.

Un curateur, (signé) F. Schroeder. (Pro deo) (82)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 19 décembre 2000, le tribunal de commerce de Neufchâteau a déclaré closes, par liquidation, les opérations de la faillite de Mme Josette Coulon, domiciliée à 6830 Bouillon, rue de la Maladrerie 36, et a dit pour droit que la faillie est excusable.

Par extrait conforme : le curateur, (signé) J.-B. Massart, avocat à Bastogne. (83)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 18 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.C.R.L. L'Atelier des Saveurs, dont le siège social est sis à 7000 Mons, rue des Chartiers 27/3, ayant exercé les activités de petite restauration à 7000 Mons, rue d'Havré 75, sous la dénomination « L'Atelier des Saveurs », R.C. Mons 142565, T.V.A. 471.741.385.

Curateur : Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Dépôt des déclarations de créance pour le 17 janvier 2001 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 7 février 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (84)

Par jugement du 18 décembre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, M. Ravicini, Rudy, né à Frameries le 4 avril 1965, domicilié à 7012 Jemappes, rue de l'Industrie 1B, exerçant l'activité de menuiserie du bâtiment, R.C. Mons 136708, T.V.A. 667.373.658.

Curateur : Me Christine Delbart, avocat à 7000 Mons, rue des Telliers 20.

Dépôt des déclarations de créance pour le 17 janvier 2001 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 7 février 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) C. Delbart. (85)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van 20 december 2000 van deze rechtbank werd, op bekentenis, in falingsverklaring Komilfoo B.V.B.A., met zetel te 8430 Middelkerke, Parklaan 40, H.R. Oostende 53185, voor toiletagesalon, trimmen van huisdieren, kleinhandel in artikelen voor kleine huisdieren en sierdieren, in lederwaren en zadelmakerwerk, in snuisterijen en fantasieartikelen, onderneming voor het reinigen van en ontsmetten van woongelegenheden, lokalen en meubels, stoffering en allerhande voorwerpen, onderneming voor ruitenwasserij, onderneming voor het schilderen van gebouwen, onderneming voor het behangen en garnieren onder de benaming Komilfoo, BTW 457.473.873.

Datum staking van betalingen : 20 december 2000.

Rechter-commissaris : de heer Jan Haud'huyze.

Curator : Filip Van Caenegem, advocaat, Hennepstraat 8, te 8400 Oostende.

De schuldvorderingen moeten ingediend worden op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshof, Canadaplein, te 8400 Oostende, vóór 20 januari 2001.

Onderzoek der schuldvorderingen : maandag 5 februari 2001, om 8 u. 45 m., op de rechtbank van koophandel te Oostende.

De curator, (get.) Filip Van Caenegem. (87)

Bij vonnis van 9 november 2000, van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd het faillissement van de B.V.B.A. Woodconcept, met zetel te 8400 Oostende, Biekorfstraat 17-19, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) P. Demey. (90)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, d.d. 21 december 2000, werd in falingsverklaring de B.V.B.A. Cairo, met zetel te 8400 Oostende, Van Iseghemlaan 65A, voor spijshuis en in- en uitvoerhandel van diverse goederen, H.R. Oostende 53191, BTW 448.005.980.

Staking van betaling : 21 december 2000.

De aangiften van de schuldvorderingen : vóór 20 januari 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel, afdeling Oostende, Canadaplein, te 8400 Oostende.

Afsluiten proces-verbaal verificatie van schuldvorderingen : op 31 januari 2001, om 11 u. 30 m., op voornoemd adres.

Curator : Mr. Geert Lambert, advocaat met kantoor te 8400 Oostende, Batterijstraat 16.

Rechter-commissaris : de heer H. Schiltz.

De curator, (get.) G. Lambert. (91)

Met vonnis d.d. 9 november 2000 werd door de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, de sluiting bij gebrek aan actief bevolen van de falingsverklaring van de N.V. Natasha, met zetel te 8400 Oostende, James Ensorgalerie 26 aldaar, H.R. Oostende 27868 en H.R. Veurne 29796. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Geert Lambert. (Pro deo) (93)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 6 december 2000 werd in falingsverklaring de heer Daniël De Queecker, wonende te 8210 Zedelgem, Torhoutsteenweg 69, tot 30 september 2000, H.R. Brugge 87168, voor tussenpersoon in de handel, BTW 518.815.287.

De heer L. Dedecker werd aangesteld als rechter-commissaris.

Voorlopige datum van staking van betaling : 20 december 2000.

Indiening der schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, vóór 19 januari 2001; nazicht van de schuldvorderingen op 29 januari 2001, om 10 u. 30 m., in de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, zaal N, eerste verdieping.

De curatoren, (get.) Mr. Johan Van Severen; Mr. Eliane Pexsters, advocaten, Westernieuwweg 75, 8490 Jabbeke. (88)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, tijdelijke eerste kamer bis, in datum van 20 december 2000, werd het tijdstip van staking van betaling van de N.V. Big Daddy Inc. (destijds met maatschappelijke zetel te 8000 Brugge, Prinsenhof 1A, voor groot- en kleinhandel in sportartikelen en sportkledij, H.R. Brugge 88586, BTW 454.472.516, en in falingsverklaring bij vonnis van faillietverklaring van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, eerste kamer, in datum van 6 september 2000) bepaald op 6 maart 2000. Er werd gezegd voor recht dat de N.V. Big Daddy heeft opgehouden te betalen sinds 6 maart 2000.

De curator, (get.) Kurt Creyf. (89)

De rechtbank beveelt de publicatie van het vonnis van 20 december 2000 dat Herba B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 8000 Brugge, Baliestraat 60, H.R. Brugge 89978, voor onderneming van chapewerken, voor het bouwen van stellingen, alsmede voor het invoegen en reinigen van gevels, BTW 465.339.781, op bekentenis, failliet heeft verklaard.

Datum staking van betaling : 20 december 2000.

Rechter-commissaris : de heer Emile Vanbiervliet, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. Pascal Leys; Mr. Erwin Priem, advocaten te 8000 Brugge, Ezelpoort 6.

Indienen aangifte van schuldvordering uiterlijk : 18 januari 2001.

Proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen : maandag 29 januari 2001.

De curatoren, (get.) P. Leys; E. Priem. (Pro deo) (92)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, d.d. 20 december 2000, werd, op bekentenis, voor geopend verklaard het faillissement van E.L. Consulting B.V.B.A., met maatschappelijke zetel volgens het vennootschapsdossier : Aatrijkesteenweg 56, 8490 Jabbeke, en op verklaring van zaakvoerster overgebracht naar de Carmerstraat 2, bus 1, 8000 Brugge, H.R. Brugge 86339, voor een publiciteitsonderneming, BTW 453.876.262.

Staking van betaling : voorlopig bepaald op 20 december 2000.

Rechter-commissaris : de heer Francis Micholt.

Curator : Mr. Johan Mermuys, advocaat te 8490 Jabbeke, Aatrijkesteenweg 1c.

Plaats en uiterste datum voor aangifte van schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, en dit vóór 19 januari 2001.

Datum en plaats van de zitting voor de afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 29 januari 2001, om 11 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, zaal N, op de eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Johan Mermuys, curator.
(Pro deo) (94)

Bij vonnis van 20 december 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, de B.V.B.A. Alta Trading, met maatschappelijke zetel te 8000 Brugge, Noordzandstraat 24, H.R. Brugge 83101, voor de uitbating van kleinhandel in kinderkleding, BTW 456.266.323, na bekentenis, failliet verklaard.

Aanvang van de termijn van staking van betaling : 20 december 2000.

Rechter-commissaris : de heer Jan Dauw, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Colette Gryson, advocaat te 8000 Brugge, Komvest 25.

De aangiften van schuldvordering moeten ingediend worden ter griffie van deze rechtbank vóór 19 januari 2001.

Het proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen zal gesloten worden op de rechtbank van koophandel te Brugge, op 5 februari 2001, om 9 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Colette Gryson, curator.
(Pro deo) (95)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis d.d. 18 december 2000 van de vierde kamer in de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, is het faillissement van de B.V.B.A. Verdo, gevestigd te 9270 Laarne, Molenstraat 1, H.R. Dendermonde 55295, BTW 462.687.624, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde is niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Bogaert.
(Pro deo) (96)

Ingevolge vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, d.d. 18 december 2000, werd het faillissement van Mevr. Van Gucht, An, wonende te 9290 Berlare, Nieuwstraat 1A, H.R. Dendermonde 51460, BTW 741.260.439, gesloten bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentssteenweg 108-110. (97)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, vierde kamer, d.d. 18 december 2000, werd het faillissement van Welvis, Rina, wonende te 9280 Lebbeke-Denderbelle, Kapellenstraat 345, H.R. Dendermonde 51494, in falig verklaard bij vonnis d.d. 30 maart 1999, afgesloten bij vereffening.

Bij zelfde vonnis werd gefailleerde verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) M. Jannis. (98)

Bij vonnis d.d. 20 december 2000 in de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, vierde kamer, is, op dagvaarding, het faillissement geopend van de N.V. De Lekkerbek, gevestigd te 9250 Waasmunster, Heidekapelstraat 32, H.R. Dendermonde 47914, BTW 444.385.209, uitbating restaurant.

Datum van staking van betaling is voorlopig vastgesteld op 20 december 2000.

Rechter-commissaris : de heer Ar. Van Baeveghem.

Curator : Mr. Johan Bogaert, advocaat te 9200 Dendermonde, Schoolstraat 15.

Indienen van de schuldvorderingen vóór 20 januari 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31.

Nazicht van de ingediende schuldvorderingen heeft plaats op 2 februari 2000, te 10 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Bogaert. (99)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, vierde kamer, d.d. 18 december 2000, werd het faillissement van Wydoodt, Marc, wonende te 9290 Berlare-Overmere, Donkiaan 93, H.R. Dendermonde 35196, in falig verklaard bij vonnis d.d. 28 februari 2000, afgesloten bij vereffening.

Bij zelfde vonnis werd gefailleerde verschoonbaar verklaard;
(Get.) M. Jannis, curator. (100)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : B.V.B.A. Aqualux, met zetel te 9320 Erembodegem, Brusselbaan 159, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van 16 oktober 1998.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 15 december 2000, werd voormeld faillissement gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Eric Creytens, advocaat te 9400 Ninove, Centrumlaan 48/2. (Pro deo) (101)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 7 december 2000, het faillissement Algemeen Pos- en Kassabedrijf B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 159, H.R. Hasselt 94575, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. Naudts. (102)

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 7 december 2000, het faillissement Nulens Electro B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3520 Zonhoven, Molenweg 110, H.R. Hasselt 67133, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. Naudts. (103)

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 7 december 2000, het faillissement Pizzeria Ristorante Da Angelo N.V., met maatschappelijke zetel te 3500 Hasselt, Botermarkt 22, H.R. Hasselt 85912, gesloten verklaard na vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. Naudts. (104)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 14 december 2000 het faillissement van Jurgens Investing N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Heusden-Zolder, Meylandtlaan 107, uitbating horeca, failliet verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank ontlast de curator van zijn opdracht.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Bussers, Patrick, Visserijstraat 4, 3590 Diepenbeek. (Pro deo) (105)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 14 december 2000 het faillissement van C.E. Systems N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Tessenderlo, Molenhuizen 11, ontwikkeling van computers en computeronderdelen, BTW 460.644.189, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank ontlast de curator van zijn opdracht.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Bussers, Patrick, Visserijstraat 4, 3590 Diepenbeek. (Pro deo) (106)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 7 december 2000 het faillissement B.V.B.A. A.M.E., met maatschappelijke zetel voorheen te 3630 Maasmechelen, Prinses Paola-laan 40, voorheen gevestigd te 3530 Houthalen-Helchteren, Grote Baan 306, H.R. Hasselt 98440, failliet verklaard op datum van 30 maart 2000, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat er geen redenen voorhanden zijn om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : namens de curatoren, (get.) Marc Vandeput. (Pro deo) (107)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 7 december 2000 het faillissement B.V.B.A. M & M All Trading, voorheen handeldrijvende 3800 Sint-Truiden, Schuurhovenveld 20/20, H.R. Hasselt 85306, import-export voedingsproducten, failliet verklaard op datum van 6 februari 1997, gesloten verklaard na vereffening.

De rechtbank heeft beslist dat er geen redenen voorhanden zijn om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : namens de curatoren, (get.) Marc Vandeput. (108)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 22 december 2000, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Meinders Euro Service B.V.B.A., coördinatie van de hulp en pechbevrijding voor wegtransport, telesecretariaat, tele-service, service voor inbraak en brand en voor technische storingen en noodoproepen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9031 Drongen, Industriepark Drongen 2H, H.R. Gent 188343, BTW 462.743.250.

Rechter-commissaris : de heer Peter Van den Bossche.

Datum staking der betalingen : 22 juni 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapsmarkt 22, 9000 Gent, vóór 19 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 7 februari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Dirk De Grootte, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Coupure 804.

Voor eensluidend uittreksel : de waarnemend hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (109)

Bij vonnis d.d. 22 december 2000, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Euro 24 Belgium B.V.B.A., tussenpersoon in de handel, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9031 Drongen, Industriepark Drongen 2H, H.R. Gent 186550, BTW 461.368.226.

Rechter-commissaris : de heer Peter Van den Bossche.

Datum staking der betalingen : 22 juni 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapsmarkt 22, 9000 Gent, vóór 19 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 7 februari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Dirk De Grootte, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Coupure 804.

Voor eensluidend uittreksel : de waarnemend hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (110)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent d.d. 11 december 2000, werd het faillissement Istee N.V., Nederkouter 124, 9000 Gent, H.R. Gent 163520, afgesloten wegens ontoereikende activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Hilde De Boever, advocaat. (111)

Bij vonnis d.d. 22 december 2000, op bekentenis, vierde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Health for World N.V., in het kort « HFW », aan- en verkoop, groot- en kleinhandel, productie, in- en uitvoer, voor eigen rekening en voor rekening van derden, zowel in België als in het buitenland, in consignatie geven en nemen van alle materialen en goederen die gebruikt worden in de agrarische sector, met maatschappelijke zetel te 9060 Zelzate, Peperstraat 2B, bus 4, H.R. Gent 175245, BTW 451.107.804.

Rechter-commissaris : de heer Dielman, Etienne.

Datum staking der betalingen : 20 december 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapsmarkt 22, 9000 Gent, vóór 17 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 31 januari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. J. De Paepe, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Bagattenstraat 124.

Voor eensluidend uittreksel : de waarnemend hoofdgriffier, (get.)
Y. Bils. (112)

Bij vonnis d.d. 22 december 2000, op bekenenis, vierde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Vanaco C.V.B.A., onderneming voor het bedekken van gebouwen, kleinhandel in sanitaire artikelen, onderneming voor zinkwerk, met maatschappelijke zetel te 9810 Nazareth, Steenweg 146, bus 1, H.R. Gent 191152, BTW 449.033.388.

Rechter-commissaris : de heer Peter Van den Bossche.

Datum staking der betalingen : 10 december 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapsmarkt 22, 9000 Gent, vóór 17 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 31 januari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. J. De Buck, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Oude Houtlei 129B.

Voor eensluidend uittreksel : de waarnemend hoofdgriffier, (get.)
Y. Bils. (113)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de vijfde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 20 december 2000, werd op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Mevr. Lucrèse Monique Louncke, caféhoudster, geboren te Kortrijk op 27 april 1952, en wonende te 8793 Sint-Eloois-Vijve-Waregem, Vijfseweg 230, H.R. Kortrijk 142746, BTW 533.638.372, met als activiteit : drankgelegenheid + verkoop van sterke dranken per glas om ter plaatse te verbruiken.

Ophouden van betaling op datum van faillissementsvonnis.

Neerlegging van de verklaringen van schuldvordering : vóór 12 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op vrijdag 9 februari 2001, om 14 u. 30 m.

De kosteloze rechtspleging werd verleend.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Nathalie Beernaert, advocaat te 8800 Roeselare, Sint-Hubrechtsstraat 11. (114)

Bij vonnis van 20 december 2000 van de vijfde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd op aangifte, in staat van faillissement verklaard, de C.V.B.A. Danely, met maatschappelijke zetel te 8760 Meulebeke, Bruggesteeweg 5, H.R. Kortrijk 123803, met als werkzaamheden : drankgelegenheid, met uithangbord « Nevada », BTW 443.942.274.

De datum van staking van betaling is bepaald op datum van het faillissementsvonnis.

Rechter-commissaris : de heer Arnold Deceuninck, rechter in handelszaken.

Curator : de heer Antoine Van Eeckhout, advocaat te 8800 Roeselare, Henri Horriestraat 44.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 12 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid der schuldvorderingen op vrijdag 9 februari 2001, om 14 u. 15 m.

De curator, (get.) Antoine Van Eeckhout. (115)

Bij vonnis van 15 december 2000 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, werd op aangifte, in staat van faillissement verklaard de besloten vennootschap van de staat Pennsylvania VCG International Incorporated, met hoofdvestiging te 15129 USA Pennsylvania, 435 Sixth Avenue, Pittsburgh, en met bijkantoor te 8530 Harelbeke, Heerbaan 188/2, met als voornaamste handelsactiviteit de in- en uitvoerhandel van diverse goederen, H.R. Kortrijk 137358, BTW 436.893.839.

De datum van ophouding van betaling wordt in het faillissementsvonnis bepaald op 15 december 2000.

Rechter-commissaris : de heer Herwig Dejonghe, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Jan Deleersnyder, advocaat te 8540 Deerlijk, Harelbekestraat 63.

De schuldeisers moeten hun verklaring van schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 8 januari 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal geschieden op vrijdag 2 februari 2001, om 15 u. 45 m., ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Jan Deleersnyder. (116)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 8 december 2000, het faillissement van de heer Luc Vogeeler, wonende aan de Papenstraat 35, te 8500 Kortrijk, groothandel in onderdelen en toebehoren voor motorvoertuigen, in diverse recuperatieproducten, in oud ijzer en schroot en in nieuwe en tweedehandse motorvoertuigen, uitgezonderd motorrijwielen, H.R. Kortrijk 143404, BTW 676.294.688, gesloten wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Yves François. (117)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 8 december 2000, werd het faillissement van Mevr. Manon Pollet, destijds wonende te 8500 Kortrijk, Vlasbloemstraat 3, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mieke Van Cuyck, Sint-Christianastraat 48, 9890 Gavere. (118)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 22 december 2000, werd in staat van faillissement verklaard de heer Jackie Jean-Pierre Herremans, geboren te Roeselare op 26 januari 1944, wonende te 8800 Roeselare, Ardooisesteeweg 5, en handeldrijvende te 8800 Roeselare, Ardooisesteeweg 5-7, H.R. Kortrijk 86246, met als handelswerkzaamheid : kleinhandel in schoeisel, lederwaren en zadelmakerswerk, dit onder de benaming « Schoenen Herremans », BTW 530.525.167.

De datum van staking van betaling is bepaald op 22 december 2000 (art. 12 FW).

Rechter-commissaris : de heer Michel Espeel, rechter in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Filip Cappelle, advocaat te 8800 Roeselare, Hugo Verrieststraat 54.

De aangiftes van schuldvordering dienen ingediend op de griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk, uiterlijk op 15 januari 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen gaat door op vrijdag 9 februari 2001, om 14 u. 45 m., in de rechtbank van koophandel te Kortrijk, op voornoemd adres.

De curator, (get.) Filip Cappelle. (119)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 19 december 2000, werd in staat van faillissement verklaard de heer Nico Delaei, geboren te Zwevegem op 31 augustus 1944, en wonende te 8570 Anzegem (Vichte), Bosstraat 42, H.R. Kortrijk 76761, BTW 533.023.314, met als handelsactiviteit: kleinhandel in meubileringsartikelen, groot- en kleinhandel in meubileringsstoffen, huishoud- en tafellinnen en roepzaal.

Rechter-commissaris: de heer Germain Arnoys, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. Kathleen Segers, advocaat, F. Verhaeghestraat 5, 8790 Waregem.

Staking van de betalingen: 19 december 2000.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 9 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt op 26 januari 2001, om 16 uur, op de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de curator, (get.) Mr. Kathleen Segers. (120)

Bij vonnis van de vijfde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 20 december 2000, werd op aangifte, in staat van faillissement verklaard de N.V. Florin, met maatschappelijke zetel te 8870 Izegem, Lendeleedsestraat 189, H.R. Kortrijk 103485, BTW 424.180.208, hebbende als activiteit: groot- en kleinhandel, import en export van land- en tuinbouwproducten, groenten en fruit, bloemen, planten en sierplanten, zaden, groenten- en fruitconserven, zaaizaden en zaaigranen (uitgezonderd inlandse zaden) met inbegrip van tuingereedschap.

Ophouden van betaling op datum van faillissementsvonnis.

Neerlegging van de verklaringen van schuldvordering: vóór 12 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen: op vrijdag 9 februari 2001, om 14 uur.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Mr. Antoine Van Eeckhout, advocaat te 8800 Roeselare, Henri Horriestraat 44, en Mr. Nathalie Beernaert, advocaat te 8800 Roeselare, Sint-Hubrechtsstraat 1. (121)

Rechtbank van koophandel te Ieper

Bij beschikking van Mevr. D. Tytgat, rechter-commissaris over het faillissement van Carrein, Marc, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Ieper in datum van 8 januari 1998, wordt de datum tot het houden van een vergadering in toepassing van artikel 76 van de faillissementswet (verslag van de curator nopens de toestand van de vereffening van het faillissement) bepaald op woensdag 21 februari 2001, om 10 uur.

De schuldeisers worden opgeroepen op deze vergadering aanwezig te zijn.

De griffier, (get.) Wim Orbie. (122)

Bij beschikking van Mevr. D. Tytgat, rechter-commissaris over het faillissement van Dejonckere, Lucien, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Ieper in datum van 8 januari 1998, wordt de datum tot het houden van een vergadering in toepassing van artikel 76 van de faillissementswet (verslag van de curator nopens de toestand van de vereffening van het faillissement) bepaald op woensdag 21 februari 2001, om 10 u. 15 m.

De schuldeisers worden opgeroepen op deze vergadering aanwezig te zijn.

De griffier, (get.) Wim Orbie. (123)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 21 december 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van N.V. Immo Lewa, met zetel te 3440 Zoutleeuw, Budingenweg 37B, en met als activiteiten: patrimoniumbeheer, H.R. Leuven 88924, BTW 450.612.114.

Rechter-commissaris: de heer L. Pijcke.

Curator: Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen: op 21 december 2000.

Indienen der schuldvorderingen: vóór 12 januari 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen: 22 januari 2001, te 14 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf: 5 november 1993.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (124)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 22 oktober 2000 van de rechtbank van koophandel te Mechelen werd, op bekentenis, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Alert, met zetel te 2800 Mechelen, H. Consciencestraat 56-60, H.R. Mechelen 81544.

Rechter-commissaris: de heer Spruyt, E.

Curator: Mr. François Van Camp, advocaat te 2800 Mechelen, er kantoorkhoudende W. Geetsstraat 9.

Proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: 5 februari 2001, om 9 uur, ten gerechtshove te 2800 Mechelen, nieuw gebouw, Voochtstraat 7, eerste verdieping.

Datum van staking van betaling: de rechtbank heeft de datum van staking van betalen vastgesteld op 22 december 2000.

Indienen der schuldvorderingen: uiterlijk vóór 2 februari 2001 ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, nieuw gebouw, gelijkvloers, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) François Van Camp. (125)

Bij vonnis d.d. 11 december 2000 van de rechtbank van koophandel te Mechelen werd bij gebrek aan actief gesloten verklaard, de falings d.d. 7 februari 2000, van de C.V.O.H.A. Tyson Systems, met zetel te Puurs (Ruisbroek), Sint-Katharinastraat 148, BTW 459.026.368.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) De Neef, Betty, curator. (126)

Bij vonnis d.d. 11 december 2000 werd het faillissement P.V.B.A. Inter Dis-Car, met maatschappelijke zetel te 2800 Mechelen, Brusselpoortstraat 2, gesloten ingevolge vereffening.

Gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Mr. Eric Van hoogebemt. (127)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, d.d. 11 december 2000, werd het faillissement van Benelux Business Services Corporation, vennootschap naar het recht van de staat Delaware, met zetel gevestigd te 2800 Mechelen, Van Benedenlaan 65, gesloten verklaard ingevolge gebrek aan actief.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) E. Van Daele. (128)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis d.d. 14 december 2000, geveld door de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, werd in staat van faillissement verklaard, de B.V.B.A. Euro Pensoft, vennootschap met maatschappelijke zetel te 9620 Zottegem, Meire 3, H.R. Oudenaarde 43970, voor het stellen van handelsdaden die betrekking hebben op computermateriaal en elektronica, BTW 463.406.909.

Rechter-commissaris : de heer E. Wachtelaer, rechter in handelszaken in voornoemde rechtbank.

Curator : Mr. Marc Vander Kimpen, advocaat, met kantoor te 9620 Zottegem, Grotenbergestraat 49.

De staking van betaling werd bij voornoemd vonnis bepaald op 4 december 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : tot 12 januari 2001 ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Nazicht en sluiting der schuldvorderingen : donderdag 25 januari 2001, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mr. Marc Vander Kimpen, curator. (129)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren van 21 december 2000 werd het faillissement van de N.V. Lenders, met maatschappelijke zetel te 3630 Maasmechelen, Rijksweg 174, H.R. Tongeren 58079, werkplaats voor het herstellen van autovoertuigen en handel in auto's en onderdelen, BTW 426.509.988, gesloten verklaard bij vereffening en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) Mr. R. Miguet; Mr. L. Cuypers. (130)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 22 december 2000, ambtshalve, failliet verklaard : Cops, Albert, geboren te Bilzen op 10 september 1959, wonende en handel drijvende te Bilzen, Merem 31, H.R. Tongeren 82289, dakwerken, BTW 773.069.808.

Tijdstip ophouden van betaling : 21 december 2000.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul, Felix Ruysschaert en Mark Bernaerts, advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 21 januari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 26 januari 2001, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruysschaert; Mark Bernaerts. (Pro deo) (131)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 22 december 2000, ingevolge dagvaarding, failliet verklaard : Aeon Solutions B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Opglabbeek, Weg naar Zwartberg 2B, H.R. Tongeren 85495, studie bureau inzake informatica, BTW 464.519.637.

Tijdstip ophouden van betaling : 22 juni 2000.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul, Felix Ruysschaert en Mark Bernaerts, advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 21 januari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 26 januari 2001, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruysschaert; Mark Bernaerts. (Pro deo) (132)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 22 december 2000, ingevolge dagvaarding, failliet verklaard : Agilis B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Maasmechelen, Dr. Haubenlaan 3, bus 42, H.R. Tongeren 61777, onderneming in onroerende goederen, BTW 436.748.240.

Tijdstip ophouden van betaling : 6 november 2000.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul, Felix Ruysschaert en Mark Bernaerts, advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 21 januari 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 26 januari 2001, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruysschaert; Mark Bernaerts. (Pro deo) (133)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. La Casa, zetel te 2310 Sint-Jozef-Rijkevorsel, Eikendreef 3, en uitbating te 2310 Rijkevorsel, Hoek 9, H.R. Turnhout 67233, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 24 februari 1998.

Bij beschikking van de rechter-commissaris worden de schuldeisers in vergadering opgeroepen in de rechtbank van koophandel te Turnhout, de Merodelei 13, op donderdag 1 maart 2001, te 13 u. 30 m., om het verslag van de curator te horen nopens de vereffening van het faillissement.

De eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) L. Verstraelen. (134)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement N.V. Digremo, Geelsebaan 69, te 2460 Kasterlee, H.R. Turnhout 74324, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 24 februari 1998.

Bij beschikking van de rechter-commissaris worden de schuldeisers in vergadering opgeroepen in de rechtbank van koophandel te Turnhout, de Merodelei 13, op donderdag 1 maart 2001, te 13 u. 30 m., om het verslag van de curator te horen nopens de vereffening van het faillissement.

De eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) L. Verstraelen. (135)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne a, suivant jugement du 9 novembre 2000, homologué l'acte modificatif du régime matrimonial des époux, Clement, Marcel Alphonse, pensionné, et Frankignoulle, Nicole Simone Octavie, pensionnée, demeurant ensemble et domiciliés à 6940 Oppagne, rue de Soy 1, Wéris (Ville de Durbuy), reçu par le notaire Jean-Paul Ledoux, à Durbuy, le 25 septembre 2000.

(Signé) J.P. Ledoux, notaire. (42)

Par décision du 18 décembre 2000, le tribunal de première instance de Liège a homologué, suite à la requête déposée au greffe des rôles, l'acte reçu par le notaire Hubin, de Liège, en date du 7 septembre 2000, contenant modification du régime matrimonial de M. Claude Maurice Léopold Defregne, prépensionné, né à Montegnée le 26 juillet 1940, et son épouse, Mme Paulette Josée Raymonde Bovy, sans profession, née à Liège le 30 avril 1939, domiciliés à Chaudfontaine, avenue François Bovesse 199.

(Signé) M. Hubin, notaire. (43)

Par requête qui sera introduite devant le tribunal de première instance de Verviers, les époux, Demoulin, André Louis Mariette, délégué commercial, né à Dison le 29 septembre 1942, et Ladril, Yvette Rosa, sans profession, née à Verviers le 2 décembre 1947, domiciliés à Spa, chemin Haparin 4, solliciteront l'homologation de l'acte modificatif de leur régime matrimonial, dressé par le notaire Louis-Philippe Guyot, de Spa, les 18 janvier 2000 et le 5 décembre 2000, adoptant le régime de la séparation des biens, en lieu et place du régime de communauté universelle qu'ils avaient adopté par contrat de mariage en date du 13 janvier 1982.

(Signé) L.-Ph. Guyot, notaire. (44)

Durch Antrag vom 11. Dezember 2000 hinterlegt bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz von Eupen, haben die Eheleute Günter Robert Scheuren, Hausmeister, geboren zu Sankt Vith am 1. September 1962, belgischer Staatsangehörigkeit, und seine Ehefrau Margot Halmes, Raumpflegerin, geboren zu Elsenborn am 26. Januar 1964, belgischer Staatsangehörigkeit, wohnhaft zu Eupen, Oestrasse 42, die Homologierung der Abänderung ihres Güterstandes, getätigt durch Urkunde des Notars Jacques Rijckaert, aus Eupen, am 11. Dezember 2000 beantragt. Diese Abänderungsurkunde enthielt die Einbringung durch den Ehemann, einer ihm gehörenden Immobilie, in die zwischen den Eheleuten bestehende Gütergemeinschaft, so dass diese Immobilie der besagten Gütergemeinschaft gehören wird.

Eupen, den 20. Dezember 2000

Für die Eheleute Scheuren-Halmes, (gez.) Jacques Rijckaert, Notar. (45)

Par jugement du tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, chambre à juge unique, du 28 septembre 2000, a été homologué le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre les époux, Vincent Armand Jean Joseph Herman, associé actif, né à Liège le 17 décembre 1969, Belge, et son épouse, Mme Mary Njambi Muiruri, secrétaire commerciale, née à Nakuru (Kenya) le 24 décembre 1974, Kenyanne, domiciliés ensemble à Manhay, rue Haut Va 22.

Pour extrait conforme : pour les époux Herman-Muiruri, (signé) A.-M. Misonne, notaire. (46)

Suivant jugement prononcé le 18 octobre 2000 par la douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Félix Emile Lonnoy, pensionné, né à Koekelberg le 23 septembre 1910, et son épouse, Mme Halina Legawiec (née Gabryel), femme de chambre, née à Barlinek (Pologne) le 6 juillet 1957, domiciliés à 1020 Bruxelles, rue Félix Sterckx 65, dressé par acte du notaire Pierre De Doncker, à Bruxelles, le 18 mai 2000, a été homologué. Aux termes de cet acte, les époux Lonnoy-Legawiec, prénommés, ont adopté le régime de la séparation de biens pure et simple.

(Signé) Pierre De Doncker, notaire. (47)

Suivant jugement prononcé le 14 novembre 2000 par le tribunal civil de première instance de Tournai, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Delpierre, Guy Richard Roger, pensionné, né à Lubumbashi (Zaire) le 20 février 1939, et son épouse, Mme Kalenda, Mwangala, infirmière, née à Lubumbashi (Zaire) le 25 octobre 1956, demeurant ensemble à Tournai, rue des Champs 38, a été homologué.

Pour extrait conforme : pour les requérants, (signé) Paul-Emile Genin, notaire à Tournai. (48)

Bij verzoekschrift van 19 december 2000, hebben de heer Leo Watteeuw en Annie Janssens, die beiden hun woonplaats hebben te Zedelgem (Loppem), Kasteeldreef 3, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, om homologatie verzocht van de akte verleden voor Mr. Jan Boedts, notaris met standplaats te Ichtegem (Eernegem), op 19 december 2000, waarbij zij hun huwelijksgoederenstelsel wensen te wijzigen als volgt :

de inbreng door de heer Leo Watteeuw in het gemeenschappelijk vermogen van alle goederen, sommen en waarden die in de plaats zijn gekomen van alle aandelen die hij ooit als eigen goed heeft gehad in de B.V.B.A. Mechanische Constructie Watteeuw of in de opvolgende of aanverwante vennootschappen, dit in afwijking van hun bestaand huwelijkscontract;

de schrapping van de artikelen 4 en 5 in hun bestaand huwelijkscontract.

Opgemaakt en namens de verzoekers getekend door voornoemde notaris Boedts, te Ichtegem (Eernegem), op 22 december 2000.

(Get.) J. Boedts, notaris. (49)

Bij vonnis uitgesproken op 27 oktober 2000 in de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, werd de akte verleden voor notaris Marc Demaeght, te Laakdal (Veerle), op 19 juni 2000, houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Driesen, Luc, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Sempels, Manuela Emiel Louisa, arbeidster, samenwonende te Edegem, Laureysstraat 30, inhoudende onder meer de inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, gehomologeerd.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Marc Demaeght, notaris. (50)

Bij vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 26 oktober 2000, werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opgenomen in de akte verleden voor notaris Kathleen Van den Eynde, te Roeselare, met standplaats Rumbekke, op 16 augustus 2000, tussen de heer Geert Remaut, en zijn echtgenote, Mevr. Marijke Deceuninck, wonende te 8800 Roeselare, Spanjestraat 220, gehomologeerd.

De wijzigingsakte bepaalt dat voornoemde echtgenoten hun huwelijksstelsel ongewijzigd laten, behoudens de inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door de heer Geert Remaut van een aan hem persoonlijk toebehorend onroerend goed.

Voor de echtgenoten Geert Remaut-Deceuninck, Marijke, (get.) K. Van den Eynde, notaris. (51)

Bij verzoekschrift van 16 december 2000 hebben de heer Steve Lisette François Verbert, en echtgenote, Mevr. An Marie Johan Haagdoren, samenwonende te Lommel, Leuken 95, voor de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdend wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, met name wijziging van het gemeenschappelijk vermogen door inbreng in de gemeenschap, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Philippe Crolla, te Lommel, op 16 november 2000.

Voor de verzoekers, (get.) Philippe Crolla, notaris. (52)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van dertien december tweeduizend, werd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel opgemaakt tussen de echtgenoten De Watripont, Luc-Dierckx, Wendy Marie-Louise Alfons, samenwonende te Kasterlee, Mgr. Cardijnstraat 21, door notaris Louis Dierckx, te Turnhout, op 18 mei 2000, gehomologeerd.

De wijziging behelst de inbreng van een eigen goed van de echtgenote, gelegen te Kasterlee, ter plaatse « Oostbergen », in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor eensluidend uittreksel, voor de echtgenoten, (get.) Louis Dierckx, notaris. (53)

Bij verzoekschrift van 15 december 2000 hebben de echtgenoten de heer De Neve, Etienne Roger, ter beschikking gesteld voorafgaand aan pensioen, geboren te Oosterzele op vier december negentienhonderd drieënveertig, en Mevr. Van Gremberghe, Eliane Maria, huisvrouw, geboren te Scheldewindeke op zes juli negentienhonderd vierenveertig, samenwonende te Oosterzele, Kwaadbeek 18, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris François Bouckaert, te Oosterzele, op 15 december 2000.

Hierbij deed de heer De Neve, Etienne, inbreng van volgend onroerend goed : gemeente Oosterzele, een woonhuis met aanhorigheden op en met grond, staande en gelegen Kwaadbeek 18, ten kadaster gekend gemeente Oosterzele, eerste afdeling, sectie A, nr. 196/D met een oppervlakte van zestien aren vijftig centiaren (16 a 54 ca).

Namens de echtgenoten De Neve-Van Gremberghe, (get.) François Bouckaert, notaris. (54)

Volgens vonnis verleend op 24 oktober 2000 door de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer José Remi Erauw, steenkapper, en zijn echtgenote, Mevr. Louisa Dierick, huisvrouw, samenwonende te 9520 Sint-Lievens-Houtem, Dries 52, verleden voor notaris Pierre-Michel de Vuyst, te Herzele, met standplaats te Borsbeke, op 22 augustus 2000, gehomologeerd.

Voor gelijkkluidend uittreksel, (get.) P.M. de Vuyst, notaris. (55)

Bij verzoekschrift van 6 juli 2000 hebben de echtgenoten, de heer Borghs, Josephus, ijzervlechter, geboren te Kasterlee op 28 december 1946, en zijn echtgenote, Mevr. Wilms, Maria, bediende, geboren te Tielen op 24 februari 1948, samenwonende te 2460 Kasterlee, Heesakkers 3, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van de wijziging van hun huwelijksstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 6 juli 2000, inhoudende de inbreng van een persoonlijk goed van de heer Borghs, voornoemd, in de gemeenschap.

(Get.) L. Moortgat, notaris. (56)

Er blijkt uit een verzoekschrift tot homologatie van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opgesteld op 19 december 2000, door de echtgenoten Johan Antorre-Tulang Fe, te Eeklo, Raverschootstraat 159B, dat zij bij akte verleden voor notaris Bernard Vanderplaetsen, te Lovendegem, hebben laten opstellen :

de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende inbreng van eigen goederen in de huwgemeenschap d.d. 19 december 2000;

dat zij gehuwd zijn voor de ambtenaar van de burgerlijke stand te Maldegem op zesentwintig mei negentienhonderd vijftiennegentig, onder het stelsel van scheiding van goederen blijkens huwelijkscontract verleden voor notaris Raymond Vanderplaetsen, te Lovendegem, op drie mei negentienhonderd vijftiennegentig, welk stelsel niet gewijzigd noch gehandhaafd werd.

Lovendegem, 19 december 2000.

(Get.) Vanderplaetsen, notaris te Lovendegem. (57)

Bij vonnis, uitgesproken op vierentwintig oktober tweeduizend, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden op vijf juli tweeduizend, voor notaris Marc Sobrie, te Zwalm, gehomologeerd.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten de heer Vandecapelle, Henk Roger Corneel (RR nr. 650819421-42), automechanicien, geboren te Gent op negentien augustus negentienhonderd vijftenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Eloot, Carine Irma Hypoliet, (RR nr. 600201372-96), onderwijzeres, geboren te Zottegem op één februari negentienhonderd zestig, beiden wonende te 9630 Zwalm, Hundelgemsebaan 54, verklaard gehuwd te willen blijven onder het wettelijk stelsel en dat de wijziging slaat op de inbreng van een eigen goed van de man.

(Get.) Marc Sobrie, notaris. (58)

Bij verzoekschrift van 15 december 2000 hebben de heer Steven De Scheerder en zijn echtgenote, Mevr. Veert Dehaemers, te Zedelgem, Diksmuidse Heirweg 75, homologatie gevraagd, bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, van de akte wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, de dato 15 december 2000, waarbij de heer Steven De Scheerder eigen onroerend goed inbrengt in het gemeenschappelijk vermogen en toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende der echtgenoten in volle eigendom.

Namens de echtgenoten Steven De Scheerder-Veert Dehaemers, (get.) Peter Pauwels, notaris te Deinze. (59)

Bij vonnis van 13 december 2000 van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Dirk Luyten, te Mechelen, op 22 september 2000, houdende wijziging van het huwelijkscontract tussen de heer Walter Joseph Adèle Geerts, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Juliana Ludgardis Van Hove, huisvrouw, samenwonende te 2260 Westerlo, Heksenbrug 4, waarbij door beide partijen persoonlijke roerende goederen en door de man een onroerend goed worden ingebracht in het bestaande stelsel van de scheiding van goederen met gemeenschap van aanwinsten.

Voor de verzoekers, (get.) Dirk Luyten, notaris. (60)

Bij verzoekschrift van negentien december tweeduizend hebben de heer Coemans, Patrick Joannes Mario, en zijn echtgenote, Mevr. Cothouts, Anne Irma Marcella, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Marc Duriau, te Diest, op negentien december tweeduizend.

Voor de verzoekers, (get.) Marc Duriau, notaris. (61)

Bij vonnis, uitgesproken op 13 oktober 2000 door de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, werd de akte gehomologeerd, die verleden werd voor notaris Didier Marynen, te Stabroek, op 16 mei 2000, waarbij de heer Johan Gommaire Van Espen, ambtenaar, geboren te Leuven op 10 juli 1956, en zijn echtgenote, Mevr. Godelieve Mathilda Petrus Van Wesenbeeck, huisarts, geboren te Kapellen op 17 februari 1960, samenwonende te Stabroek, Abtsdreef 19, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, inhoudende onder meer de inbreng van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de verzoekers, (get.) Didier Marynen, notaris. (62)

Bij verzoekschrift van 28 november 2000 hebben de heer Deconinck, Joris Marcel Bertha, bediende, geboren te Lier op 24 januari 1951, en zijn echtgenote, Mevr. Voeten, Ellie Francine, verpleegster, geboren te Rijkvorsel op 26 oktober 1952, wonende te 2980 Zoersel, Vrijgeweide 17, gehuwd onder het Belgisch stelsel der gemeenschap van aanwinsten ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Jean-Paul Van Ussel, alsdan te Hoogstraten, op 25 juni 1974, aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Jan Michoel, te Hoogstraten, op 28 november 2000, houdende de wijziging van de samenstelling van hun vermogens door de inbreng van onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen overeenkomstig artikel 1394, 5°, van het Belgisch Burgerlijk Wetboek. De echtgenoten Joris Deconinck-Voeten hebben twee gemeenschappelijke kinderen.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Michoel, notaris te Hoogstraten. (63)

Bij verzoekschrift van 21 december 2000 hebben de heer Theuwissen, Koen Jos, en zijn echtgenote, Mevr. Colaers, Sabine Kristien, wonende te Peer, Leyssenhofweg 22A, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de homologatie aangevraagd van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Marc Van Nerum, te Meeuwen-Gruitrode, op 21 december 2000. Deze wijziging betreft de inbreng van een onroerend goed van de vrouw in de huwgemeenschap.

(Get.) M. Van Nerum, notaris. (64)

Bij verzoekschrift de dato 20 december 2000 hebben de heer Remi Martin Joseph Fagard, notaris, en zijn echtgenote, Mevr. Anne Marie Blanche Vernimmen, samenwonende te Genk, Bochtlaan 29, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Van den Hove, te Genk, op 20 december 2000, inhoudende het wettelijk stelsel met inbreng in het gemeenschappelijk vermogen van een onroerend goed gelegen stad Genk, Residentie Guido Gezelle, aan de Molenstraat, het appartement nr. C4, kelder K5c en garage G17c.

Genk, 20 december 2000.

(Get.) Luc Van den Hove, notaris. (65)

Bij verzoekschrift van 20 december 2000 hebben de echtgenoten Seraphin Clement Yves Mois, zaakvoerder, geboren te Leuven op twaalf juni negentienhonderd tweeënvijftig, gehuisvest te Leuven, Sint-Geertruiabdij 8/4, en Ria Alfonsina Emmers, directeur, geboren te Hamont op achtentwintig januari negentienhonderd zesenvijftig, gehuisvest te Leuven, Bogaardenstraat 65/1, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven de homologatie gevraagd van het wijzigend huwelijkscontract, opgemaakt bij akte van notaris Hugo Kuijpers, te Leuven (Heverlee), op 20 december 2000.

(Get.) H. Kuijpers, notaris. (66)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op zesentwintig oktober tweeduizend werd de akte gehomologeerd welke verleden werd voor notaris François Van Innis, te Zingem, op 11 augustus 2000, en waarbij de echtgenoten de heer Martens, Philippe Claude Anne Nestor Gérard, ingenieur, en Mevr. Pappens, Sonja, uitzend-consulente, wonende te Zulte, Staatsbaan 228, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd en inhoudende inbreng van in het gemeenschappelijk vermogen het onroerend goed gelegen te Zulte, Staatsbaan 228, met de daaraan verbonden hypothecaire schuld.

Opgemaakt en namens de verzoekers getekend door de voornoemde notaris op 22 december 2000.

(Get.) François Van Innis, notaris. (67)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven op 30 oktober 2000 werd gehomologeerd, de akte verleden voor notaris Dirk Michiels, te Aarschot, op 25 juli 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Reekmans, Marc Alfons Ghislain, geboren te Hasselt op 14 juni 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Desiron, Karina Louisa Constant, geboren te Lubbeek op 1 augustus 1963, wonende te Holsbeek (Sint-Pieters-Rode), Molenstraat 7/1, waarbij onroerende goederen werd ingebracht door Mevr. Desiron.

(Get.) D. Michiels, notaris. (68)

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Leuven op 20 november 2000, werd de akte, verleden voor notaris Kurt Geysels, te Aarschot, op 11 mei 2000, gehomologeerd en bekrachtigd, waarbij de heer Erwin August Bert Leopold Andries, bestuurder van vennootschappen, en zijn echtgenote, Mevr. Marleen Marie Louise Herman Cauwenbergh, huisvrouw, samenwonend te Aarschot (Gelrode), Wipstraat 33, het wettelijk stelsel van goederen hebben vervangen door het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Aarschot, 23 december 2000.

Namens de echtgenoten Andries-Cauwenbergh, (get.) K. Geysels, notaris. (69)

Blijkens akte wijziging huwelijkscontract, verleden voor Mr. Bernard Van der Auwermeulen, notaris te Zomergem, in dato van eenentwintig november tweeduizend, hebben de heer Van Landuyt, Frans Andreas Paul Theophiel Maria Joseph, gepensioneerde, geboren te Vinkt op dertig november negentienhonderd zesentwintig, en zijn echtgenote, Mevr. Martens, Maria Prudentia Leonia, gepensioneerde, geboren te Vinkt op acht februari negentienhonderd eenendertig, samenwonende te 9930 Zomergem, Daalmstraat 23, gehuwd onder het wettelijk stelsel

blijkens huwelijkscontract verleden op acht juni negentienhonderd drieënvijftig, voor notaris Robert Verstraete, destijds te Lotenhulle, gewijzigd door de aanvulling met een verblijvingsbeding en een contractuele erfstelling, bij akte verleden voor notaris Bernard Van der Auwermeulen, te Zomergem, op vijftien november tweeduizend, niet bevestigd noch gewijzigd tot op heden, de rechtbank van eerste aanleg te Gent verzocht de voorgenomen wijziging te homologeren.

De wijziging houdt in het op hen toepasselijk stelsel te wijzigen overeenkomstig artikelen 1394 en volgende van het burgerlijk wetboek, zoals bepaald in hun nieuw huwelijkscontract.

Voor de verzoekers, (get.) Bernard Van der Auwermeulen, notaris te Zomergem. (70)

Bij vonnis van drieëntwintig oktober tweeduizend van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven werd gehomologeerd de akte houdende wijziging van huwelijkscontract verleden voor notaris Philippe Van Hoof, te Sint-Truiden, op vijf juli tweeduizend, tussen de heer Collin, Frank Roger Georges, psycholoog, geboren te Sint-Truiden op negentwintig januari negentienhonderd vierenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Gilen, Hilde Joseph Marie, bediende, geboren te Sint-Truiden op twee november negentienhonderd vierenzestig, samenwonende te 3440 Zoutleeuw (Halle-Booienhoven), Grote Steenweg 145b.

Wijziging : van stelsel van scheiding van goederen naar wettelijk stelsel.

Namens de echtgenoten Collin-Gilen, (get.) Philippe Van Hoof, notaris te Sint-Truiden. (71)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du 28 novembre 2000, le tribunal de première instance de Tournai a déclaré vacante la succession de Mme Chantal Odile Josette Larnou, née à Roubaix (France) le 8 mai 1947, épouse de Lefebvre, Alain Gérard César, en son vivant domiciliée à Blicquy, rue du Pont Niquet 3, décédée à Tournai le 8 janvier 1999. Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, a été désignée en qualité de curateur à ladite succession. Les créanciers et héritiers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

Ath, le 20 décembre 2000.

(Signé) Dominique Surquin, avocate. (74)

Tribunal de première instance de Neufchâteau

Par jugement prononcé le 21 décembre 2000, le tribunal de première instance de Neufchâteau a désigné Me Didier Bernard, avocat à Paliseul, rue P. Verlaine 7, en qualité de curateur à la succession vacante de Lambot, Lucie Emilie, née le 2 août 1927 à Porcheresse, en son vivant célibataire, domiciliée à Bouillon (Poupehan), rue du Mont 9, décédée le 27 mai 2000 à Saint-Ode.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M.-A. Miny. (72)

Par jugement prononcé le 21 décembre 2000, le tribunal de première instance a désigné Me Didier Bernard, avocat à 6850 Paliseul, rue Paul Verlaine 7, en qualité de curateur à la succession vacante de Dabe, Marie, née à Kautenbach (GDL) le 1^{er} mai 1926, en son vivant domiciliée à Vaux-sur-Sûre, Hompré 8, décédée à Vaux-sur-Sûre le 17 novembre 1999.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M.-A. Miny. (73)

**Liberale Mutualiteit - Vlaams Gewest,
Prieelstraat 22, 1730 Asse**

—
Samenstelling van de raad van bestuur

In zijn zitting van 9 december 2000 heeft de raad van bestuur unaniem beslist om de mandaten als volgt te verdelen :

1. De effectieve leden - met stemrecht.

Voorzitter en afgevaardigd bestuurder :

Van Tittelboom, Johan, Pastorijstraat 30, 9552 Borsbeke (Herzele).

Eerste ondervoorzitter en afgevaardigd bestuurder :

Pessemier, Lyotta, Pastinaken 38, 1730 Asse.

Tweede ondervoorzitter :

Van Malderen, Robert, Heilsborre 2, 1730 Asse.

Bestuurders :

Eeman, Jan, Rodestraat 95, 9470 Denderleeuw.

Michiels, Willy, Wijngaardstraat 36A, 9450 Haaltert.

Moreels, André, Heiveld 82, 1745 Opwijk.

Schelfaut, Jan, Lindendries 22, 1730 Asse.

Van Haeleweyck, Michel, Boekfos 39, 1730 Asse.

Van Herreweghe, Wilfried, Denderlandstraat 8, 9308 Gijzegem (Aalst).

Van Lindt, Sonja, Lange Steenweg 47, 1785 Merchtem.

2. Raadgevers - met raadgevende stem (cfr. artikel 39c van de statuten van de « Liberale Mutualiteit - Vlaams Gewest » :

De Bruyn, Benjamin, Nellekenstraat 62, 1750 Sint-Kwintens-Lennik.

De Koker, Hedwig, Torteldreef 38, 3140 Keerbergen.

De Raedemaeker, Jos, Muurveld 30, 1730 Asse.

Pessemier, Camiel, Kalkoven 143, 1730 Asse.

(75)